

Canadian
Forces
College

Collège
des
Forces
Canadiennes



MONDIALISATION, PUISSANCE ET STRATÉGIE: ENJEUX POUR LA SÉCURITÉ DU CANADA

le major F. Poitras

JCSP 39

Master of Defence Studies

Disclaimer

Opinions expressed remain those of the author and do not represent Department of National Defence or Canadian Forces policy. This paper may not be used without written permission.

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, as represented by the
Minister of National Defence, 2013

PCEMI 39

Maîtrise en études de la défense

Avertissement

Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent aucunement des politiques du Ministère de la Défense nationale ou des Forces canadiennes. Ce papier ne peut être reproduit sans autorisation écrite.

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, représentée par le
ministre de la Défense nationale, 2013.

CANADIAN FORCES COLLEGE – COLLÈGE DES FORCES CANADIENNES
JCSP 39 – PCEMI 39
2012 – 2013

MASTER OF DEFENCE STUDIES – MAÎTRISE EN ÉTUDES DE LA DÉFENSE

**MONDIALISATION, PUISSANCE ET STRATÉGIE: ENJEUX POUR LA SÉCURITÉ
DU CANADA**

By Major F. Poitras
Par le major F. Poitras

“This paper was written by a student attending the Canadian Forces College in fulfilment of one of the requirements of the Course of Studies. The paper is a scholastic document, and thus contains facts and opinions, which the author alone considered appropriate and correct for the subject. It does not necessarily reflect the policy or the opinion of any agency, including the Government of Canada and the Canadian Department of National Defence. This paper may not be released, quoted or copied, except with the express permission of the Canadian Department of National Defence.”

Word Count: 20 013

“La présente étude a été rédigée par un stagiaire du Collège des Forces canadiennes pour satisfaire à l'une des exigences du cours. L'étude est un document qui se rapporte au cours et contient donc des faits et des opinions que seul l'auteur considère appropriés et convenables au sujet. Elle ne reflète pas nécessairement la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris le gouvernement du Canada et le ministère de la Défense nationale du Canada. Il est défendu de diffuser, de citer ou de reproduire cette étude sans la permission expresse du ministère de la Défense nationale.”

Compte de mots : 20 013

RÉSUMÉ

La mondialisation est un phénomène incontournable qui influence plusieurs sphères de nos sociétés. Marquée par une grande accélération des échanges entre les États et leurs composantes, elle offre des opportunités qui étaient jusqu'à récemment inconnues. A priori, ces nouvelles possibilités laissent présager des échanges culturels et économiques mutuellement bénéfiques et d'une ampleur inédite. Cependant, plusieurs incertitudes concernant l'environnement stratégique viennent nuancer cette approche optimiste. Notamment, le monde semble de plus en plus instable et les motifs qui justifiaient jusqu'à récemment une intervention militaire sont présents dans un nombre croissant de pays. La présente étude vise à démontrer que le phénomène de la mondialisation comporte d'importants impacts sécuritaires. L'environnement contemporain modifie l'exercice de puissance des États, ce qui résulte en l'application de stratégies nouvelles, qui exploitent les conjonctures du moment. Ces changements dans le paysage stratégique, combinés aux transformations des intérêts canadiens, demandent un ajustement de la posture sécuritaire canadienne.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	I
TABLE DES MATIÈRES	II
LISTE DES FIGURES ET TABLEAUX.....	IV
INTRODUCTION.....	1
PREMIÈRE PARTIE: CADRE CONCEPTUEL ET ANALYTIQUE	7
CHAPITRE 1: LA MONDIALISATION ET SON IMPACT SUR L'EXERCICE DE LA PUISSANCE: UN POINT DE VUE HISTORIQUE.....	8
1.1. <i>Première vague de mondialisation au XIXe siècle</i>	9
1.2. <i>Échec du modèle</i>	13
1.3. <i>Déclin et renaissance</i>	15
CHAPITRE 2: LA MONDIALISATION ET SON IMPACT SUR L'EXERCICE DE LA PUISSANCE : UN POINT DE VUE CONTEMPORAIN	18
2.1. <i>Le visage contemporain de la mondialisation</i>	18
2.2. <i>Restrictions dans l'exercice de la puissance militaire</i>	21
2.3. <i>Montée de l'exercice de la puissance économique</i>	24
2.3.1. Effets positifs	25
2.3.2. Effets négatifs	26
2.3.3. Exemple de la crise asiatique	28
2.3.4. Sommaire	29
2.4. <i>Montée de l'exercice des puissances douces</i>	29
CHAPITRE 3: LA MONDIALISATION, UN PHÉNOMÈNE INÉGAL	32
3.1. <i>Construction discursive</i>	32
3.2. <i>Opportunités</i>	34
3.3. <i>Défis</i>	39
3.3.1. Inégalités	39
3.3.2. Difficulté à maintenir une armée	42
3.3.3. Conséquences pour l'environnement	44
3.3.4. Montée en puissance d'acteurs non-étatiques	45
3.3.5. Mobilité démographique	47
3.4. <i>Indéterminisme de la mondialisation</i>	49
3.5. <i>Sommaire</i>	50
DEUXIÈME PARTIE: IMPACT DE LA MONDIALISATION POUR LE CANADA	52
CHAPITRE 4: BILAN DE L'IMMIGRATION CHINOISE POUR LE CANADA.....	53
4.1. <i>Historique de l'immigration au Canada</i>	55

4.1.1. Débuts de l’immigration chinoise et premières lois sur l’immigration	55
4.1.2. La déportation des immigrants japonais	57
4.1.3. Introduction d’un système basé sur les qualités individuelles	59
4.1.4. Triomphe des considérations démographico-économiques	60
4.1.5. Impact des attaques du 11 septembre 2001	65
4.1.6. Sommaire	67
4.2. <i>Avantages de l’immigration chinoise pour le Canada</i>	68
4.2.1. Puissance économique	68
4.2.2. Influence et puissance douce	75
4.2.3. Sommaire	77
4.3. <i>Défis de l’immigration chinoise au Canada</i>	77
4.3.1. Influence et puissance douce	77
4.3.2. Défis économiques	85
4.3.3. Impacts sur l’ensemble des relations canadiennes.....	86
4.4. <i>Bilan de l’immigration chinoise</i>	87
CHAPITRE 5: IMPACTS DE LA MONDIALISATION POUR LA SÉCURITÉ DU CANADA	89
5.1. <i>Modification de l’exercice de la puissance</i>	89
5.2. <i>Le Canada face aux défis de la mondialisation</i>	93
5.3. <i>La mondialisation et les Forces armées canadiennes</i>	96
CONCLUSION	100
BIBLIOGRAPHIE	104

LISTE DES FIGURES ET TABLEAUX

Figure 1.1 – Production manufacturière de l’Europe et des États-Unis.....	13
Figure 1.2 – Décroissances régionales de la production manufacturière.....	14
Figure 3.1 – Production manufacturière mondiale 1830-1980	35
Figure 3.2 – Bandes passantes internet interrégionales.	40
Figure 4.1 –Pourcentages de population née à l’étranger.	54
Figure 4.2 –Immigration prévue et réelle : 1947 - 1995	61
Figure 4.3 –Résidents permanents selon la catégorie, 1986-2010.....	62
Figure 4.4 –Tendances historiques de la fécondité canadienne	63
Figure 4.5 – Arrivées de résidents de 1986 à 2010.....	64
Figure 4.6 – Accumulation du nombre de résidents étrangers de 1986 à 2010	65
Figure 4.7 – Pourcentage du PIB mondial, Chine vs États-Unis : 1980-2017.....	71
Figure 4.8 – Provenance des étudiants étrangers	74
Figure 4.9 – Le produit intérieur brut du Canada a triplé de 1985 à 2010.....	75
Tableau 2.1 – Croissance mondiale des moyens de communication.....	19
Tableau 2.2 – Croissance mondiale des finances.....	20
Tableau 2.3 – Tendances historiques des guerres entre puissances.....	22

MONDIALISATION, PUISSANCE ET STRATÉGIE ENJEUX POUR LA SÉCURITÉ DU CANADA

INTRODUCTION

« Today's world is interconnected in ways we are only beginning to understand. The globalization of ideas and of technology is a positive development when those ideas and technologies are vehicles for human advancement. It is a less positive development when they are put to the service of human conflict. The complexity of the threat environment – evolving as rapidly as technology itself – presents an unprecedented challenge for the national security community. »

Richard B. Fadden, *Rapport public annuel du SCRS*, 2011

La mondialisation est un phénomène incontournable qui influence plusieurs sphères de nos sociétés ¹. Marquée par une grande accélération des échanges entre les États et leurs composantes, elle offre des opportunités qui étaient jusqu'à récemment inconnues. Soutenue par de puissants développements technologiques qui permettent l'interconnexion à l'échelle globale, la mondialisation défie les barrières de l'espace et du temps en permettant des échanges instantanés partout sur la planète. A priori, ces nouvelles possibilités laissent présager des échanges culturels et économiques mutuellement bénéfiques et d'une ampleur inédite.

Le gouvernement du Canada a depuis longtemps affiché sa posture plutôt favorable au sujet de la mondialisation. Jugeant celle-ci dans l'intérêt du pays, on déclarait dans le Livre blanc sur la défense de 1994 que le Canada était prêt à utiliser la

¹ Bien qu'il existe un débat sémantique entourant les termes mondialisation et globalisation, ils seront définis plus bas et employés de façon interchangeable dans le présent travail.

force militaire afin d'imposer sa politique de libre-échange dans le monde ². Bien que les approches des gouvernements canadiens subséquents aient varié avec les années, l'étude des faits politiques récents témoigne de l'importance grandissante du phénomène de la mondialisation, et démontre à quel point elle est constamment perçue comme un phénomène bénéfique pour les intérêts canadiens. Ainsi, depuis les années 80, le Canada a conclu une multitude d'accords commerciaux liés au libre-échange et à la promotion des investissements étrangers. Récemment, l'autorisation de la vente de la pétrolière canadienne Nexen à des intérêts chinois, et le début de négociations en vue d'un accord de libre-échange avec l'Union européenne, reconforment la position du gouvernement en ce qui a trait à la mondialisation ³.

Pourtant, plusieurs incertitudes concernant l'environnement stratégique du Canada viennent nuancer l'approche optimiste du Canada face à la globalisation. Les campagnes militaires d'Irak et d'Afghanistan furent beaucoup plus longues qu'anticipées et leurs bilans sont fortement contestés, ce qui laisse planer un doute sur la capacité de la communauté internationale à maintenir l'ordre mondial par la force ⁴. Les coûts prohibitifs de ces récentes aventures militaires sont aussi exacerbés par une crise économique depuis maintenant cinq ans, limitant sérieusement les ambitions de projection de la force et imposant des restrictions dans la plupart des effectifs militaires des pays de l'Ouest. En outre, le monde semble de plus en plus instable et les motifs qui

² Ministère de la Défense Nationale, *1994 White Paper on Defence* (Ottawa : Groupe Communication Canada, 1994), p. 1-2.

³ Toronto Star, « Mallick: Nexen Deal Proves Harper is China's Plaything », accédé le 13 mars 2013, http://www.thestar.com/opinion/editorialopinion/2012/12/11/mallick_nexen_deal_proves_harper_is_chinas_plaything.html et National Post, « Considerable Progress Made in Canada-EU Trade Deal, but Obstacles Remain: Harper », accédé le 13 mars 2013, <http://business.financialpost.com/2013/03/14/296857/>.

⁴ Arnaud De La Grange et Jean-Marc Balencie, *Les guerres bâtarde : comment l'Occident perd les batailles du XXI siècle* (Paris : Éditions Perrin, 2008), p. 24-25.

justifiaient jusqu'à récemment une intervention militaire sont présents dans un nombre croissant de pays. En parallèle, certains États mieux nantis pour traverser la crise économique continuent de monter en puissance, investissant même dans leur capacité militaire⁵. L'économie canadienne, qui jusque-là paraissait inébranlable, demeure malgré tout vulnérable aux maux économiques de l'heure, ce qui pousse le gouvernement à chercher des moyens pour rétablir l'équilibre budgétaire. Ayant promis en 2008 deux décennies de croissance des dépenses, le gouvernement a dû revenir sur sa position et cherche maintenant à atténuer ses déconvenues dans le domaine militaire.

Dans ce contexte d'incertitude et de transition stratégique, il est impératif que le Canada porte sur le phénomène de la globalisation un regard lucide sans quoi il lui sera difficile d'aborder adéquatement les défis de ce monde en mutation. Notamment en matière de défense, le gouvernement canadien est confronté à des choix difficiles qui auront des conséquences graves et irréversibles pour les décennies à venir. Afin de bien saisir l'environnement stratégique moderne et ses impacts sur la sécurité du Canada, le concept de la mondialisation offre une vision d'ensemble particulièrement pertinente. En fait, l'étude de la mondialisation et de ses impacts pour le Canada semble maintenant incontournable à la compréhension des enjeux futurs.

Si le Canada est clairement engagé à promouvoir la mondialisation, tous les observateurs ne sont pas aussi optimistes relativement à ses conséquences pour les États y prenant part. À l'extrême du spectre, la mouvance altermondialiste a démontré sa capacité de rallier à sa cause les nationalistes, les environnementalistes ainsi que les syndicats. Dans les milieux universitaires, certains avancent que les bienfaits de la

⁵ SIPRI, « Military Expenditure: China », consulté le 27 mars 2013, <http://first.sipri.org/search?country=CHN&dataset=military-expenditure>.

mondialisation n'ont jamais été prouvés économiquement et d'autres, que le phénomène crée de l'instabilité sociale et augmente les risques de révolte⁶. Nul ne peut renier que la mondialisation ait des conséquences à plusieurs niveaux pour les États. Son étude est maintenant devenue incontournable pour comprendre le géostratégique, la balance du pouvoir entre les États, les chances de guerre et les décisions stratégiques faites par ceux-ci⁷.

Une chose est certaine : la mondialisation présente plusieurs visages et il convient de tous les considérer pour évaluer son impact sur le Canada et ses intérêts stratégiques. Concrètement, il convient de s'interroger sur les différentes facettes de ce phénomène, sur ses aspects négatifs et positifs et il convient également de se demander quelles pourraient en être les implications concrètes sur la capacité du Canada et de ses forces armées à assurer la sécurité nationale.

Cet essai va tenter de démontrer que si la mondialisation offre de réelles opportunités pour le Canada, elle apporte aussi plusieurs défis, notamment en lien avec la sécurité. L'environnement contemporain modifie l'exercice de puissance des États, ce qui résulte en l'application de stratégies nouvelles, qui exploitent les conjonctures du moment. Ces changements dans le paysage stratégique, tels que l'accroissement notoire de l'immigration, combinés aux transformations des intérêts canadiens, demandent un ajustement de la posture canadienne. En résultante, la situation implique un

⁶ Robert Went, « Globalization in the Perspective of Imperialism », *Science & Society* no 66-4, (hiver 2002/2003), p. 473-497, <http://www.proquest.com> et Jonathan Kirshner, « Globalization, American Power, and International Security », *Political Science Quarterly* 123 no 3 (automne 2008), p. 363-389, <http://www.proquest.com>.

⁷ *Ibid.*, p.363.

accroissement des capacités des Forces armées canadiennes (FC) puisqu'elles seront davantage sollicitées afin d'affirmer les intérêts canadiens, tant au pays qu'à l'étranger.

L'analyse reposera sur la discussion d'un certain nombre de concepts théoriques et empiriques. Elle s'appuiera notamment sur une étude de cas consacrée aux applications de l'immigration chinoise au Canada. D'un point de vue documentaire, la démonstration s'appuiera essentiellement sur des articles scientifiques. Des revues de presse seront utilisées afin de mettre en relief l'ampleur des débats en lien avec la mondialisation ainsi que pour faire le point sur les enjeux actuels. Les arguments supportés par des faits économiques ou démographiques seront appuyés par des sources statistiques. Les politiques des gouvernements seront démontrées en utilisant des documents officiels, exception faite de la Chine, pour laquelle le traité de stratégie *La Guerre hors limite* sera utilisé⁸.

La démonstration de l'argument central sera articulée autour de deux parties principales. Constituant le cadre analytique, la première sera consacrée à la délimitation (théorique) de concepts tels la mondialisation, l'interdépendance complexe et leurs applications sécuritaires. Elle débutera par une étude des faits historiques qui fera ressortir la relation très étroite entre le phénomène de la mondialisation et celui d'exercice de puissance étatique. Une fois cette relation établie, la démonstration portera sur le visage contemporain de la mondialisation. Une étude des principaux aspects de la mondialisation contemporaine démontrera que sa forme présente modifie l'exercice de la puissance des États, favorisant la montée en force des dimensions économiques et «

⁸ Qiao Liang et Wang Xiangsui, *La Guerre hors limites*, traduit du chinois par Hervé Denès (Paris : éditions Payot et Rivages, 2003). Ce traité, publié par deux colonels en 1999, offre une perspective chinoise des enjeux et moyens stratégiques du moment.

douces » de la puissance. La dernière section de cette partie sera conclue par une étude du bilan de la mondialisation. Malgré les mythes souvent véhiculés à son sujet, l'analyse des impacts de la mondialisation fera ressortir qu'elle comporte des opportunités, mais aussi de nombreux défis : la mondialisation est un phénomène inégal qui affecte chaque état de manière différente.

Comme mentionné ci-dessus, la deuxième partie de l'essai sera composée d'une étude de cas sur l'immigration chinoise au Canada. Elle débutera par un survol des faits historiques de la migration vers le Canada et des motivations qui la supportent. Ensuite, les avantages et inconvénients de l'immigration chinoise seront étudiés en relation avec l'émergence des puissances économiques et douces. Il en ressortira que le flux migratoire chinois apporte des avantages économiques et culturels indéniables, mais qu'il comporte aussi des risques. Considérant les ambitions de puissance de la Chine et le potentiel du Canada, la présence d'une grande communauté ethnique chinoise au pays comporte des défis éventuels en ce qui a trait à la souveraineté et la sécurité.

La troisième et dernière partie traitera des enjeux de la mondialisation pour la sécurité du Canada et des conséquences pour les FC. La démonstration se tournera donc vers la considération d'impacts spécifiques qui ont des répercussions concrètes pour la sécurité nationale du Canada. Les sujets abordés dans les chapitres précédents seront repris sous l'optique sécuritaire canadienne. La démonstration débutera par une étude des conséquences du phénomène pour l'exercice de la puissance canadienne. Ensuite, les différentes opportunités et défis offerts par la globalisation seront analysés pour déterminer leurs bilans. Une étude des impacts de la globalisation pour les FC conclura cette dernière partie.

PREMIÈRE PARTIE: CADRE CONCEPTUEL ET ANALYTIQUE

Les théories de la mondialisation sont particulièrement nombreuses et variées, offrant une multitude de points de vue. L'étendue et la variété des débats portant sur le sujet, tant dans les milieux publics qu'universitaires, peuvent porter à confusion en ce qui a trait aux causes et effets du phénomène. En particulier, en ce qui concerne ses conséquences pour la défense, de nombreux universitaires insistent sur le fait que le phénomène de la mondialisation est mal compris, et ce, malgré une quantité impressionnante de théories publiées⁹. En conséquence, afin d'établir les bases qui serviront à comprendre le lien entre la mondialisation et la sécurité du Canada, une définition claire du cadre conceptuel et d'analyse est de mise. Suite à l'étude des faits historiques soulignant la relation entre les concepts de mondialisation et d'exercice de puissance, les formes d'expression de puissance des États favorisées par la présente vague de mondialisation seront étudiées. Pour terminer, notre analyse portera sur le bilan de la mondialisation pour les États. Il sera démontré que le phénomène de la mondialisation est indissociable du concept de stratégie et qu'il modifie largement l'exercice de la puissance. L'étude des opportunités et défis offerts par la mondialisation soulignera son aspect indéterministe : la mondialisation n'est pas une force coercitive qui impose une fin en soi, mais constitue un phénomène inégal qui affecte chaque État d'une manière différente.

⁹ Institute of Defence and Strategic Studies, *Report on Globalization and Defense Conference* (Singapore: Nanyang Technological University, mars 2006), p. 2.

Chapitre 1: La mondialisation et son impact sur l'exercice de la puissance: un point de vue historique

La mondialisation est définie par l'Organisation des Nations unies comme étant l' « intégration et interdépendance croissante des pays du monde entier en raison d'une augmentation du volume et de la diversité des transactions transfrontalières de biens et services, de la libre circulation des capitaux et de la diffusion accrue des technologies, des informations et de la culture ¹⁰ ». Ce processus est caractérisé par une augmentation des échanges humains qui inclut l'économie, l'information, l'immigration et la culture. Le développement de la mondialisation et la nature des interactions qu'elle engendre dépendent de plusieurs facteurs. En particulier, les technologies de communication ainsi que les moyens de transport disponibles ont un impact majeur sur son essor et sa forme. C'est pour cette raison que la mondialisation revêt un visage différent pour chaque époque. L'effarant rythme actuel des échanges culturels, matériels et financiers ne serait pas possible sans une infrastructure de communication excessivement complexe et agile.

L'accélération des échanges caractérisant la mondialisation modifie les relations entre les États. Le nouvel ordre des choses est défini par une multiplication des canaux reliant les sociétés. Ces derniers peuvent être caractérisés comme interétatiques, transnationaux ainsi que transgouvernementaux ¹¹. De plus, les relations internationales dans la société mondialisée ne sont plus aussi hiérarchisées qu'auparavant. Les rapports de force militaire prennent de moins en moins de place dans les relations internationales au profit d'agendas qui consistent en une multitude de sujets divers. La multiplication de

¹⁰ Gouvernement du Québec, « Le grand dictionnaire terminologique : mondialisation », consulté le 24 mars 2013, http://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=26515910.

¹¹ Robert O. Keohane et Joseph S. Nye, *The Globalization Reader : Realism and Complex Interdependence*, éd. Frank J. Lechner et John Boli (Malden MA : Blackwell Publishing, 2008), p. 71-75.

ces champs d'intérêt brouille les lignes qui définissaient auparavant les politiques nationales et internationales. Ces caractéristiques de la mondialisation forment une situation de forte interdépendance qui change la nature des relations interétatiques et, par conséquent, les fondements de l'exercice de la puissance ¹². Dans le but d'exposer cette étroite relation entre le phénomène de la mondialisation et la notion de puissance étatique, le présent chapitre examinera, à travers des cas historiques, les implications et parfois l'utilisation du phénomène pour l'exercice de la puissance.

1.1. Première vague de mondialisation au XIXe siècle

« The international system which developed in the half-century and more following Napoleon's downfall possessed an unusual set of characteristics [...] The first was the steady and then spectacular growth of an integrated global economy, which drew ever more regions into a transoceanic and transcontinental trading and financial network centered upon western Europe, and in particular upon Great Britain. »

Paul M. Kennedy, *The Rise and Fall of Great Powers*, 1989

Bien que les opinions varient sur l'ère à laquelle débuta la mondialisation, c'est au milieu du XIXe siècle que le phénomène connut sa première montée en force ¹³. De grands développements dans les capacités industrielles et maritimes avaient permis une intensification des échanges matériels et financiers entre les États ¹⁴. Malgré des avancées technologiques modestes par rapport à aujourd'hui, la possibilité d'accroître les échanges changeait déjà fortement les calculs stratégiques. La puissance dominante de l'époque,

¹² *Ibid.*

¹³ Went, « Globalization in the Perspective of Imperialism », p. 473-497.

¹⁴ Joyce S. Osland, « Broadening the Debate: The Pros and Cons of Globalization », *Journal of Management Inquiry* 12 no 2 (juin 2003), www.proquest.com.

l'Angleterre, capta les opportunités offertes par la mondialisation et en catalysa la première vague ¹⁵.

Inspirée par les théories économiques des fondateurs idéologiques du libre-échange, Adam Smith et David Ricardo, l'Angleterre, qui était à l'époque le leader industriel mondial, entreprit une politique de libéralisation de son commerce ¹⁶. Possédant, jusqu'à la fin du 18e siècle, une économie fortement basée sur le mercantilisme, un modèle économique à l'opposé du libre-échange, l'Angleterre déréglementa graduellement ses échanges commerciaux au cours du XIXe siècle ¹⁷.

Pour un pays insulaire possédant une faible capacité d'agriculture, il était logique de faciliter l'entrée de biens, telle la nourriture, afin de combler les besoins d'une population grandissante qui travaillait en grande partie dans des usines. Malgré des conséquences fâcheuses dans certains secteurs économiques, les décideurs britanniques croyaient que cette ouverture vers le monde était avantageuse ¹⁸. En effet, elle était motivée par une volonté stratégique de continuer à monter en puissance, tout en réduisant les capacités de ses adversaires. À cette époque, l'industrie britannique était dans une telle position de force, que les dirigeants anglais croyaient que leur pays serait renforcé et dominerait davantage dans un environnement d'ouverture ¹⁹. Cette position est illustrée par le

¹⁵ Jacques B. Gélinas, *La Globalisation du monde: Laisser faire ou faire?* (Montréal : Les éditions écosociété, 2000), p. 25-26.

¹⁶ H.N. Roy, « Ricardo's Theory of Economic Development and its Relevance to Modern Economic Analysis », *Indian Economic Journal* 25 no 1 (juillet 1977), p. 227-243 et Benoît Prévost, « Adam Smith: vers la fin d'un malentendu? », *L'Économie Politique* 1 no 9 (2001), p. 101-112.

¹⁷ Theodore H. Cohn, *Global Political Economy: Theory and Practice* (New York: Pearson Education, 2008), p. 18-20.

¹⁸ Gérard Dussouy, *Les théories de la mondialité: Traité de Relations internationales* (Paris: L'Harmattan, 2009), p. 12.

¹⁹ Huffington Post, « America Aping Britain's Historic Decline through Free Trade », consulté le 11 février 2013, http://www.huffingtonpost.com/ian-fletcher/america-aping-britains-hi_b_735967.html.

discours suivant qui fut prononcé au XIXe siècle dans la chambre des communes britannique:

« Other nations knew, as well the noble lord opposite, and those who acted with him, that what we meant by free trade, was nothing more nor less than, by means of the great advantages we enjoyed, to get the monopoly of all their markets for our manufactures, and to prevent them, one and all, from ever becoming manufacturing nations ²⁰».

Si l'Empire britannique fut en quelque sorte l'architecte de cette première accélération du phénomène, la compréhension des enjeux de l'époque n'était pas seulement l'affaire des Anglais. Les autres puissances étaient aussi bien conscientes des changements stratégiques en cours ainsi que des impacts que ceux-ci engendraient.

L'amiral Aube, un officier de la marine française, décrira ainsi les objectifs stratégiques de l'époque ainsi que leurs conséquences pour l'emploi des forces navales :

«Les membres de la nation dans leurs personnes, dans leurs intérêts, dans leurs biens. Il faut donc s'attaquer à la source la plus abondante de la vie. Détruire la flotte de l'Angleterre, c'est abattre son orgueil; couler les navires qui apportent aux Anglais le pain, la viande, le coton, les salaires aux ouvriers, c'est là faire la guerre à l'Angleterre. Le principe de la stratégie est désormais : ne pas s'occuper de la flotte ennemie, n'avoir souci que de ses richesses et de sa ruine ²¹».

Un peu plus tard, au début du XXe siècle, un énergique débat eut lieu en Amérique du Nord et en Europe au sujet de la possibilité pour les États de harnacher les forces de la mondialisation à des fins de puissance. Tout comme au XIXe siècle, les arguments présentés témoignaient d'une excellente compréhension du potentiel stratégique du phénomène. Par contre, les nouveaux discours avancés sont davantage élaborés, démontrant une réelle appréciation du potentiel de la mondialisation en tant

²⁰ Mr. Robertson, Discours. « Speech of Mr. Robertson in the British House of Commons on a Proposition to Reduce the Duty on French Wines », Londres, Angleterre, 1883.

²¹ Pascal Vennesson, *Les études stratégiques au XXI^e siècle : Quand la mondialisation sert à faire la guerre* (Outremont QC : Éditions Athéna, 2013), p. 186.

qu'instrument de puissance. Alors que certains observateurs mettaient en garde la population relativement à la montée en force d'intérêts autres que l'État, certains émulent la théorie de paix démocratique d'Emmanuel Kant et voient l'occasion de créer un ordre international pacifique basé sur les échanges ²². Ces deux positions furent exprimées ainsi à l'époque par John Atkinson Hobson et Karl Kautsky :

Hobson: « [imperialism] implies the use of the machinery of the government by private interests, mainly capitalists, to secure for them economic gains outside their country ... War, militarism, and a 'spirited foreign policy' are the necessary means to this end ²³».

« ...Kautsky concluded that the interests of capital were best served by free trade and improved communication, and therefore peace ²⁴».

Aux États-Unis, pays qui connaissait à ce moment une forte expansion, les décideurs saisissaient aussi l'opportunité offerte par la mondialisation et les changements stratégiques qu'elle imposait. En 1908, quelques années seulement avant d'être élu président des États-Unis, Woodrow Wilson formula ainsi sa vision stratégique:

«...since trade ignores national boundaries and the manufacture insists on braving the world as a market, the flag of his nation must follow him. And the doors of a nation which are closed against him must be battered down even if the sovereignty of the nation be outraged in the process. No useful corner of the world may be overlooked or left unused ²⁵».

Les propos de M. Wilson témoignent à la fois du grand intérêt perçu, de l'accélération et de l'élargissement des échanges pour la nation américaine, ainsi que de ses conséquences pour l'utilisation de la force.

²² Sebastian Rosato, « The Flawed Logic of Democratic Peace Theory », *The American Political Science Review* 97 no 4 (novembre 2003), p. 585-602, www.proquest.com.

²³ Went, « Globalization in the Perspective of Imperialism », p. 479.

²⁴ *Ibid.*, p. 481.

²⁵ Noam Chomsky. Discours. Présentation à l'université de Boston, Boston, États-Unis, 24 avril 2008.

1.2. Échec du modèle

Contrairement aux prévisions britanniques, la politique de libre-échange ne donna pas les résultats escomptés. Une crise économique, combinée au protectionnisme inattendu des autres puissances européennes, et à la montée en force des États-Unis, favorisa le déclin industriel et économique relatif de l'Angleterre²⁶. L'Empire britannique qui détenait une capacité de production dominante au milieu du XIXe siècle, perdit du terrain au profit de l'Europe continentale, mais surtout face aux États-Unis (figure 1.1).

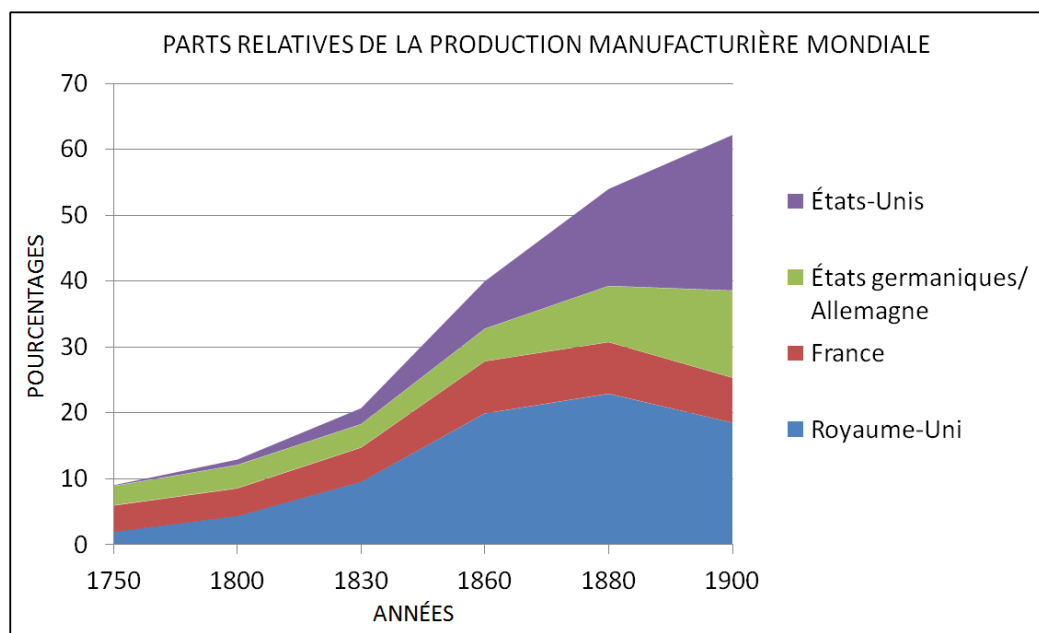


Figure 1.1 – Production manufacturière de l'Europe et des États-Unis

Source : Kennedy, *The Rise And Falls Of The Great Powers*, p.149.

Si les Américains et quelques pays européens réussirent à gagner en puissance dans cette première poussée de mondialisation, le nouveau système économique eut des conséquences catastrophiques pour plusieurs régions du globe (figure 1.2). Cette première phase de la globalisation profita essentiellement aux puissances occidentales.

²⁶ Cohn, *Global Political Economy: Theory and Practice*, p. 20.

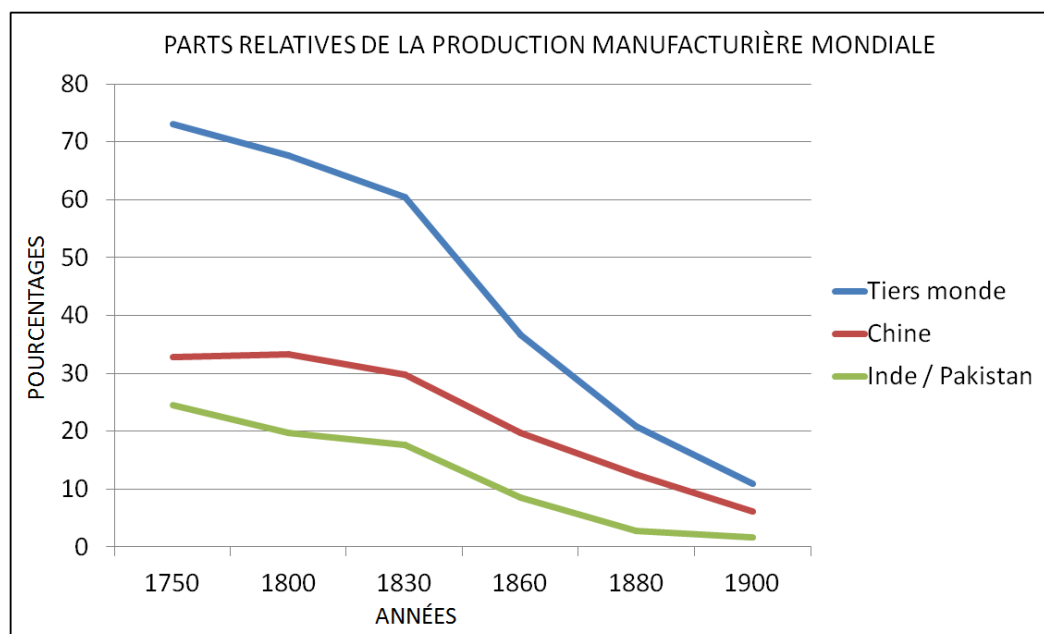


Figure 1.2 – Décroissances régionales de la production manufacturière
 Source : Kennedy, *The Rise And Falls Of The Great Powers*, p.149.

Par la suite, la supposée capacité de pacification de la mondialisation subit un échec retentissant en 1914. Alors qu'on continuait à prédire une paix durable pour l'Europe jusqu'à la veille du conflit, la Grande guerre ramena la dure réalité des compétitions interétatiques à l'avant-plan²⁷. Le conflit allait être le plus dévastateur que l'humanité ait connu jusqu'à ce moment. Bien que plusieurs historiens expliquent le conflit par le nationalisme prévalant à l'époque et la relative balance entre les pouvoirs des États européens, Lénine interpréta la Grande guerre différemment. Dès 1917, il affirma que la montée d'agressivité qui avait engendré la guerre résultait d'ambitions impérialistes soutenues par les nécessités économiques du nouveau monde globalisé²⁸.

Les deux bienfaits prophétisés par l'école britannique de la mondialisation, soit qu'elle constitue un gage de paix et qu'elle peut être harnachée aux fins de puissance,

²⁷ Eugene Gholz, « Globalization, Systems Integration, and the Future of Great Power War », *Security Studies* 16 no 4 (octobre – décembre 2007), p. 615-616.

²⁸ Terrence McDonough, « Lenin, Imperialism, and the Stages of Capitalist Development », *Science & Society* 59 no 3 (automne 1995), p. 349.

furent des échecs retentissants. Certes, la première vague de mondialisation démontra qu'elle constitue un vecteur de puissants changements dans les rapports de force interétatiques. Par contre, les transformations qu'elle apporta à la société mondiale furent si rapides et complexes que ses conséquences débordèrent rapidement les modèles théoriques dogmatiques du libéralisme anglo-saxon.

1.3. Déclin et renaissance

Avec la Première Guerre mondiale apparut une régression marquée du phénomène de la mondialisation. Les échanges internationaux furent très encadrés à la suite du conflit et diminuèrent conséquemment pendant l'entre-deux-guerres. Il fallut attendre la fin de la Seconde guerre mondiale pour voir la mondialisation connaître un véritable retour en force. Au terme du conflit, de nouvelles règles commerciales plus flexibles furent mises en place et il y eut accélération des échanges entre les États²⁹. Tout comme au XIXe siècle, cette nouvelle approche aux relations internationales ne fut pas un hasard, mais le fruit d'un calcul stratégique rigoureux. Les États-Unis, qui pouvaient déjà prévoir sortir du conflit dans une position dominante, élaborèrent leur stratégie pendant la guerre³⁰. Le nouveau modèle stratégique américain tirait une grande part de sa puissance de l'accélération des échanges entre les États³¹. Ces interactions étaient perçues comme étant génératrices de puissance nationale et pouvaient servir à dominer un adversaire au besoin. Quelques années après la Seconde guerre mondiale, voici comment étaient

²⁹ Dominique Barjot, « De la mondialisation hier et aujourd'hui », *Entreprises et Histoire* 32 (juin 2003), p. 5-14, www.cairn.info.

³⁰ Gélinas, *La Globalisation du monde: Laisser faire ou faire?*, p. 34-36.

³¹ Susan Strange, « What Is Economic Power, and who has it? », *International Journal* 30 no2 (printemps 1975), p. 218-220 et K.J. Holsti, « Along the Road to International Theory », *International Journal* 39 no 2 (printemps 1894), p. 358.

décrits, dans un mémorandum déclassifié du *National Security Council*, les moyens par lesquels les États-Unis envisageaient de s'attaquer aux capacités de l'Union Soviétique:

« In summary, we must, by means of a rapid and sustained build-up of the political, economic, and military strength of the free world, and by means of an affirmative program intended to wrest the initiative from the Soviet Union, confront it with convincing evidence of the determination and ability of the free world to frustrate the Kremlin design of a world dominated by its will ³²».

Bien que les propos n'expriment pas explicitement la notion de mondialisation, les allusions à la montée en puissance économique et politique du monde libre témoignent de l'importance de la mondialisation en tant qu'outil stratégique de premier plan. Cet extrait de stratégie américaine constitue aussi une démonstration sans équivoque de la capacité pressentie de la mondialisation à générer de la puissance. En effet, la mondialisation et ses institutions permettent aux États influents d'éviter le déclin de leurs sources de puissances réelles (économique, militaire) en fixant les normes à l'intérieur du *régime* global, conservant ainsi une puissance virtuelle ³³. De plus, en cas d'une baisse de puissance réelle, elle permet de ralentir le déclin national par la conservation d'une puissance virtuelle basée sur la capacité d'influencer les normes culturelles et économiques.

Après quelques décennies passées sous les règles du commerce de l'après-guerre, le débat portant sur les avantages d'une approche économique basée sur la libéralisation des échanges s'immobilisa dans les années 1970. Les bienfaits de la mondialisation, en

³² États-Unis. National Security Council, « A Report to the National Security Council – NSC 68 », Truman Papers, 1950, p. 64.

³³ Robert O. Keohane, *After Hegemony: Cooperation and Discord in the World Political Economy* (Princeton NJ: Princeton University Press, 1984), p. 107.

particulier pour ce qui a trait à ses avantages économiques, sont pratiquement universellement acceptés depuis ³⁴.

Pour des raisons évidentes, les États qui composent le monde d'aujourd'hui s'empêchent d'exprimer clairement quels sont leurs objectifs stratégiques. Dans un monde en mutation, il devient difficile de comprendre, en observant leur comportement, quelles sont les intentions des gouvernements et par quels moyens ils s'affairent à les atteindre. Cependant, l'étude de l'histoire de la mondialisation et plus particulièrement de son développement, aux XIXe et XXe siècles, démontre que le phénomène de globalisation est indissociable aux notions de puissance et de stratégie. Les États prennent donc part à la mondialisation parce qu'ils considèrent qu'elle est avantageuse pour leur condition et leurs ambitions de puissance.

La première vague du phénomène a aussi démontré qu'elle comporte des risques sérieux pour les États. La réduction de l'Angleterre et le choc de la Première guerre mondiale doivent servir d'avertissement quant aux limites de la mondialisation en tant que régime pacifique et prévisible des relations internationales. Certes, la globalisation offre des perspectives d'accroissement économique et d'influence accrue, mais les vastes changements qu'elle apporte aux États et leur environnement peut résulter en des effets contraires aux attentes.

³⁴ Went, « Globalization in the Perspective of Imperialism », p. 484.

Chapitre 2: La mondialisation et son impact sur l'exercice de la puissance : un point de vue contemporain

Les possibilités offertes aujourd'hui par la mondialisation sont directement liées aux développements technologiques du moment. C'est pour cette raison que la forme contemporaine de la mondialisation revêt un caractère unique à son époque. La globalisation du 21^e siècle, par son ampleur, ses possibilités et sa précipitation, est bien différente de celle qui s'était développée au XIX^e siècle. Nous avons vu au chapitre précédent que la notion de puissance étatique est indissociable du phénomène de la globalisation. Le présent chapitre analysera comment la forme courante de la mondialisation modifie l'exercice de la puissance par les États dans le contexte actuel.

2.1. Le visage contemporain de la mondialisation

Tant le vecteur de la mondialisation au XIX^e et XX^e siècle était de nature économique, autant le moteur de la mondialisation est aujourd'hui constitué par les nouvelles technologies de communication et information (NTICs). Celles-ci ont connues de puissants développements dans les derniers trente ans. Il est maintenant possible pour les individus et institutions de communiquer en direct presque partout sur la planète. Cette possibilité est renforcée par le niveau élevé de pénétration de ces technologies à l'échelle du globe ³⁵.

³⁵ Ivana Barkovic Bojanic et Marina Budimir, « Globalization and Information-Communication Technology Development Impact on the New World Order », *Contemporary Legal & Economic Issues* (2011), p. 205-206.

Tableau 2.1 – Croissance mondiale des moyens de communication

Lignes téléphoniques fixes	150 millions en 1965	1.3 milliard en 2006
Téléphones portables	0 en 1978	2.7 milliard en 2006
Utilisateurs d'internet	0 en 1985	1.1 milliard en 2006
Postes de radio	57 millions en 1930	3.2 milliard en 2006
Télévisions	75 millions en 1956	1.5 milliard en 2006

Source : Knight et Keating, « Global Politics », p. 202.

Combinées à des législations nationales et internationales favorables, les avancées en matière de communication ont plusieurs impacts sur l'environnement des États. Du point de vue individuel, il est possible pour les citoyens de communiquer ou d'obtenir de l'information sans considération pour les distances ou les frontières. L'information qui était jusqu'à récemment contrôlée et disséminée localement traverse maintenant la plupart des frontières sans discrimination. Ce développement a des conséquences pour les individus, les gouvernements ainsi que plusieurs autres organisations humaines qui forment nos sociétés³⁶. Comme nous le verrons dans la partie consacrée à l'étude de cas sur l'immigration chinoise au Canada, les individus et collectivités qui se déplacent peuvent maintenant garder un lien culturel et informationnel avec la région à laquelle ils s'identifient. Au même titre, les populations et groupes indigènes peuvent accéder à de l'information provenant de l'extérieur de leur secteur géographique³⁷.

Ce nouvel environnement informationnel n'a pas seulement des impacts humains, il a aussi de grandes implications économiques. Les développements contemporains dans le domaine des communications permettent un volume élevé de transactions et

³⁶ *Ibid.*

³⁷ Ulf Hannerz, *The Globalization Reader: The Global Ecumene*, éd. Frank J. Lechner et John Boli (Malden MA : Blackwell Publishing, 2008), p. 105-115.

d'investissements transnationaux ³⁸. En présence de cette grande mobilité du capital, il est théoriquement plus facile de financer les grands projets, mais aussi plus risqué, en cas d'instabilité, de voir le capital fuir vers un milieu plus sûr ³⁹. Cette mobilité élevée exerce de fortes pressions sur les États afin d'offrir des milieux d'investissement stables et à perspective de croissance élevée, encourageant ainsi une forme de compétition interétatique dans le domaine économique ⁴⁰.

Tableau 2.2 – Croissance mondiale des finances

Zones franches	0 en 1953	3000 en 2002
Valeurs quotidiennes échangées sur les marchés de change	100 milliards en 1979	1.9 billion en 2006
Total d'investissements étrangers	66 milliards en 1960	9 billions en 2006
Compagnies transfrontalières	7000 en 1960	70000 en 2006

Source : Knight et Keating, « Global Politics », p. 202.

L'efficacité des transports joue aussi un rôle clef dans la forme contemporaine de la mondialisation. Les faibles coûts, la rapidité ainsi que la sécurité relative des lignes de communication contemporaines multiplient les possibilités de transport sur de longues distances ⁴¹. Ceci a des impacts importants pour la mobilité des biens et des personnes. Du point de vue économique, il en découle des conséquences majeures pour la production des biens. Puisque les coûts de transport sont relativement minimes, il devient préférable de produire les biens dans les pays à faible coût de production sans considération pour l'endroit où ce bien sera consommé. Les déplacements des personnes

³⁸ Dussouy, *Les théories de la mondialité: Traité de Relations internationales*, p. 71-72.

³⁹ Kirshner. « Globalization, American Power, and International Security », p. 377.

⁴⁰ Robert Went, « Globalization in the Perspective of Imperialism », p. 490.

⁴¹ Andy W. Knight et Tom Keating. *Global Politics* (Oxford: Oxford University Press, 2010), p. 5.

se trouvent aussi favorisés, permettant le tourisme, mais aussi une forte mobilité de la main-d'œuvre, de l'immigration et la montée du phénomène de double citoyenneté ⁴².

La grande mobilité des idées, des capitaux, des individus et des moyens de production créent un environnement relationnel excessivement complexe pour les États ⁴³. En effet, le niveau actuel d'interdépendance est tel, qu'il devient difficile pour un État d'instaurer des changements majeurs sans créer de répercussions non voulues, y compris à sa puissance propre. Ce type de relations internationales, caractéristique de l'époque contemporaine dans laquelle il est excessivement laborieux d'avancer ses intérêts, est décrit comme une relation d'interdépendance complexe ⁴⁴. Certains vont encore plus loin et considèrent que les termes *interdépendance* et *complexe* ne sont pas suffisamment forts pour décrire la complexité des relations internationales contemporaines. On préfère des termes semblables à *intégration*, qui visent une convergence encore plus poussée des États au sein du même système. On utilise aussi « *fragmegration* », un terme inventé par James Rosenau pour souligner l'intégration, mais aussi l'état fragmentaire de la société globale ⁴⁵. Peu importe le terme utilisé pour décrire les relations internationales modernes, il est clair que la mondialisation a un impact certain sur les capacités et l'exercice de puissance des États ⁴⁶.

2.2. Restrictions dans l'exercice de la puissance militaire

« No two countries with McDonalds will go to war with each other. »

⁴² Dussouy, *Les théories de la mondialité: Traité de Relations internationales*, p. 188-194.

⁴³ Keohane et Nye, *The Globalization Reader : Realism and Complex Interdependence*, p. 70-77.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 73-75.

⁴⁵ Gholz, « Globalization, Systems Integration, and the Future of Great Power War », p. 380.

⁴⁶ Susan Strange, *The Globalization Reader : The Declining Authority of States*, éd. Frank J. Lechner et John Boli (Malden MA : Blackwell Publishing, 2008), p. 228-229.

Geoffrey Till, *Globalization and Defense Conference*

L'interdépendance complexe est importante dans la mesure où ce phénomène est généralement accompagné par une incapacité accrue des États à faire valoir leurs intérêts par la puissance militaire. Maintenant, les populations, institutions et gouvernements des pays sont si interreliés, que l'utilisation de la force est moins attrayante. Avoir recours à la guerre dans un tel environnement risquerait d'avoir des conséquences négatives plus vastes qu'anticipées, risquant d'aller à l'encontre des intérêts des pays qui initient les hostilités. Cette réalité est bien représentée par les tendances historiques du recours à la guerre par les grandes puissances (tableau 2.3).

Tableau 2.3 – Tendances historiques des guerres entre puissances

Siècle	Nombre de guerres	Durée moyenne des guerres (années)	Nombres d'années de guerres
16e	34	1.6	95
17e	29	1.7	94
18e	17	1.0	78
19e	20	0.4	40
20e	15	0.4	53

Source : Economic. History Assoc., « Military Spending Patterns in History ».

En plus des pressions apportées par le phénomène d'interdépendance complexe, le recours à la guerre est découragé par les développements de la guerre au XXe siècle. Les conséquences graves observées lors des deux conflits mondiaux, en plus de la puissance dévastatrice des armes contemporaines, réduisent davantage l'appétit des États pour l'utilisation de la force. La Première Guerre mondiale a détruit les empires austro-hongrois, russes et ottomans, en plus d'affaiblir grandement la France, l'Angleterre et

l'Allemagne⁴⁷. La Seconde guerre mondiale eut encore une fois des conséquences désastreuses pour plusieurs pays y prenant part et fut le théâtre d'utilisation d'armes encore plus puissantes. Ces traumatismes des deux Guerres mondiales eurent pour effet d'accroître l'aversion des populations occidentales pour la guerre, diminuant par le fait même la capacité des États d'y avoir recours⁴⁸.

Malgré la fin de la Guerre froide, les menaces nucléaires et des armes de destruction massive continuent d'être un argument de dissuasion majeur envers l'utilisation de la force par les États⁴⁹. En plus des armes surpuissantes qui persistent dans le paysage géostratégique, le déroulement des conflits depuis la fin de la Guerre froide témoigne de l'efficacité dévastatrice des armées modernes. Les phases de combat très courtes des guerres du Golfe et du Kosovo prouvent les avantages importants apportés par les développements technologiques à l'art de la guerre⁵⁰. Ces réalités contemporaines de la conduite de la guerre diminuent l'attrait de l'exercice de la puissance militaire⁵¹.

Ces développements récents de la guerre et la puissance dévastatrice des armes contemporaines sont accentués par le phénomène d'interdépendance complexe. La portée et les conséquences de la guerre sont aujourd'hui telles que les États y prenant part iraient à l'encontre de certains de leurs intérêts dans un environnement où ils sont interreliés avec leurs adversaires. La situation est illustrée par la relation qu'entretiennent les États-

⁴⁷ Paul M. Kennedy, *The Rise And Fall Of The Great Powers* (New York: Random House, 1989), p. 272.

⁴⁸ John Mueller, *Retreat From Doomsday – The Obsolescence of Major War* (New York: Basic Books, 1989), p. 217-219.

⁴⁹ Martin van Creveld, *The Future of War: The Indispensable Nuclear Bomb* (La Haye: Kluwer Law International, 2000), p. 190-191.

⁵⁰ Michael I. Handel, *Masters of War: Classical Strategic Thought*, (Portland OR: Frank Cass, 2001), p. xx.

⁵¹ Keohane et Nye, *The Globalization Reader : Realism and Complex Interdependence*, p. 73-75.

Unis, avec leur rival, la Chine. Bien que plusieurs sujets tels la Corée du Nord, le Tibet, l'Iran et Taiwan les opposent, les deux pays sont si interdépendants qu'un conflit militaire est devenu pratiquement inconcevable⁵². En plus d'avoir fortement besoin l'un de l'autre pour assurer leur croissance économique, leurs finances sont pratiquement unies. La Chine possède maintenant 8 % de la dette publique américaine pour un total de 31 % détenue par des engagements étrangers⁵³.

Bien que l'importance de l'outil militaire soit toujours incontestable dans les relations internationales, la difficulté accrue à utiliser la force dans l'environnement contemporain a des impacts sur l'expression de puissance des États. Devant les barrières relatives à l'utilisation de la force brute, les États sont contraints de se tourner vers des formes d'expression de puissance alternatives. Ainsi, en plus d'avoir davantage recours à la puissance économique, on assiste à la montée de nouvelles formes de puissance dites « douces ».

2.3. Montée de l'exercice de la puissance économique

« [J]oining the global economy and plugging into the Electronic Herd is the equivalent of taking your economy public. It is the equivalent of turning your country into a public company, only the shareholders are no longer just your own citizens. They are members of the Electronic Herd, wherever they might be. [...] they don't just vote once every four years. They vote every hour, every day through their mutual funds, their pension funds, their brokers and, more and more, from their own basement via the internet. »

Thomas L. Friedman, *The Lexus and the Olive Tree*

⁵² Time. « U.S.-China Friction: Why Neither Side Can Afford a Split », consulté le 29 mars 2013, <http://www.time.com/time/world/article/0,8599,1960606,00.html>.

⁵³ Business Insider, « The Truth About Who Really Owns All of America's Debt », accédé le 20 décembre 2012, <http://www.businessinsider.com/who-owns-us-debt-2011-7?op=1>.

Parce qu'elle influence les autres sources de puissance étatique, la puissance économique est déterminante pour la puissance totale de l'État. De l'économie dérive les capacités matérielles et militaires d'un pays. Au niveau social, elle joue un rôle de stabilisateur en apportant les emplois, les revenus et les nécessités matérielles aux populations. De son importance pour les affaires sociales de l'État découle son lien avec la puissance politique. Sans une économie forte, il est difficile, voire impossible pour un État, de construire et de maintenir une puissance militaire tout en aspirant à la stabilité sociale qui supporte un pouvoir politique fort. La mondialisation contemporaine favorise d'une part l'exercice de la puissance économique, et d'autre part, change les règles de son application. Elle offre la possibilité aux États d'améliorer leurs conditions économiques, mais augmente aussi leurs vulnérabilités aux forces financières externes.

2.3.1. Effets positifs

L'économie mondialisée contemporaine offre des opportunités indéniables aux États. Non seulement elle offre la possibilité de monter en puissance, elle encourage le dialogue et permet l'exercice d'une forme de puissance non violente tout à fait efficace. Au risque de simplifier l'économie moderne à outrance, dans un milieu généralement ouvert, les pays producteurs de biens ou détenant des richesses naturelles peuvent vendre leurs biens à l'étranger. Ils bénéficient par le fait même d'une expansion de leurs marchés potentiels. De la même manière, les pays qui ne sont pas autosuffisants en biens et ressources peuvent s'approvisionner à l'extérieur de leur territoire. Une telle économie basée sur les échanges encourage les États à effectuer des compromis et à s'engager vers

le multilatéralisme⁵⁴. L'économie devient un vecteur de compréhension entre les États, mais aussi, si nécessaire, un outil efficace d'influence à intensité variable, pouvant aller jusqu'à l'implémentation d'embargos et de sanctions économiques⁵⁵.

Même si les changements à l'exercice de la puissance économique sont bien réels pour toutes les nations, les États ne jouent pas tous à armes égales dans l'arène économique. Ceux possédant une *puissance structurelle* sont grandement avantagés par leur disposition à influencer les règles du jeu et de contrôler un grand nombre de variables à leur avantage. Ce type d'influence est décrite ainsi par Susan Strange : « [...] le pouvoir de façonner et de déterminer les structures de l'économie politique globale à l'intérieur desquelles d'autres États – leurs institutions politiques, leurs entreprises, leurs scientifiques et autres professionnels – doivent opérer⁵⁶».

2.3.2. Effets négatifs

Le type d'économie favorisé par la mondialisation n'offre pas que des avantages. Dans l'économie mondialisée, l'exposition des États aux influences extérieures provient de la grande mobilité du capital et des tendances globales de déréglementation des marchés⁵⁷. Tel que discuté ci-dessus, le capital recherche l'environnement le plus favorable à sa croissance. La qualité d'un environnement économique est jugée par une multitude de facteurs objectifs (économie, normes environnementales, productivité...) et subjectifs (réputation, stabilité sociale et politique...). Il en résulte de grandes pressions

⁵⁴ Robert O. Keohane, « Hegemony and After: Known and Unknowns in the Debate Over Decline », *Foreign Affairs* 91 no 4 (juillet/août 2012), p. 114-118.

⁵⁵ A. Cooper Drury, « Sanctions as Coercive Diplomacy: The U.S. President's Decision to Initiate Economic Sanctions », *Political Research Quarterly* 54 no 3 (septembre 2001), p. 485-486.

⁵⁶ Susan Strange, *States and Markets – An Introduction to International Political Economy* (Londres: Printer, 1988), p. 24-25.

⁵⁷ Went, « Globalization in the Perspective of Imperialism », p. 475.

pour l'État qui aspire à la puissance économique afin d'offrir un milieu stable, compétitif et possédant une bonne réputation. Ulrich Bech décrit ainsi ces nouveaux enjeux de l'arène économique :

« On est précisément aux antipodes de la théorie classique du pouvoir : la menace n'est plus celle d'une invasion, mais celle d'une non-invasion (ou d'un retrait) des investisseurs. Il n'y a qu'une seule chose pire que d'être envahie par les grandes multinationales : c'est de ne pas être envahi par elles⁵⁸ ».

Même si un État réussit à offrir un milieu économiquement favorable à la croissance, l'environnement mondialisé complique ses chances de succès. Une grande ouverture économique multiplie le nombre de variables hors du contrôle du gouvernement. Par exemple, puisque l'économie des États est davantage basée sur les échanges entre ceux-ci, la stabilité des monnaies, partiellement contrôlée, est essentielle afin de stimuler les exportations et maintenir le pouvoir d'achat⁵⁹. De plus, les pays qui possèdent une économie fortement basée sur les échanges dépendent de la situation des États avec lesquels ils transigent afin d'assurer leur prospérité propre. La dépendance accrue des États envers des variables économiques extérieures sur lesquelles ils ont peu ou pas de contrôle résulte en une plus grande vulnérabilité.

En accord avec la thèse de l'interdépendance complexe, il est de plus en plus difficile pour les États de contrôler les paramètres de leurs économies sans créer des conséquences néfastes. Ainsi, tout interventionnisme étatique important devient difficile parce qu'il est perçu comme étant contraire aux intérêts des marchés. Du coup, les États

⁵⁸ Ulrich Bech, « Redéfinir le pouvoir à l'âge de la mondialisation : huit thèses », *Gallimard / Le débat* 3 no 125 (mars 2003), p. 75-84.

⁵⁹ Went, « Globalization in the Perspective of Imperialism », p. 476.

sont contraints à ce que le fonctionnement de l'appareil étatique ait le moins d'impact perçu et réel sur la compétitivité de leur économie.

2.3.3. Exemple de la crise asiatique

Parce que les États exerçant leur puissance économique se gardent d'exposer leurs modes d'action, et que l'environnement d'interdépendance complexe rend les stratégies économiques particulièrement opaques, il est excessivement difficile de comprendre les rouages de l'économie moderne ainsi que les stratégies en cours :

« Seule une poignée de militaires aura des chances de saisir le principe que connaît tout homme d'État, à savoir que ce qui différencie principalement les guerres contemporaines des guerres du passé, c'est que, dans les premières, l'objectif affiché et l'objectif caché sont souvent deux choses différentes ⁶⁰ ».

Selon les auteurs de *La guerre hors limite*, la crise asiatique de 1997 offre un excellent exemple du type de stratégie étant permise par une économie mondialisée ⁶¹. À l'époque, des problèmes économiques confirmés en Thaïlande s'étaient rapidement propagés dans la région asiatique, basés en grande partie sur des perceptions négatives. Lorsque la crise éclata, les États-Unis insistèrent pour qu'un prêt soit consenti à la Corée et à l'Indonésie par le Fonds monétaire international (FMI), une organisation dans laquelle ils possédaient une certaine influence, plutôt que par l'ASEAN, une coalition asiatique régionale ⁶². Le prêt de 55 milliards de dollars du FMI fut consenti sous des conditions d'ouverture du marché coréen aux investissements étrangers, ce qui permit ensuite l'achat d'entreprises sud-coréennes par des intérêts américains à des prix excessivement bas ⁶³.

⁶⁰ Liang et Xiangsui, *La Guerre hors limites*, p. 75.

⁶¹ *Ibid.*, p. 259-260.

⁶² Ming Wan, « The Great Recession and China's Policy toward Asian Regionalism », *Asian Survey* 50 no 3 (2010), p. 520-523.

⁶³ Liang et Xiangsui, *La Guerre hors limites*, p. 259-260.

2.3.4. Sommaire

Si, au XIXe siècle, il fallait s'en prendre à la marine marchande d'un État pour attaquer sa richesse, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Le fragile équilibre de l'économie contemporaine expose les États d'une multitude de façon aux pressions extérieures, changeant ainsi les paramètres de l'exercice de la puissance et les calculs stratégiques qui en découlent. En raison de son lien avec les puissances militaire et politique, la puissance économique revêt une importance fondamentale.

2.4. Montée de l'exercice des puissances douces

Le déclin de la puissance militaire et les limites de l'exercice absolu de la puissance économique stimulent l'apparition de nouvelles formes de puissance plus discrètes, appelées *puissances douces*⁶⁴. La grande mobilité de l'information créer pour les États une multitude de possibilités pour l'exercice de cette forme de puissance. Dans un environnement où l'information traverse librement les frontières, les populations sont exposées à des influences extérieures. Cette possibilité revêt une signification particulièrement forte pour les États démocratiques, où l'attitude de la population est source de pouvoir politique. La mobilité de l'information offre l'opportunité pour les États de rayonner à l'extérieur de leur territoire. Mais cela constitue aussi un défi, car s'il est possible d'influencer les populations externes, l'inverse est aussi vrai : les populations indigènes sont aussi susceptibles à l'influence d'intérêts extérieurs⁶⁵. La capacité des

⁶⁴ Joseph S. Nye, « Soft Power », *Foreign Policy* 80 (automne 1990), p. 153-171.

⁶⁵ Monroe E. Price, *The Globalization Reader - Media and Sovereignty: The Global Information Revolution and Its Challenge to State Power*, éd. Frank J. Lechner et John Boli (Malden MA : Blackwell Publishing, 2008), p. 306-307.

États à générer la loyauté et la motivation nationale nécessaire à l'accomplissement de projets est remise en question :

« The “sellers” in this market are all those for whom myths and dreams and history can somehow be converted into power and wealth – classically states, governments, interest groups, businesses, and others. The “buyers” are the citizens, subjects, nationals, consumers – recipients of the packages of information, propaganda, advertisements, drama, and news promoted by the media. The consumer “pays” for one set of identities or another expressed in the ordinary coin of the realm: It includes not only compliance with tax obligations, but also obedience to laws, readiness to fight in the armed services, or even continued residence within the country. The buyer also pays with his or her own sense of identity ⁶⁶».

Les États doivent donc composer avec la vulnérabilité mutuelle de leur population du point de vue informationnel. Il n'est donc pas surprenant de voir les États déployer des efforts importants afin d'être des joueurs clefs dans l'arène médiatique internationale ainsi que de communiquer avec beaucoup de soins les messages à leurs citoyens. Les pensées suggérées à la population, une fois largement acceptées, deviennent des normes qui influencent les comportements et les attentes. Les États doivent ensuite composer avec ces normes pour pratiquement toutes leurs actions publiques, s'ils ne les respectent pas, leur puissance politique sera diminuée par le mécontentement populaire ⁶⁷.

L'environnement informationnel n'est pas le seul milieu où d'importantes normes sont établies. Celles-ci sont aussi présentes dans les différentes institutions nationales et internationales qui exercent en quelque sorte une autorité sur les actions acceptables et permises aux États. Dans un environnement international où le spectre d'une agression armée est moins présent, les normes deviennent de puissants régulateurs des comportements étatiques. La capacité pour un État d'influencer ces règles devient un

⁶⁶ *Ibid.*, p. 308.

⁶⁷ Luc Sindjoun, « La loyauté démocratique dans les relations internationales : sociologie des normes de civilité internationale », *Études internationales* 32 no 1 (2001), p. 31-50, www.erudit.org.

enjeu de puissance. Si celui-ci réussit à établir les normes à son avantage, il pourra contraindre ses rivaux à adopter les comportements qu'il préfère.

La mondialisation impacte donc fortement les formes d'expression de puissance étatique. En restreignant les États dans leur utilisation de la force militaire, la mondialisation les contraint d'avoir recours à d'autres formes d'expression afin de compléter leur approche. Dans la société mondialisée, les puissances économiques et douces deviennent des atouts indispensables à l'exercice de la puissance de l'État.

Chapitre 3: La mondialisation, un phénomène inégal

Après avoir étudié l'impact de la mondialisation sur l'exercice de la puissance, il convient de se questionner sur son bilan et ses implications pour les États. Les thuriféraires de la mondialisation affirment qu'elle constitue un puissant générateur de richesse économique et que l'interdépendance qu'elle génère est gage de paix dans les relations internationales. Pourtant, plusieurs données contestent ces affirmations et mettent en doute ses qualités universelles. Le présent chapitre analysera les conséquences de la mondialisation pour les États et soulignera les enjeux stratégiques et de sécurité qui en découlent. Nous verrons que si la mondialisation offre des opportunités, elle pose aussi des défis. En fait, le phénomène de la mondialisation a des impacts distincts pour chaque État, desquels résultent des problèmes stratégiques et de sécurité tout aussi spécifique.

3.1. Construction discursive

Avant de s'attaquer au bilan de la mondialisation, il est primordial de comprendre l'importance de son aspect discursif, c'est à dire la manière dont le concept de mondialisation prend racine dans une construction morale et normative qui, à son tour, influence ou peut influencer le comportement des États⁶⁸. Le terme mondialisation sert à vulgariser une multitude de phénomènes interreliés et excessivement complexes. Chez les universitaires, il est utilisé pour rassembler une suite de phénomènes en lien avec la mondialisation, mais qui en représente souvent seulement qu'une partie⁶⁹. Pour les

⁶⁸ Henry Wai-chung Yeung, « The Limits to Globalization Theory: A Geographic Perspective on Global Economic Change », *Economic Geography* 78 no 3 (juillet 2002), p. 285-305.

⁶⁹ Osland, « Broadening the Debate: The Pros and Cons of Globalization », p. 138-139.

politiciens, le terme mondialisation est un outil puissant de justification des politiques nationales et d'explication du monde contemporain. À cette fin, une polarité est conférée au terme et celui-ci devient un mobilisateur social envers les politiques de l'État. Les vertus de la mondialisation sont généralement exaltées dans les pays de l'Occident, mais tel n'est pas le cas partout sur la planète ⁷⁰. Plusieurs États tiennent des discours particulièrement négatifs envers la mondialisation afin de justifier leurs décisions de fermeture internationale. Le concept de la mondialisation doit donc être utilisé avec nuance, rigueur et précision. S'il est utile pour représenter le phénomène très général de convergence et d'interdépendance interétatique, ses attributs sont limités lorsqu'il est requis de prendre des décisions spécifiques. Les sous-phénomènes et caractéristiques composantes de la mondialisation touchent chaque État de façon distinctive, lui offrant des opportunités et des coûts qui lui sont propres.

La construction discursive de la mondialisation est si puissante, qu'elle résulterait même en des conséquences observables. Ainsi, il n'est même pas nécessaire pour la mondialisation d'être présente afin de changer le comportement des États. Les suggestions discursives acceptées par les populations sont suffisantes pour changer les pratiques sociales. Du point de vue des États, la simple perception de la présence de la mondialisation serait suffisante pour les influencer :

« [...] governments need only act on the perception of the structural constraints imposed by globalizing tendencies in order to turn the globalization hypothesis into a self-fulfilling prophecy. At no stage does

⁷⁰ Yeung, « The Limits to Globalization Theory: A Geographic Perspective on Global Economic Change », p. 285-305.

globalization have to come complete with an actual logic of political necessity for the effects of such logic to become apparent ⁷¹».

À cause de l'importance de l'aspect discursif de la mondialisation, il convient de faire son bilan avec beaucoup de précautions. Une partie de la construction logique du phénomène découle certainement des expériences personnelles et collectives face à la mondialisation. Ainsi, l'accélération des échanges fait certainement partie de l'esprit du temps ou « Zeitgeist », un concept popularisé par le philosophe allemand Hegel ⁷². Mais considérant les intérêts de certaines institutions envers la mondialisation et les enjeux en présence, il faudrait être naïf pour croire que sa construction discursive est totalement dépourvue de dessein. Après tout, comme l'avance Schopenhauer : « [...] l'intellect est universellement subordonné à la volonté et [...] au final toute théorie est orientée vers un objectif social ou politique ⁷³».

3.2. Opportunités

« Throughout our history, we have managed a wide range of threats to our society [...]. We have addressed these threats to our society in a way that has strengthened the open nature of our country [...]. Our prosperity is directly linked to this openness and to our ability to flourish in an increasingly interdependent world ».

Paul Martin, *Canada's National Security Policy*, 2004

Il est indéniable que la mondialisation offre de nouvelles opportunités aux États. Du point de vue économique, le développement du phénomène a eu des impacts importants, et ce, à l'échelle du globe. Cette réalité est démontrée par les performances

⁷¹ Matthew Watson. « International Capital Mobility in an Era of Globalization: Adding a Political Dimension to the Feldstein-Horioka Puzzle », extrait de *Politics* 21 n° 2, (2001), p. 82-93.

⁷² J. Glenn Gray, « Hegel's Logic: The Philosophy of the Concrete », *The Virginia Quarterly Review* 47 no 2 (printemps 1971), p. 175-189.

⁷³ Dussouy, *Les théories de la mondialité: Traité de Relations internationales*, p. 227-228.

fulgurantes de l'économie dans les soixante dernières années. De 1950 à 1997, les échanges commerciaux se sont multipliés par quatorze et, pendant la même période, la production manufacturière mondiale a explosé (figure 3.1)⁷⁴. De plus, seulement pour la période de 1992 à 2002, le PIB mondial a doublé et le volume du commerce mondial a augmenté de trois fois⁷⁵. Cette capacité à générer de la richesse a permis à certains États de rapidement améliorer leur condition afin d'atteindre des niveaux de capacité inattendus. Ainsi, la mondialisation a permis à des pays comme le Canada et les États-Unis de consolider leur puissance, mais aussi à des États jusqu'à récemment plus faibles, comme Singapour et la Corée du Sud, de faire de grands bonds vers l'avant⁷⁶.

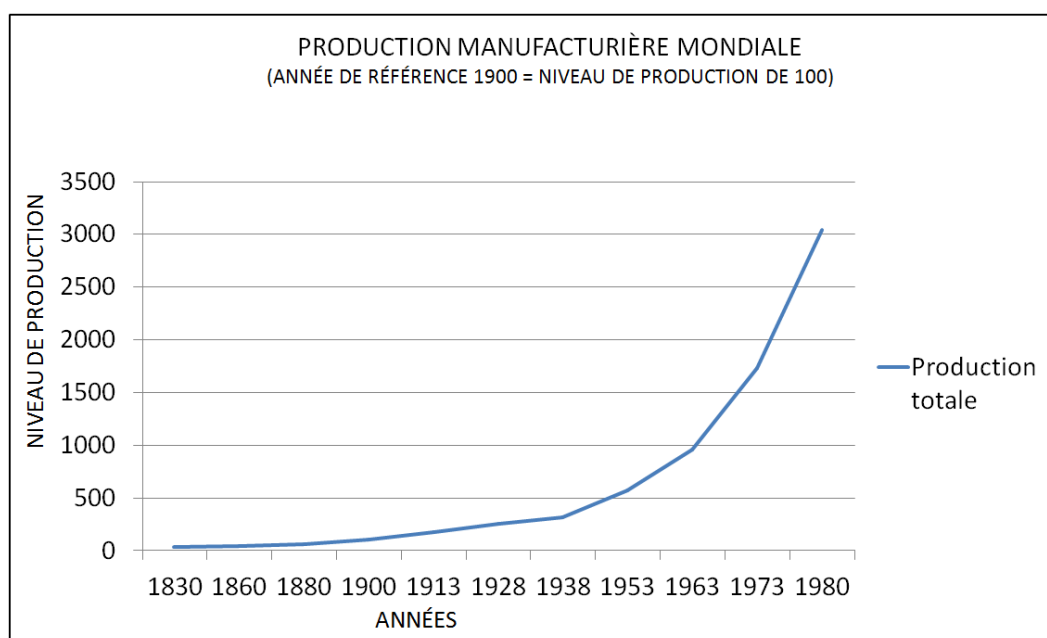


Figure 3.1 – Production manufacturière mondiale 1830-1980

Source : Kennedy, *The Rise And Falls Of The Great Powers*, p.414.

⁷⁴ Osland, « Broadening the Debate: The Pros and Cons of Globalization », p. 139-140.

⁷⁵ Jean Ziegler, *Les nouveaux maîtres du monde et ceux qui leur résistent* (Paris : Librairie Arthème Fayard, 2002), p. 13.

⁷⁶ Anonyme, « Troubled Tigers; Asian Economies », *The Economist* 390 (31 janvier 2009), p. 75-77.

En plus d'offrir des possibilités pour les États, la mondialisation aurait la capacité d'améliorer le sort des individus. Dans le domaine économique, puisqu'elle favorise l'augmentation des capacités de production et la baisse des prix, la mondialisation a entraîné l'accessibilité accrue aux biens de consommation. Cette capacité inclut des biens essentiels tels que la nourriture, pour laquelle elle a généré une augmentation de l'offre mondiale, et les médicaments. L'augmentation des échanges aurait aussi amélioré le sort matériel des individus en augmentant les revenus des riches *et* des pauvres ⁷⁷. Théoriquement, l'amélioration générale des conditions humaines apportée par la mondialisation est source de stabilité sociale pour les États.

Sur le plan culturel, la mobilité de l'information, des biens et des personnes a permis de riches échanges jusqu'à récemment impossibles ⁷⁸. Des expériences culturelles qui étaient jadis réalisables seulement localement sont maintenant accessibles un peu partout sur la planète. Le domaine culinaire présente des exemples frappants de cette tendance. Des mets jusqu'à récemment considérés exotiques, comme le sushi, sont maintenant largement disponibles en Europe tout comme en Amérique du Nord ⁷⁹. Un autre exemple, le Big Mac, marque de commerce de la culture américaine, est maintenant accessible sur tous les continents alors que sept des dix restaurants McDonald les plus occupés sur la planète sont situés Hong Kong ⁸⁰! Dans le domaine des communications, il n'y a plus de limite à la portée de l'expression des idées. Tous les individus possédant des moyens de communication modernes ont maintenant accès à un auditoire potentiel se

⁷⁷ Osland, « Broadening the Debate: The Pros and Cons of Globalization », p. 139.

⁷⁸ Benjamin Barber, *The Globalization Reader: Jihad vs. McWorld*, éd. Frank J. Lechner et John Boli (Malden MA : Blackwell Publishing, 2008), p.32-38.

⁷⁹ Theodore C. Bestor, *The Globalization Reader : How Sushi Went Global*, éd. Frank J. Lechner et John Boli (Malden MA : Blackwell Publishing, 2008), p.121-123.

⁸⁰ James L. Watson, *The Globalization Reader : McDonald's in Hong Kong*, éd. Frank J. Lechner et John Boli (Malden MA : Blackwell Publishing, 2008), p. 126-127.

chiffrent dans les millions en utilisant des médias d'expressions comme Facebook, Tweeter ou YouTube. Ces puissants changements au niveau culturel et informationnel résultent en la possibilité d'échanges positifs entre les peuples, favorisant une meilleure compréhension et un partage mutuellement bénéfique. Comme le rappelle Susan Strange, la compréhension mutuelle et la confiance sont essentielles aux échanges économiques : « Historically, trade has tended to flourish between friendly and politically related countries ⁸¹ ». L'accessibilité accrue de la population à l'information assiste donc les gouvernements et devient un atout de puissance pour les États qui doivent commercer à l'international.

En plus d'offrir la possibilité d'enrichissements économiques et culturels, la mondialisation a profité aux États en diminuant le nombre d'interactions violentes, du moins, pour ce qui a trait aux conflits à grande échelle ⁸². En théorie, les États ont donc moins besoin de consacrer des ressources à la protection de leur territoire. Ils peuvent prospérer sans la crainte permanente de voir un agresseur pénétrer leurs frontières pour saisir les richesses nationales par la force. L'acquisition militaire d'un territoire extérieur, qui fut pendant longtemps le seul moyen qu'un État avait pour accéder aux ressources de celui-ci, n'est ni acceptable, ni nécessaire aujourd'hui. Le commerce dans une l'économie mondialisée offre une alternative moins coûteuse que les guerres de conquête afin d'acquérir les richesses situées à l'étranger ⁸³.

Cette diminution de la propension à avoir recours à la guerre est aussi influencée par la nature de l'économie contemporaine et les pressions qu'elle exerce. En effet, les

⁸¹ Susan Strange, « The Bondage of Liberal Economics », *SAIS Review* 6 no 1 (hiver 1986), p. 25-38.

⁸² Jonathan Kirshner. « Globalization, American Power, and International Security », p. 371-372.

⁸³ *Ibid.*

marchés internationaux contemporains nécessitent une discipline macroéconomique qui est incompatible avec les aventures militaires à grand déploiement⁸⁴. Ceci s'explique par le fait que l'augmentation des dépenses nécessaire à la mise en place d'outils militaires augmente les risques de problèmes économiques (dépréciation, inflation). Un pays s'engageant dans cette direction verrait des capitaux étrangers quitter ses frontières et le coût de sa dette augmenter par la baisse de sa cote de crédit. En conséquence, l'économie moderne agit en quelque sorte comme un corset sur la posture des États, les incitant à adopter une posture droite et pacifique conforme au modèle libéral.

L'augmentation des interdépendances peut être utilisée à des fins d'économie d'effort en matière de défense. Les pays vulnérables du point de vue sécuritaire peuvent avoir recours aux échanges avec des pays plus puissants afin d'assurer leur protection. Ce type d'arrangement, qui n'est pas récent, est devenu plus courant avec l'accélération de la mondialisation. Au XVIIIe siècle, le Portugal transigeait déjà sa laine en échange de la protection des Anglais⁸⁵. Au même titre, le Canada, malgré ses dispositions géographiques avantageuses, aurait avantage à maintenir un dispositif militaire plus grand s'il n'entretenait pas d'aussi bonnes relations commerciales avec les États-Unis.

Tant du point de vue étatique qu'au domaine individuel, il est indéniable que la mondialisation offre des opportunités considérables et nouvelles. L'accélération des échanges et l'interdépendance qui en découle offrent des possibilités accrues d'enrichissement et donc de puissance, tout en diminuant les chances de conflits majeurs. En théorie, les grandes capacités de production générées par la mondialisation favorisent la stabilité sociale et donc la puissance politique.

⁸⁴ *Ibid*, p. 372-373.

⁸⁵ Susan Strange, « The Bondage of Liberal Economics », p. 25-38.

3.3. Défis

La mondialisation offre des opportunités bien réelles, mais elle pose aussi plusieurs défis. Si elle possède des capacités indéniables de faire croître la production mondiale, la distribution de cette richesse et la façon dont elle est produite ont des conséquences tout aussi notoires pour les ambitions de puissance étatique. En plus de générer la croissance des inégalités, la mondialisation crée plusieurs autres conséquences qui menacent la sécurité de l'État. Ainsi, la section qui suit démontrera comment elle rend plus difficile le maintien d'une armée, favorise la réduction des ressources environnementales et la montée d'acteurs non étatiques. La dernière section abordera la question des flux migratoires, qui constitue un aspect fondamental de la forme actuelle de mondialisation. Il sera établi que tout comme les autres sous-composantes de la société globale, l'immigration comporte des opportunités, mais aussi des risques qui menacent la sécurité des États.

3.3.1. Inégalités

Un des traits marquants de la mondialisation est l'accroissement des inégalités *dans* les pays (à l'intérieur de la population) ainsi qu'*entre* les pays. Les statistiques à cet effet sont nombreuses et convaincantes. Certains pays sont intégrés et profitent de la mondialisation tandis que d'autres sont laissés pour compte. Cette nature déséquilibrée du phénomène est bien démontrée par les capacités très variées des bandes passantes internet interrégionales (figure 3.2).

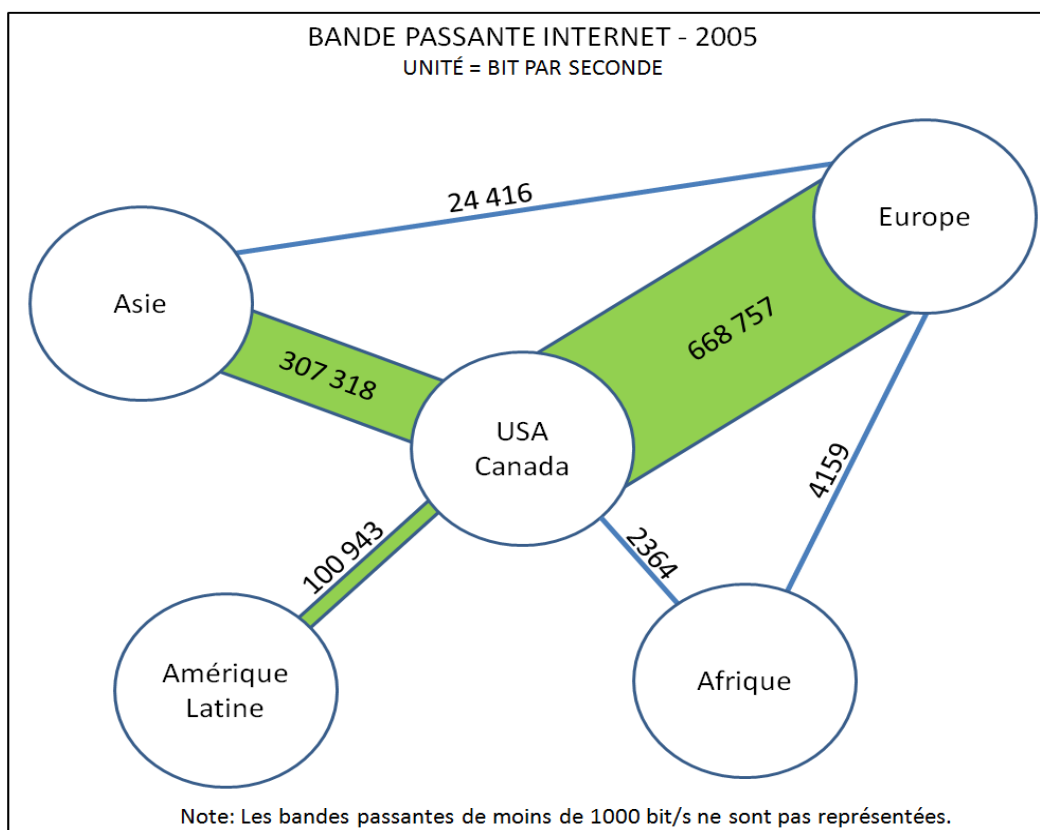


Figure 3.2 – Bandes passantes internet interrégionales.

Source : Knight et Keating, *Global Politics*, p. 209.

Les conséquences problématiques qui découlent de ces déséquilibres sont bien visibles au niveau économique et social. Entre 1870 et 1990, la différence de revenu moyen entre les populations des pays riches et des pays pauvres s'était multipliée par cinq. Pour une période plus récente couvrant l'essor de la mondialisation contemporaine, le fossé dans la population mondiale, en analysant les 20% les plus riches et les 20% les plus pauvres, s'est fortement élargi, passant d'un ratio de revenu de 30:1 en 1960 à 82:1 en 1995⁸⁶. De telles mutations sociales n'ont pu prendre forme aussi rapidement sans avoir de lourdes conséquences. Elles sont particulièrement difficiles à soutenir aujourd'hui, à l'ère de l'information, alors que ces données sur la répartition de la richesse sont accessibles à tous. Si certains pays ont grandement profité de la

⁸⁶ Osland, « Broadening the Debate: The Pros and Cons of Globalization », p. 139.

mondialisation, d'autres ont vu leur situation se détériorer fortement. Ainsi, des États comme ceux du tigre asiatique : Hong Kong, Corée du Sud, Singapour et Taiwan, ont connu une grande croissance, mais d'autres, telle l'Afrique subsaharienne, ont été totalement marginalisés ⁸⁷.

Le nombre important de pays *oubliés* par la mondialisation est visible par le grand nombre d'États incapables d'assurer les fonctions de base qui leur reviennent. Ces États en déliquescence, incapables d'assurer leur propre stabilité, posent un problème grandissant aux pays riches ⁸⁸. Les maux qui les affligent débordent leurs frontières et deviennent rapidement des problèmes régionaux et parfois même mondiaux. Certes, l'époque récente nous a apporté la montée d'une nouvelle forme de terrorisme, mais aussi d'autres défis tels que la recrudescence du piratage en haute mer, la prolifération des armes et les flux migratoires incontrôlés ⁸⁹. Pour des raisons idéologiques et de sécurité, les pays riches sont contraints d'engager d'importantes ressources tant au niveau national qu'à l'étranger pour contrer ces menaces.

La mondialisation a aussi d'importantes conséquences en ce qui a trait aux écarts provoqués par la mondialisation à l'*intérieur des pays*. Les statistiques à cet effet sont tout aussi démonstratives et les États-Unis en constituent un exemple probant. Pour la période couvrant de 1973 à 1999, le salaire moyen du travailleur américain s'est réduit de 12%. Cette situation contraste fortement avec le sort des chefs d'entreprises qui gagnaient en moyenne, en 2002, un salaire 200 fois plus élevé que le salaire moyen de la

⁸⁷ Ziegler, *Les nouveaux maîtres du monde et ceux qui leur résistent*, p. 13.

⁸⁸ The Fund for Peace, « The Failed States Index 2012 », consulté le 8 mars 2013, <http://ffp.statesindex.org/rankings-2012-sortable>.

⁸⁹ Laurent Testot, « La face obscure de la mondialisation », *Sciences Humaines – Grands dossiers* no 2 (printemps 2006), p. 35.

population. De plus, les revenus nets du premier percentile de citoyens américains les plus riches ont augmenté de 72%, de 1977 à 1994, tandis que celui des 20% plus pauvres a *diminué* de 16% pour la même période ⁹⁰.

Il est clair qu'en plus de créer des tensions au niveau international, la mondialisation change rapidement les États de l'intérieur, entraînant des conséquences sociales et politiques négatives. Ces transformations affectent les bases du soutien politique des gouvernements et constituent des risques sécuritaires pour les États. Des régions qui étaient favorisées hier sont marginalisées au profit de nouveaux secteurs géographiques, remettant en question des rapports de force politique longtemps établis ⁹¹. Des équilibres parfois fragiles entre les groupes d'intérêts constituant l'État peuvent se briser, résultant en des déséquilibres sociaux qui se traduisent en un pouvoir politique affaibli et constituant, en quelque sorte, un affront à la légitimité gouvernementale. Cet affaiblissement des bases de l'État ne peut que résulter en une perte de puissance.

3.3.2. Difficulté à maintenir une armée

La globalisation a un impact sur la capacité des États à développer et maintenir une puissance militaire. Elle impose des contraintes qui incitent les États à adopter certains comportements, ayant par le fait même un impact important sur l'autonomie de ceux-ci. Du point de vue économique, cette conséquence est visible dans la réduction des interventions macroéconomiques des gouvernements, mais est aussi apparente dans plusieurs autres sphères ⁹². Plusieurs activités de l'État qui étaient jusqu'à récemment acceptées comme des dépenses de ressources justifiées sont de plus en plus remises en

⁹⁰ Osland, « Broadening the Debate: The Pros and Cons of Globalization », p. 140.

⁹¹ Strange, *The Globalization Reader : The Declining Authority of States*, p. 228-229.

⁹² Robert Went, « Globalization in the Perspective of Imperialism », p. 473-497.

question. Les réseaux d'information nationaux se doivent maintenant d'offrir un maximum de rentabilité, et la défense doit pouvoir se justifier non seulement en termes de sécurité, mais aussi en retombées économiques⁹³. Dans ce calcul basé sur une logique de rentabilité, il devient pratiquement impossible pour les États de soutenir une base industrielle, pourtant nécessaire à la conduite d'un conflit de haute intensité sur une longue période. La nécessité de maintenir une industrie militaire donne lieu à d'étranges interdépendances⁹⁴. Ainsi, la survie de la base industrielle dont dépend la puissance de l'État est souvent, quant à elle, dépendante de ses exportations d'armes à l'étranger afin d'assurer sa propre pérennité⁹⁵. Les États industrialisés préconisent des voies de communication sécuritaires et la stabilité internationale afin de développer les échanges internationaux. Or, en supportant la prolifération des armes, les puissances mondiales sabotent elles-mêmes l'environnement dont elles dépendent.

Dans ces conditions de forte pression économique, il devient de plus en plus difficile de construire et de maintenir un outil militaire adéquat. Si les capacités de pacification de la mondialisation étaient réelles, ces pressions de démilitarisation auraient peu de conséquences. Cependant, la réduction du nombre de conflits de haute intensité ne se traduit pas en une diminution équivalente des ressources militaires à l'échelle du globe, ce qui incite les pays à maintenir leurs armées⁹⁶. De plus, il semble que les capacités dissuasives de la mondialisation ne s'appliquent pas à tous les États de la même façon. Si les conflits armés entre puissances ont nettement diminué depuis la Seconde

⁹³ Philip Gummet, *Security, Strategy and the Global Economics of Defence Production*, éd. par Haglund, David G. et S. Neil MacFarlane (Kingston ON: McGill-Queen's University Press, 1999), p. 107.

⁹⁴ Small Arms Survey, « Exporters », accédé le 16 décembre 2012, <http://www.smallarmssurvey.org/weapons-and-markets/transfers/exporters.html>

⁹⁵ Kirshner. « Globalization, American Power, and International Security », p. 382-383.

⁹⁶ SIPRI, « Military Expenditure ».

guerre mondiale, il n'en est rien pour les conflits entre les États pauvres : « [...] conflicts during the 1990s affected more than three dozen countries and claimed nearly 3 million lives, mostly civilian non-combatants, in addition to generating tens of millions of refugees ⁹⁷ ». Plusieurs de ces petites guerres ont d'ailleurs nécessité l'intervention des pays riches depuis la Guerre froide.

3.3.3. Conséquences pour l'environnement

Il est difficile d'aborder le sujet de la mondialisation sans discuter de son impact sur l'écologie et l'environnement. Seulement en considérant le potentiel d'accroissement de la production, la mondialisation se doit d'avoir un impact accru sur la nature. Le calcul est simple : plus de production résulte en plus de pollution ⁹⁸. Mais d'autres facteurs sous-jacents à la mondialisation augmentent son potentiel néfaste. Dans une logique de compétition basée sur la réduction des dépenses, les coûts liés à l'environnement, au même titre que tous les autres coûts, deviennent une considération financière importante. Les compagnies qui considèrent les lieux de production possibles pour leur industrie favoriseront les endroits avec les normes environnementales les moins contraignantes, ce qui aura ainsi moins d'impact sur les coûts de production ⁹⁹. Cette situation met des pressions sur les États afin de dérégulariser au maximum l'exploitation des ressources. Bien que les gouvernements ne soient pas *obligés* de réduire leurs normes environnementales, il est incontestable que l'économie mondialisée met les intérêts de puissance économique en tension avec ceux de développement durable.

⁹⁷ Knight et Keating. *Global Politics*, p. 109.

⁹⁸ Henri Mova Sakanyi, *Comprendre la fin de la Guerre froide et la Mondialisation. Tome 3 : Crises et enjeux d'un monde en mutation* (Kinshasa: L'Harmattan, 2009), p. 359.

⁹⁹ Thomas Reverdy, « Les normes environnementales en entreprise : la trajectoire mouvementée d'une mode managériale », *Sociologies pratiques* 1 no 10 (2005), p. 97-119.

De plus, devant une mondialisation qui a des conséquences globales de plus en plus évidentes, il semble que les solutions locales des gouvernements soient inappropriées : une réplique multilatérale est requise ¹⁰⁰. Mais puisque les États les plus puissants dépendent fortement de l'exploitation des combustibles fossiles, les chances qu'un tel accord soit conclu sont très faibles ¹⁰¹. Il résulte que l'ensemble des États est contraint de subir la panoplie des conséquences de la pollution sans pouvoir réagir efficacement. Cette impuissance pose un problème de sécurité. Non seulement la mondialisation met des pressions contraires au développement durable de leurs propres ressources, les États sont largement impuissants face à la croissance mondiale de la pollution.

3.3.4. Montée en puissance d'acteurs non étatiques

Le potentiel de la mondialisation n'est pas seulement accessible aux États. Elle favorise aussi la croissance d'acteurs non étatiques. Ainsi, le crime organisé a grandement profité des opportunités offertes par la mondialisation. La qualité des communications, la complexité et l'opacité des flux de capitaux ainsi que le mouvement des personnes et des marchandises ont permis l'accroissement de nouvelles formes de criminalité transnationale ¹⁰². Ces groupes opèrent à l'extérieur de l'économie légale, mais aussi à l'intérieur de celle-ci et par le fait même privent l'État d'importants revenus, tout en délégitimant son autorité. Ces nouveaux types de criminalité, qui s'adaptent et

¹⁰⁰ Knight et Keating, *Global Politics*, p. 333.

¹⁰¹ François Lafargue, « Chine/États-Unis. La course aux hydrocarbures! », *Sciences Humaines* no 8 (2007), p. 23.

¹⁰² Knight et Keating, *Global Politics*, p. 274-275.

profitent de la mondialisation, s'attaquent non seulement à la sécurité économique des nations, mais à la sécurité militaire ainsi qu'au pouvoir politique des États ¹⁰³.

Devant une criminalité de plus en plus originale, flexible et coordonnée, il semble que les États ont peine à suivre le rythme. La gravité de ces nouvelles tendances est bien reflétée par les allégations qui traversent parfois dans le domaine public. La guerre de la drogue qui ravage depuis plusieurs années le Mexique a des conséquences désastreuses pour ce pays. En plus d'avoir des effets néfastes sur la sécurité de la population, cette guerre mobilise d'importantes ressources de l'État. Les événements qui se déroulent au Mexique ont des répercussions bien au-delà des frontières mexicaines. Les succès de l'armée mexicaine, à réduire le flot de cocaïne vers le Nord, a résulté en une flambée des prix de cette drogue au États-Unis et au Canada, ce qui a donné lieu à une augmentation des violences liées aux gangs dans ces deux pays ¹⁰⁴. Ces récents développements de la criminalité indiquent qu'elle constitue un fléau global qui menace la sécurité des États.

L'internationalisation du crime a suivi la courbe de développement de la mondialisation. Elle a débuté avec le commerce de la drogue provenant d'Asie dans les années 50 par la *french connection*, puis s'est réellement internationalisée dans les années 70 par la prise de contrôle du domaine par une alliance composée de la mafia sicilienne et la Cosa Nostra américaine ¹⁰⁵. Puis, les activités transnationales des criminels se diversifièrent dans les années 80 et 90 jusqu'à se fondre dans la masse : « [le crime] se fond dans la société légale à partir des liens importants qu'il établit de façon permanente

¹⁰³ États-Unis. *Strategy to Combat Transnational Organized Crime: Addressing Converging Threats to National Security* (Washington: The White House, 2011), p. 3.

¹⁰⁴ Toronto Star, « Mexican Drug War Spilling into Canada », consulté le 31 mars 2013, www.thestar.com.

¹⁰⁵ Christian Chavagneux, « États, mafias et mondialisation », *L'Économie politique* 3 no 15 (2002), p. 98 -110.

avec la société politique, par la corruption, et avec l'économie, par la pénétration de l'économie légale pour assurer le recyclage des profits ¹⁰⁶». Ces réseaux criminels menacent les intérêts des États en forgeant des liens avec les politiciens et en utilisant le pouvoir de ceux-ci à leur fin. Ces influences sont parfois exploitées par des États concurrents afin d'avancer leurs intérêts ¹⁰⁷.

3.3.5. Mobilité démographique

L'immigration est une des composantes importantes de la mondialisation contemporaine. Depuis les développements des moyens de transport maritime au XIX^e siècle, de grands nombres d'individus peuvent se déplacer d'un continent à l'autre à la recherche d'un avenir meilleur. Stimulée par des législations permissives et des disparités de richesse grandissantes à l'échelle mondiale, la migration des individus change le visage des sociétés à un rythme étonnant. Au total, la population mondiale d'expatriés compterait 215 millions d'individus. Les avancées de la mondialisation le permettant, les immigrés maintiennent des liens solides avec leurs familles qui restent derrière. Ainsi, pour l'année 2011, la population mondiale d'émigrés rapatriait vers les pays d'origine un total de 315 milliards de dollars ¹⁰⁸.

L'immigration représente pour les États une source de puissance économique et politique. En introduisant des travailleurs dans l'économie, elle offre la possibilité pour les gouvernements de s'enrichir. De plus, l'immigration peut être un moyen pour les États

¹⁰⁶ *Ibid.*

¹⁰⁷ États-Unis. *Strategy to Combat Transnational Organized Crime: Addressing Converging Threats to National Security*, p. 3.

¹⁰⁸ Le Figaro, « Les diasporas sont en plein essor », consulté le 15 mars 2013, <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2012/04/24/20002-20120424ARTFIG00769-les-diasporas-sont-en-plein-essor.php>.

d'accumuler de l'influence et du prestige au niveau domestique ainsi qu'à l'étranger ¹⁰⁹.

Ces gains demeurent par contre théoriques, car si le déplacement des personnes fait partie intégrale du modèle économique libéral qui prône aussi le mouvement des capitaux et de la technologie, uniquement les bienfaits du mouvement des capitaux ont été démontrés ¹¹⁰. Le bilan positif de l'immigration reste à faire.

Force est d'admettre que l'immigration n'est pas sans risque ¹¹¹. Dans une société mondialisée, où l'information circule librement et où la norme commune est une abolition des politiques d'affirmations identitaires nationales, il est de plus en plus difficile d'intégrer les immigrants. Ces défis d'intégration peuvent résulter en des accumulations de résidents possédant des niveaux variables d'allégeance nationale, ce qui a pour conséquence une autorité diminuée de l'État ¹¹². Ces transformations domestiques des fondations du pouvoir politique de l'État présente des conséquences qui débordent les frontières. Elles influencent les politiques nationales, mais affectent aussi la formulation des politiques étrangères, résultant en une puissance nationale réduite. Il en découle que dans un monde de plus en plus interrelié et dépendant face à l'influence des gouvernements plutôt qu'à la force militaire, les émigrés deviennent une cible de choix pour l'exercice de la puissance douce ¹¹³.

¹⁰⁹ Alan G. Green, « The Goals of Canada's Immigration Policy: A Historical Perspective », *Canadian Journal of Urban Research* 13, n° 1 (été 2004), p. 102-139, p. 105.

¹¹⁰ Strange, « The Bondage of Liberal Economics », p. 25-38.

¹¹¹ Yale Global Online, « Europe Confronts Mediterranean Mayhem – Part 2 », consulté le 31 mars 2013, <http://yaleglobal.yale.edu/content/europe-confronts-mayhem-part-ii>.

¹¹² Leslie S. Laczko, « National and Local Attachments in a Changing World System », *International Review of Sociology* 15 no 3 (janvier 2007), p. 525-526

¹¹³ États-Unis. *Immigration's Impact on U.S. National Security and Foreign Policy* (Washington: U.S. Commission on Immigration Reform, 1997), p. 29-33.

Les risques que représentent les passages de communication entre les mosaïques qui composent la société canadienne et le monde extérieur sont de plus en plus évidents depuis les événements du 11 septembre 2001. Le recrutement, le financement et l'exportation du terrorisme sont des menaces tangibles qui illustrent bien les défis que présente l'immigration pour la sécurité du Canada ¹¹⁴. Mais les risques sécuritaires liés à l'immigration peuvent aussi prendre une forme plus subtile. Comme il sera étudié dans la seconde partie de l'essai, les passages qui relient l'immigration à l'étranger peuvent être utilisés par les puissances étrangères afin d'influencer les politiques d'un État cible.

3.4. Indéterminisme de la mondialisation

« Where the liberal economists will preach their oldtime gospel of free trade for all countries, at all times, and in all sectors, the international political economists will acknowledge that circumstances may alter cases, and that each sector must be judged on its political and social as well as its economic merits ¹¹⁵».

L'étude des opportunités et des défis générés par la mondialisation démontre que son bilan est mitigé. La mondialisation n'est pas un phénomène téléologique, c'est-à-dire qu'il n'est pas automatiquement et entièrement orienté vers la réalisation d'une fin unique et inévitable. Même si la mondialisation affecte tous les pays, les opportunités qu'elle offre dépendent des attributs de l'État en question. La capacité d'un pays à profiter de l'accélération des échanges dépend d'une multitude de facteurs qui lui sont propres : géographie, modèle économique, groupes sociaux, régime politique, etc. La mondialisation ne contraint pas non plus les États à prendre certaines décisions contraires

¹¹⁴ Stewart Bell, *Cold Terror : How Canada Nurtures and Exports Terrorism Around the World* (Etobicoke (Ont): Wiley & Sons Canada, 2007), p. 260-262.

¹¹⁵ Strange, « The Bondage of Liberal Economics », p. 25-38.

à leur volonté. Ainsi, elle ne force pas les gouvernements à s'ouvrir vers le monde, mais elle augmente le coût d'opportunité de la fermeture ¹¹⁶. Malgré les différentes pressions que les États subissent, en l'absence d'une contrainte militaire, ils sont libres de leur destin. Cette capacité d'autodétermination a un prix : il réside en leur capacité, dans un monde de plus en plus complexe, de déterminer clairement leurs intérêts, les objectifs stratégiques qui en découlent ainsi que les opportunités qui leur sont offertes par leur situation propre.

3.5. Sommaire

L'étude des caractéristiques de la forme courante de mondialisation démontre que son bilan pour la sécurité étatique est équivoque. Comme le dieu Janus, la globalisation a un double visage. Certes, il est incontestable qu'elle offre de grandes possibilités d'accroissement économique, mais elle comporte aussi des risques. À travers la convergence de plusieurs phénomènes complexes, elle transforme les pays de l'intérieur, mais aussi l'environnement international. Elle génère ainsi de nouveaux défis de sécurité tant à l'interne (criminalité, délégitimisation de l'État, influence, développement durable) qu'à l'étranger (instabilité, déliquescence, conflits). En général, elle tend à diminuer la liberté d'action des gouvernements (économique, militaire) tout en complexifiant la nature des problèmes auxquels ils doivent faire face.

L'analyse des impacts et caractéristiques de la mondialisation permet maintenant de se tourner vers la situation du Canada. Tel que nous avons déjà discuté, la mondialisation comporte certains traits collectifs, mais elle affecte chaque État de manière différente basée sur les spécificités de ceux-ci. La situation du Canada, à cause

¹¹⁶ Kirshner. « Globalization, American Power, and International Security », p. 364.

de ses particularités (géographiques, historiques, sociales, etc.), comporte donc des opportunités ainsi que des défis qui sont propres à sa situation.

DEUXIÈME PARTIE: IMPACT DE LA MONDIALISATION POUR LE CANADA

« Large-scale immigration from the Orient would change the fundamental composition of the Canadian population. Any considerable Oriental immigration would, moreover, be certain to give rise to social and economic problems of a character that might lead to serious difficulties in the field of international relations ».

William Lyon Mackenzie King, *discours devant la chambre des communes*, 1947.

Après avoir délimité les concepts clefs de la mondialisation et leurs applications sécuritaires, cette seconde partie du travail analysera les impacts du phénomène pour le Canada. En développant une des sous-composantes spécifiquement canadiennes de la globalisation, soit l'immigration chinoise, il sera démontré que les tendances d'accélération des échanges liés à mondialisation comportent des possibilités, mais aussi des défis pour la sécurité du Canada. Face aux changements opérés par la mondialisation, il sera démontré qu'une approche adaptée est nécessaire. Cette nécessité d'ajustement n'exclut pas les FC. Ainsi, le dernier chapitre analysera l'impact de l'environnement mondialisé pour les FC. Il sera démontré qu'un environnement stratégique définit par la multiplication des interdépendances et par la persistance de fortes inégalités a plusieurs conséquences pour les FC tant au pays qu'à l'étranger.

Chapitre 4: Bilan de l'immigration chinoise pour le Canada

Tel qu'il a été discuté dans le chapitre précédent, la mobilité des personnes est une des facettes importantes de la société mondiale contemporaine. Elle comporte des possibilités indéniables au niveau de la puissance économique et douce, mais apporte aussi des défis en ce qui a trait à la sécurité et à la stabilité politique ¹¹⁷. D'ailleurs, l'expérience récente des pays industrialisés face à l'immigration est plutôt équivoque. Aux prises avec des problèmes sociaux et de sécurité, plusieurs pays de l'Union européenne, dont la Grande-Bretagne et l'Allemagne, admettaient récemment l'échec de leur modèle de société multiculturelle ¹¹⁸. En parallèle, d'autres pays, tels que le Canada, ignorent largement les leçons durement apprises par ses partenaires économiques et maintiennent le cap sur des taux d'immigration exceptionnellement élevés (figure 4.1).

¹¹⁷ Voir section 3.3.5. sur la mobilité démographique.

¹¹⁸ Citoyenneté et Immigration Canada, *État actuel du multiculturalisme au Canada* (Ottawa : Groupe Communication Canada, 2010), p. 12-13.

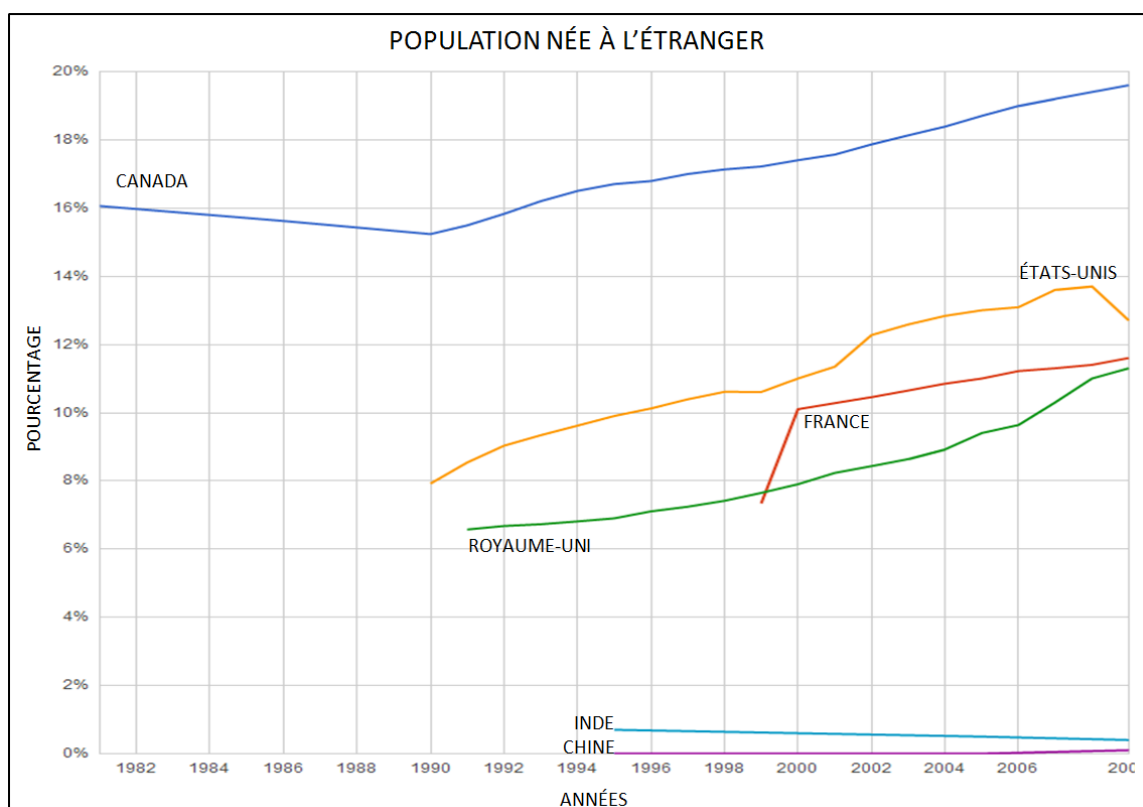


Figure 4.1 – Pourcentages de population née à l'étranger.

Source : OCDE, « Immigrant Population », consulté le 14 décembre 2012, http://www.oecd-ilibrary.org/economics/oecd-factbook-2011-2012/immigrant-population_factbook-2011-13-en.

En analysant le cas de la migration chinoise vers le Canada, le présent chapitre tentera de déterminer quels sont les impacts sécuritaires des forts échanges d'individus pour l'État canadien. Pour débiter, une étude historique de l'immigration canadienne sera faite afin de déterminer les motifs qui ont guidé sa conduite à travers les époques. Cette compréhension du développement de l'immigration canadienne permettra de bien comprendre la situation démographique contemporaine afin d'établir le bilan sécuritaire de l'immigration. Il sera démontré que si l'immigration offre des avantages pour l'État canadien elle comporte aussi des défis pour la puissance du Canada, ses intérêts stratégiques ainsi que sa sécurité. La dernière section du chapitre sera consacrée à la formulation de recommandations.

4.1. Historique de l'immigration au Canada

L'immigration en sol canadien date du milieu du XIXe siècle. Depuis ses débuts, on peut étroitement associer ses développements aux notions de puissance économique, mais aussi de puissance politique. En règle générale, des origines de l'immigration canadienne jusqu'aux années 1980, l'augmentation du taux d'immigration avait des visées économiques à court terme, tandis que sa réduction et son contrôle étaient liés à des considérations de soutien politique interne ¹¹⁹. Lors des périodes d'essor économiques, afin de profiter pleinement de ces occasions, on observait des hausses du taux d'immigration. Lorsque le chômage augmentait, pour ne pas déplaire aux travailleurs, le contraire se produisait ¹²⁰.

4.1.1. Débuts de l'immigration chinoise et premières lois sur l'immigration

La première vague d'immigrants Chinois débuta en 1858, suite à la découverte d'or dans la vallée du Fraser en Colombie-Britannique. Provenant de Californie et de Chine continentale, cette migration avait attirée quelques milliers de mineurs chinois ¹²¹. Un peu plus tard, la construction de chemins de fer reliant l'Est du Canada vers la Colombie-Britannique justifia l'emploi de plusieurs milliers de Chinois à titre de main-d'œuvre bon marché ¹²². La construction débuta en 1880 et fut complétée en 1885. La participation de travailleurs chinois permit d'épargner des millions de dollars au gouvernement fédéral.

¹¹⁹ Green, « The Goals of Canada's Immigration Policy: A Historical Perspective », p. 102-139.

¹²⁰ Rebecca Mancuso, « For Purity or Prosperity : Competing Nationalist Visions and Canadian Immigration Policy, 1919-30 » *British Journal of Canadian Studies* 23 no 1 (2010), p. 2.

¹²¹ Librairie et Archives Canada, « The Early Chinese Canadians 1858-1947 », consulté le 15 mars 2013, <http://www.collectionscanada.gc.ca/chinese-canadians/021022-1200-e.html>.

¹²² *Ibid.*

De 1870 à 1930, la politique d'immigration du Canada était basée sur une série d'objectifs nationaux. Ceux-ci incluaient la construction de trois chemins de fer transcontinentaux, le besoin de colonisation dans l'ouest du pays et une politique de protectionnisme économique face à l'importation de biens manufacturés ¹²³. Ces politiques avaient pour but de renforcer les liens entre le secteur manufacturier de l'Est et le secteur rural de l'Ouest, permettant ainsi une augmentation de la demande des biens manufacturiers et donc une économie vigoureuse au Québec et en Ontario ¹²⁴. À partir de 1896, le nombre d'immigrants provenant des États-Unis et d'outre-mer augmenta rapidement, ce qui incita le gouvernement à mettre en place une nouvelle loi sur l'immigration. Cette loi fut appliquée en 1910 et généra plusieurs mesures ayant pour but d'encadrer la sélection des nouveaux arrivants. Elle donna au gouvernement les pleins pouvoirs afin de sélectionner les immigrants selon des critères très larges : la race, la classe sociale, le métier et le caractère ¹²⁵. Cette législation permettait au gouvernement d'atteindre deux objectifs. Premièrement, elle donnait à l'État le pouvoir de contrôler l'influx total d'immigrants afin de respecter ses objectifs économiques à court terme. Ensuite, par ses dispositions discriminatoires, elle permettait de contrôler la composition de l'influx migratoire afin de ménager certaines sensibilités de la population ¹²⁶. Les sensibilités en question étaient liées à l'impopularité de certaines ethnies, mais aussi aux faibles salaires exigés par certains groupes basés sur leur provenance. Les travailleurs provenant de pays tels que la Chine acceptaient de travailler pour des salaires en deçà des

¹²³ Green, « The Goals of Canada's Immigration Policy: A Historical Perspective », p. 106.

¹²⁴ *Ibid.*

¹²⁵ *Ibid.*, p. 106-107.

¹²⁶ Nobuaki Suyama, « Canada's Immigration Policy and International Relations », *Peace Research* 27 no 2 (mai 1995), p. 23-31.

moyennes canadiennes, ce qui avait pour effet de tirer les rémunérations vers le bas et donc de déplaire aux travailleurs locaux. Précédant la loi de 1910, la discrimination envers les Chinois avait débuté dès 1885 avec l'implémentation d'une taxe d'entrée ¹²⁷. Mais c'est la mise en œuvre de la loi de 1910 qui marqua le début d'une politique d'immigration discriminatoire généralisée qui allait perdurer jusqu'en 1962.

De 1910 à 1962, le gouvernement canadien sélectionnait les immigrants basés sur les races et nationalités dites « préférées ». Les pays de provenance favorisés par le gouvernement incluaient au départ les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Irlande, Terre-Neuve, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du Sud ¹²⁸. La liste initiale, qui comportait uniquement des pays anglo-saxons, démontre que les critères de sélections étaient davantage basés sur des considérations ethnoculturelles que raciales. Cette notion de préférence fut élargie à quelques reprises avec les années, pour inclure certains pays d'Europe, mais les politiques discriminatoires envers les Asiatiques demeurèrent en place jusqu'au début des années 60 ¹²⁹. À ce moment, le gouvernement révoqua l'aspect discriminatoire de la loi et instaura une approche basée sur les qualités individuelles sans considération pour le pays d'origine ou la race.

4.1.2. La déportation des immigrants japonais

Pendant la Seconde guerre mondiale, suite aux attaques sur Pearl Harbor, la question des populations japonaises introduit la notion de sécurité militaire dans les débats sur l'immigration. Plusieurs politiciens, bureaucrates et militaires réclamèrent

¹²⁷ Librairie et Archives Canada, « The Early Chinese Canadians 1858-1947 ».

¹²⁸ Green, « The Goals of Canada's Immigration Policy: A Historical Perspective », p. 107-108.

¹²⁹ Xiao-Feng Liu et Glen Norcliffe, « Closed Windows, Open Doors : Geopolitics and Post-1949 Mainland Chinese Immigration to Canada », *Canadian Geographer* 40 no 4 (hiver 1996), p. 306-319.

l'internement des Nippo-Canadiens et justifiaient la nécessité de cette mesure par les menaces d'espionnage et de sabotage que ces derniers représentaient ¹³⁰. La décision du gouvernement canadien d'interner les Nippo-Canadiens au début de 1942 allait donner lieu à la plus grande opération de déportation de l'histoire du Canada. Au total, 23 000 personnes furent déplacées et internées jusqu'en 1949 et ce, même si trois quarts des déportés étaient des Canadiens naturalisés ¹³¹. La justification qui fut donnée pour expliquer cette opération était liée à des motifs de sécurité, mais la vérité était tout autre. La haine et la suspicion envers les citoyens d'origine japonaise, déjà présente avant la guerre, étaient telles, que les véritables ambitions de l'État étaient liées au maintien du soutien politique. En fait, au lieu d'augmenter les risques d'une attaque japonaise au Canada, l'attaque sur Pearl Harbor avait eu l'effet contraire. L'augmentation des défenses américaines dans le Pacifique réduisait les chances d'une attaque nipponne ¹³². Cet épisode, qui suivit l'attaque japonaise sur Pearl Harbor, tend donc à confirmer que pour la première partie du XXe siècle, les décisions de réduction de l'immigration étaient liées davantage à des considérations politiques que militaires. La question sécuritaire déterminante dans l'internement japonais n'aurait pas été celle d'une attaque nipponne, mais bien la possibilité de désordres sociaux liés aux sensibilités ethniques canadiennes

133 .

¹³⁰ Ann Gomer Sunahara, *The Politics of Racism: The Uprooting of Japanese Canadians During the Second World War* (Ottawa: Ann Gomer Sunahara, 2000), p 25-27

¹³¹ Linda Di Biase, « Japanese Canadian Internment », consulté le 1 avril 2013, <http://www.lib.washington.edu/subject/Canada/internment/intro.html>.

¹³² Sunahara, p 25-27

¹³³ Les résidents d'origine japonaise ne furent pas les seuls à être interné. Le Canada interna aussi des Allemands et des Italiens pendant la Seconde Guerre mondiale. Voir Daniel Robinson, « Planning for the "Most Serious Contingency" : Alien Internment, Arbitrary Detention, and the Canadian State 1938-39 », *Journal of Canadian Studies* 28 no 2 (été 1993), p. 5-20 et Minko Sotiron, « Internment in Canada », *Canadian Literature* 179 (hiver 2003), p. 153-154.

4.1.3. Introduction d'un système basé sur les qualités individuelles

La période commençant au début des années 60 et se terminant au milieu des années 80 correspond à une modification des objectifs nationaux concernant l'immigration. Bien que les niveaux d'immigration de l'époque démontrent qu'elle continuait largement à être justifiée par des considérations de nature économique à court terme (croissance, chômage), les considérations politiques qui les sous-tendaient également étaient formulées de manière différente ¹³⁴. En plus des justifications d'ordre économique s'ajoutait, à partir de cette époque, une nouvelle forme de légitimation de l'immigration liée à des intérêts de politique étrangère ¹³⁵. Ce virage est d'ailleurs cohérent avec plusieurs thèmes des politiques étrangères de l'époque, sous Lester B. Pearson puis Pierre E. Trudeau, qui favorisaient l'accumulation d'influences sur la scène internationale (puissance douce) à travers les organisations multilatérales.

La nouvelle approche du gouvernement canadien envers l'immigration commença à être implémentée dans les années 60 par l'instauration d'un système de pointage afin d'assister la sélection des migrants. Ensuite, dans les années 70, les préoccupations humanitaires et la réunification des familles prirent davantage d'importance ¹³⁶. Puis, l'adoption de la Charte canadienne des droits et libertés en 1982 eut de fortes conséquences. En effet, le jugement de la Cour suprême du Canada dans « l'affaire Singh » confirmait en 1985 que les dispositions de la Charte ne s'appliquent pas seulement aux citoyens canadiens, mais qu'elles s'étendent aussi aux migrants qui

¹³⁴ Green, « The Goals of Canada's Immigration Policy: A Historical Perspective », p. 116-120.

¹³⁵ Kim Richard Nossal, « Right and Wrong in Foreign Policy 40 Years On », *International Journal* 62 no 2 (printemps 2007), p. 276.

¹³⁶ Green, « The Goals of Canada's Immigration Policy: A Historical Perspective », p. 116-120.

demandent le statut de réfugié ¹³⁷. Voici comment M. John Manion, sous-ministre au département de l'immigration de 1977 à 1979, décrit les conséquences de ces deux législations devant un comité du Sénat en 2001 :

« I was concerned about the potential implications of the Charter on immigration when it was being drafted. I was assured by the then Deputy Minister of Justice that the Charter did not extend to those without legal residency rights in Canada. Then came the Singh case [...] that judgment was a disaster ¹³⁸».

Cette déclaration atteste de la prise de conscience, dans certains milieux politiques, au sujet du fait que l'application de la Charte des droits et libertés pouvait réduire le contrôle sur l'immigration et comporter des menaces pour la souveraineté et la sécurité du Canada ¹³⁹.

4.1.4. Triomphe des considérations démographico-économiques

Le Canada est le deuxième pays au monde en termes de superficie ¹⁴⁰. Pourtant, sa minuscule densité de population de 3.7 habitants par kilomètres carrés, en fait l'un des pays les moins densément peuplés au monde ¹⁴¹. Ce n'est donc pas une surprise qu'il existe depuis longtemps au Canada un débat au sujet du recours à l'immigration à des fins

¹³⁷ Sept immigrants indiens de confession Sikh avaient poursuivi le gouvernement canadien en 1977 après s'être refusé le statut de réfugié. Malgré un jugement initial défavorable rendu en 1980, la décision fut subséquemment renversée en appel (1985) basée sur l'application de la Charte. Nations-Unis. Haut-Commissariat pour les réfugiés, « Les réfugiés : une perspective canadienne », consulté le 16 mars 2013, <http://www.unhcr.ca/documents/teachersguide-f.pdf>.

¹³⁸ Comité sénatorial permanent des Affaires sociales, des sciences et de la technologie, « Fascicule 28 – Témoignages », consulté le 16 mars 2013, http://www.parl.gc.ca/Content/SEN/Committee/371/soci/28ev-f.htm?comm_id=47&Language=E&Parl=37&Ses=1.

¹³⁹ Comité sénatorial permanent des Affaires sociales, des sciences et de la technologie, « Fascicule 28 – Témoignages ».

¹⁴⁰ CIA World Factbook, « Canada », consulté le 20 avril 2013, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ca.html>.

¹⁴¹ Statistiques Canada, « Population and Dwellings Count », consulté le 20 avril 2013, www12.statcan.gc.ca.

de peuplement ¹⁴². Pourtant, malgré le vaste territoire canadien faiblement peuplé, les considérations à court terme liées à l'économie ont jusqu'à récemment prévalu. Il fallut attendre jusqu'au milieu des années 1980 pour que le gouvernement canadien abandonne le modèle migratoire orienté vers l'atteinte d'objectifs à court terme (croissance économique, chômage) au profit de considération à long terme (stabilité démographique) (figure 4.2).

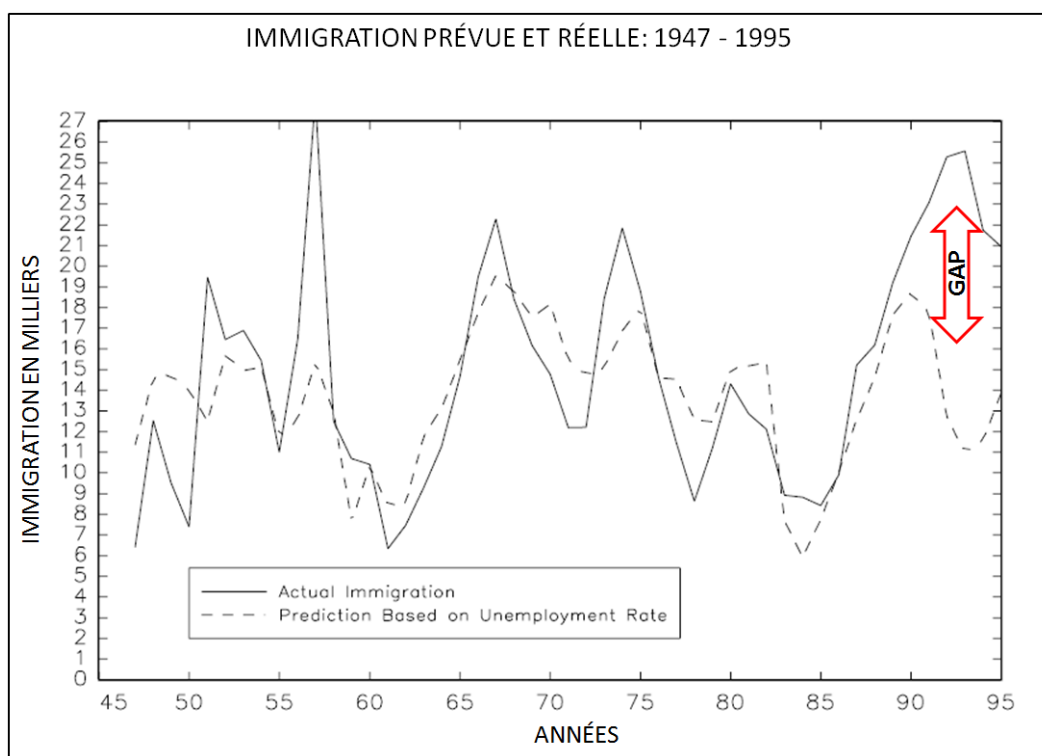


Figure 4.2 – Immigration prévue et réelle : 1947 - 1995

Source : Green, Alan G et David Green. « The Goals of Canada's Immigration Policy: A Historical Perspective », extrait de *Canadian Journal of Urban Research* 13, n° 1 (été 2004), p. 102-139, <http://www.proquest.com>.

Cette période correspond aussi avec le délaissement de la notion de capacité

d'absorption de la société canadienne ¹⁴³. Conséquemment, à partir de 1986, le nombre

¹⁴² David Corbett, « Immigration and Canadian Politics », *International Journal* 6 no 3 (été 1951), p. 207.

¹⁴³ Plusieurs arguments au sujet de la capacité d'absorption du Canada sont présentés dans l'article suivant: Martin Collacott, « Time to Debunk Immigration Myths : Greater Thought Should be Given to How Many People Canada Can Absorb » *National Post*, 15 janvier 2000.

d'immigrants commença à augmenter rapidement. Les taux d'immigration annuels passèrent de 83 402 en 1985 à 152 098 en 1987 puis ils continuèrent à grimper avant de se stabiliser à près de 250 000 en 1993. Ils sont pratiquement inchangés depuis (figure 4.3) ¹⁴⁴.

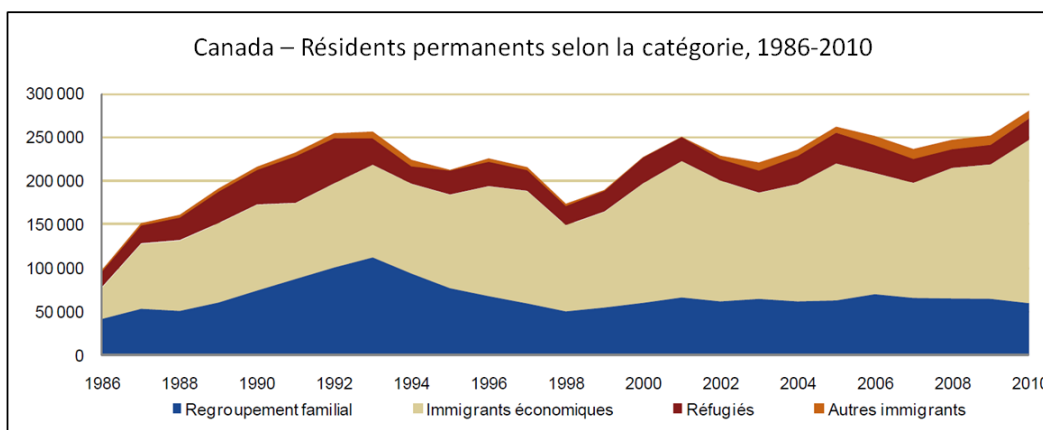


Figure 4.3 – Résidents permanents selon la catégorie, 1986-2010

Source : Canada, Citoyenneté et Immigration Canada, *Aperçu de l'immigration – Résidents permanents et temporaires* (Ottawa : Groupe Communication Canada, 2010). p. 4

Publiquement, ce virage fut supporté au milieu des années 80 par un discours politique lié aux besoins démographiques canadiens. En effet, le taux de natalité avait commencé à chuter au début des années 60 pour se stabiliser vingt ans plus tard bien en deçà du seuil de renouvellement des générations (figure 4.3). Ce taux déterminant qui assure la stabilité démographique se situe à 2.1 enfants par femme pour les pays développés alors que le taux canadien se situait à 1.7 en 2009 ¹⁴⁵. En addition aux considérations démographiques, la nouvelle orientation canadienne en matière d'immigration continua à être justifiée par l'accomplissement d'objectifs humanitaires liés à des engagements multilatéraux.

¹⁴⁴ Green, « The Goals of Canada's Immigration Policy: A Historical Perspective », p. 120-125.

¹⁴⁵ Ministère du Développement durable, de l'environnement, de la Faune et des Parcs, « Indice synthétique de fécondité », consulté le 6 avril 2013, www.stat.gouv.qc.ca et Ressources humaines et Développement des compétences Canada, « Canadiens en contexte – Taille et croissance de la population », consulté le 6 avril 2013, www4.rhdcc.gc.ca.

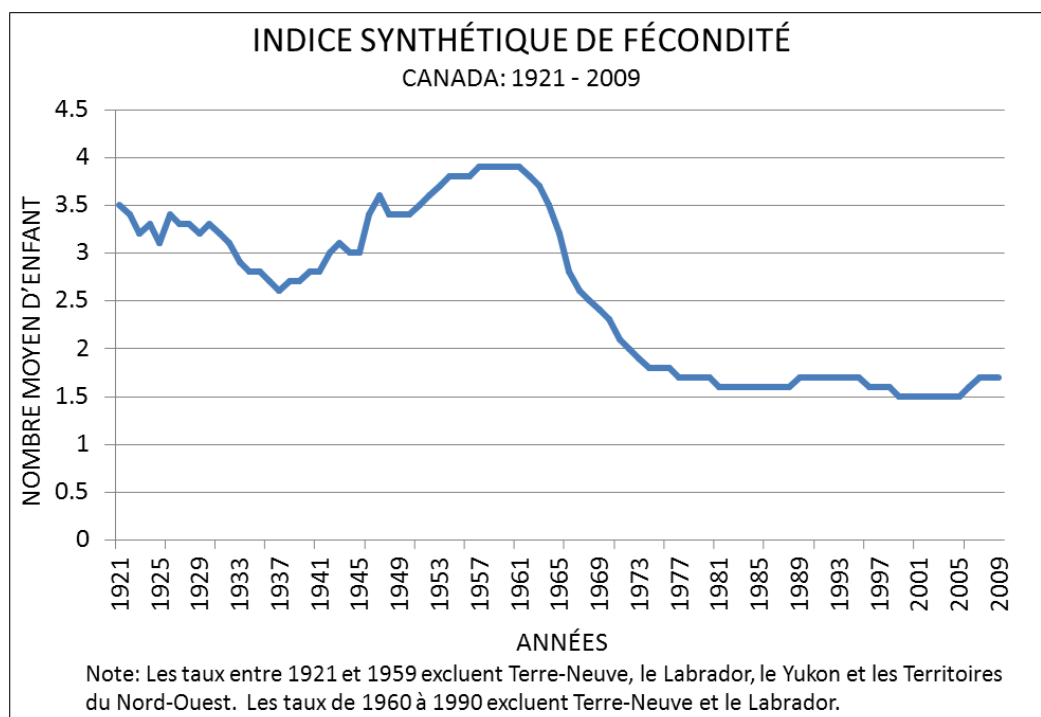


Figure 4.4 –Tendances historiques de la fécondité canadienne

Source : Canada, Ressources humaines et Développement des compétences Canada, « Canadiens en contexte – Taille et croissance de la population », consulté le 6 avril 2013, www4.rhdcc.gc.ca.

En plus des taux élevés d'immigration *permanente* exposés à la figure 4.3, s'ajoutent des niveaux encore plus grands d'immigration *temporaire*. Le Canada attire depuis plusieurs années un grand nombre d'étudiants étrangers, de travailleurs provisoires, de demandeurs d'asiles et certains autres cas d'ordres humanitaires. Les immigrants temporaires séjournent en moyenne plusieurs années au Canada et des dizaines de milliers d'entre eux deviennent des immigrants permanents chaque année. Pour l'année 2010, la combinaison des deux types d'immigrants (permanents et temporaires) atteignait 664 610, ce qui équivaut à tout près de 2% de la population du Canada (figure 4.4).

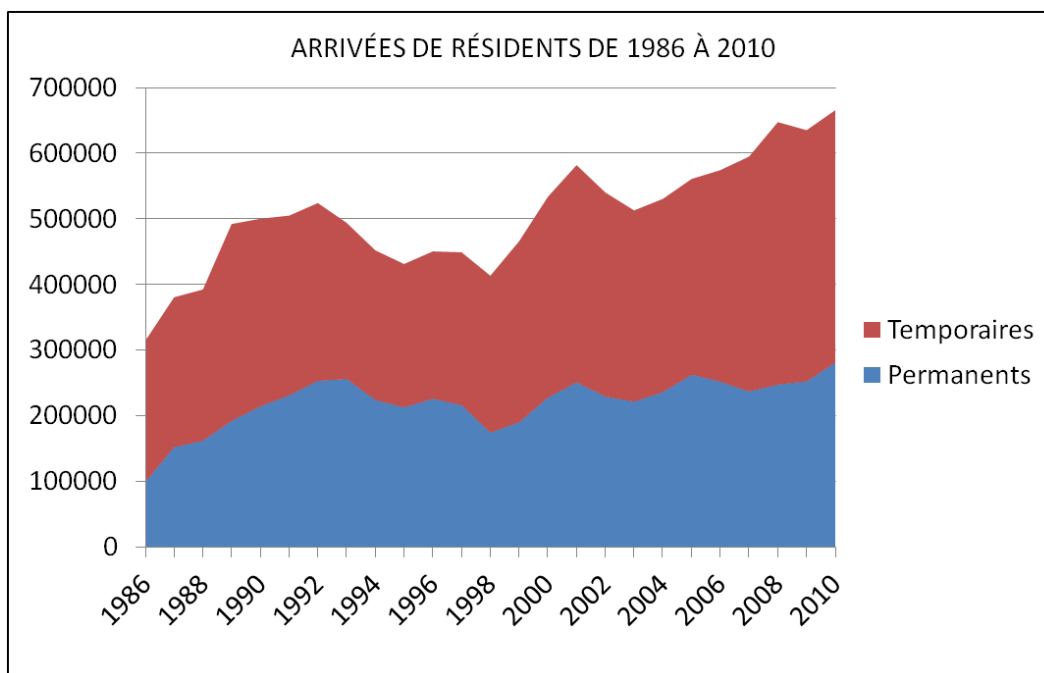


Figure 4.5 – Arrivées de résidents de 1986 à 2010

Source : Canada, Citoyenneté et Immigration Canada, *Aperçu de l'immigration – Résidents permanents et temporaires* (Ottawa : Groupe Communication Canada, 2010).

Ces taux élevés d'immigration changent rapidement le paysage démographique canadien. Si l'on cumule les immigrations annuelles pour la période qui débute en 1986, en faisant abstraction des décès, natalités et sorties du pays, les migrants totalisent près de 6.5 millions ou 19.35% de la population du Canada (figure 4.6). Au rythme actuel, ce total aura pratiquement doublé d'ici 2035 pour atteindre plus de 12 millions d'immigrants.

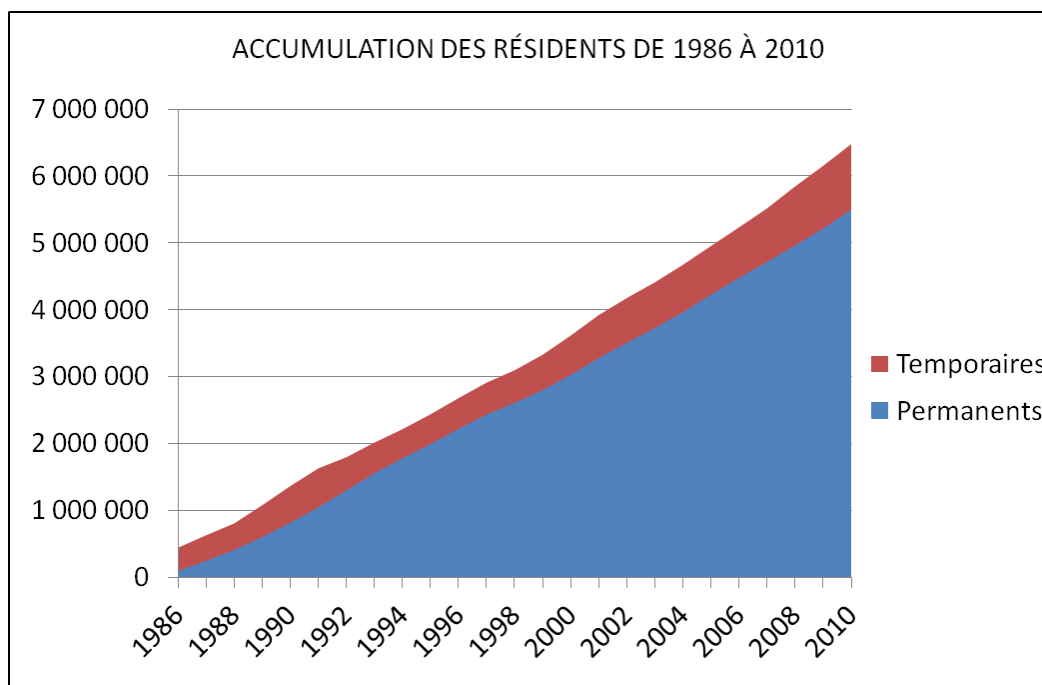


Figure 4.6 – Accumulation du nombre de résidents étrangers de 1986 à 2010

Source : Canada, Citoyenneté et Immigration Canada, *Aperçu de l'immigration – Résidents permanents et temporaires* (Ottawa : Groupe Communication Canada, 2010).

4.1.5. Impact des attaques du 11 septembre 2001

Tout comme l'attaque japonaise sur Pearl Harbor soixante ans plus tôt, les attaques terroristes du 11 septembre 2001 sur les tours du World Trade Center réintroduisirent le thème de la sécurité dans les débats sur l'immigration. Face à des allégations américaines que les terroristes avaient traversé la frontière en provenance du Canada, plusieurs Canadiens réclamèrent des mesures de contrôle migratoire plus strictes¹⁴⁶. Malgré la présence d'une polémique publique sur le sujet, la question généra peu de débats politiques au Canada. La grande majorité des parlementaires adoptèrent la position que les mesures de sécurité à la frontière devaient être revues, mais pas l'immigration¹⁴⁷. En conséquence, suite aux événements du 11 septembre, le gouvernement canadien introduit

¹⁴⁶ Howard Adelman, « Canadian Borders and Immigration Post 9/11 » *The International Migration Review* 36 no 1 (printemps 2002), p. 15.

¹⁴⁷ *Ibid*, p. 16.

des législations augmentant ses pouvoirs en matière de sécurité, mais les politiques de l'État en matière d'immigration demeurèrent inchangées. Cette approche du gouvernement est démontrée par une comparaison des taux d'immigration pour les années 2000 et 2002 qui sont identiques. De plus, l'étude des pays d'origine des immigrants suite aux attentats prouve qu'il n'y eut aucune mesure discriminatoire mise en place¹⁴⁸. Au bout du compte, les débats qui eurent lieu au sud de la frontière furent davantage déterminants pour les politiques canadiennes que ceux qui furent conduits au Canada. Les longues files d'attente à la frontière canado-américaine incitèrent le gouvernement canadien à collaborer avec les instances américaines. En décembre 2001, seulement trois mois après les attentats, les gouvernements des deux pays signaient une entente au sujet de l'établissement d'une « frontière intelligente », une mesure visant à maintenir le commerce entre les deux pays tout en augmentant le niveau de sécurité¹⁴⁹. De plus, les deux pays augmentèrent le nombre de gardes frontaliers, les gardes canadiens passant de 300 à 900 (comparativement à 8000 gardes américains à la frontière du Mexique!)¹⁵⁰.

Les politiques du gouvernement canadien suivant les événements du 11 septembre démontrent que le développement économique à long terme est demeuré la priorité en ce qui concerne l'immigration. Certes, quelques mesures liées à la sécurité furent prises suite aux attentats, mais celles-ci furent motivées par l'intérêt de préserver une forte relation commerciale avec les États-Unis. Le volume et la nature constante de

¹⁴⁸ Citoyenneté et Immigration Canada, *Aperçu de l'immigration – Résidents permanents et temporaires* (Ottawa : Groupe Communication Canada, 2012), p. 27-29.

¹⁴⁹ The White House, « U.S. – Canada Smart Border/30 Point Action Plan Update », consulté le 21 avril 2013, georgewbush-whitehouse.archives.gov.

¹⁵⁰ Adelman, « Canadian Borders and Immigration Post 9/11 », p. 19-24.

l'immigration canadienne avant et après les attentats du 11 septembre démontrent à quel point elle est perçue comme étant une composante fondamentale de la prospérité économique du Canada.

4.1.6. Sommaire

L'étude de l'histoire du développement de l'immigration canadienne démontre qu'elle est avant tout un dispositif qui sert la puissance économique de l'État. Établies principalement sur des considérations économiques à court terme de ses débuts jusqu'au milieu des années 80, les politiques d'immigration canadienne ont ensuite emprunté un virage idéologique pour favoriser une approche économique à long terme visant à enrayer le déclin démographique. En plus de sa raison d'être économique, l'immigration favorise l'accumulation de puissance douce. En respectant ses engagements multilatéraux en ce qui concerne l'accueil de réfugiés et en adoptant une approche d'ouverture face à l'immigration, les « valeurs » canadiennes rayonnent au-delà des frontières. Ceci a pour conséquence d'augmenter le prestige et l'influence internationale du Canada.

Si l'on considère que les trois composantes de la puissance d'un État sont ses capacités sécuritaires, ses capacités économiques et son rayonnement international, l'immigration canadienne semble servir les deux dernières composantes au détriment de la première. L'étude des faits entourant les développements de l'immigration depuis les années 80, et particulièrement la réaction du pays aux événements du 11 septembre, démontre que le Canada est disposé à faire plusieurs compromis en matière de sécurité afin de soutirer les avantages de l'immigration. Si les politiques du Canada en matière d'immigration sont un indicateur de la culture stratégique canadienne, celle-ci favorise clairement l'économie et la puissance douce au détriment des considérations sécuritaires.

4.2. Avantages de l'immigration chinoise pour le Canada

Après avoir étudié les motivations de la politique d'immigration canadienne à travers les années, il semble pertinent d'étudier un aspect plus distinctif de celle-ci. Cette étude plus poussée de l'immigration canadienne permettra de mieux définir le bilan de l'immigration pour l'État canadien, et par le fait même, de faire ressortir certains avantages et défis de la mondialisation pour le Canada. À cette fin, la prochaine section du travail analysera les avantages et les inconvénients de l'immigration provenant d'un pays de plus en plus important sur la scène internationale : la Chine. L'étude de l'immigration chinoise permettra de constater qu'elle comporte des traits généraux assimilables à l'ensemble de l'immigration canadienne, mais aussi des spécificités liées à sa nature et sa provenance. Le bilan de l'immigration chinoise pour le Canada sera complété en deux parties. Premièrement, les avantages de celle-ci en matière de puissance économique et douce seront traités. Ensuite, seront analysés les défis générés par l'immigration chinoise en matière d'influence, de puissance économique et pour l'ensemble des relations internationales canadiennes.

4.2.1. Puissance économique

Croissance

Le premier avantage de l'immigration chinoise est lié au développement économique local. L'arrivée de travailleurs chinois au pays offre plusieurs opportunités à cet égard. D'abord, pendant les périodes de croissance économique, l'afflux de

travailleurs immigrants permet aux entrepreneurs canadiens d'être plus productifs ¹⁵¹. Ensuite, l'apport des nouveaux arrivants chinois, prêts à intégrer le marché du travail, évite aux entreprises de s'engager dans une compétition salariale visant à attirer la main-d'œuvre ¹⁵². Ce type de rivalité aurait pour effet d'augmenter les coûts de production au Canada et donc de réduire la compétitivité canadienne dans l'économie globale.

En plus de permettre de meilleurs niveaux de production, les immigrants chinois favorisent le développement économique en stimulant l'emploi, la demande pour les produits canadiens et en augmentant la valeur des biens immobiliers ¹⁵³. Il est indéniable que l'influx de grands nombres d'immigrants dans les centres urbains tels que Toronto et Vancouver a favorisé la demande immobilière et donc l'augmentation de la valeur des logements ¹⁵⁴. En ne considérant seulement que les avantages liés au secteur immobilier, cette augmentation de la demande a stimulé l'emploi dans le domaine de la construction ainsi que la consommation de produits de construction canadiens ¹⁵⁵. Mais il est évident que plusieurs autres secteurs économiques (industrie alimentaire, tourisme, finances et autres services) ont aussi profité de l'arrivée des immigrants chinois ¹⁵⁶.

La performance économique du Canada, soutenue en partie par l'afflux d'immigrants, provoque plusieurs *effets d'entraînement*. D'abord, elle vient stimuler les

¹⁵¹ Anonyme, « Reaping the Economic Benefits of Immigration » *OECD Economic Surveys* (janvier 2008), p. 125-126.

¹⁵² Dominique Gross, « Temporary Foreign Workers in Canada : Does a Policy with Short-Term Purpose Have a Long-Term Impact on Unemployment ? », *Canadian Issues* (printemps 2010), p. 107.

¹⁵³ Richard B. Freeman, « People Flows in Globalization », *Journal of Economics Perspectives* 20 no 2 (printemps 2006), p. 155-156.

¹⁵⁴ Xavier Leloup, Phillipe Apparicio et Fahimeh Delavar Esfahani, « Ethnicity and Homeownership in Montréal, Toronto and Vancouver », *Journal of International Migration and Integration* 12 no 4, (novembre 2011), p. 436-437.

¹⁵⁵ John Deverell, « Immigration a Boon to Housing Market », *Toronto Star*, 19 septembre 2009.

¹⁵⁶ Joe Friesen, « How Immigrants Affect the Economy : Weighing the Benefits and Costs », *Globe and Mail*, 9 mai 2012.

investissements au pays en attirant les fonds étrangers qui désirent profiter de la croissance canadienne. De 2005 à 2008, alors que l'économie canadienne connaissait une forte croissance, les investissements étrangers ont subi une augmentation de près de 300% ¹⁵⁷. Ces investissements ont en retour augmenté la valeur de l'économie canadienne, stimulé l'emploi et contribué à la disponibilité de capital nécessaire à la réalisation de projets ¹⁵⁸. Mais les investissements étrangers ne sont pas seulement favorisés par la performance économique du Canada, l'immigration encourage aussi la participation étrangère à l'économie ¹⁵⁹.

Compréhension mutuelle et rapprochement diplomatique

La présence d'un grand nombre de Sino-Canadiens au pays favorise la compréhension entre le Canada et la Chine. Les Canadiens sont maintenant plus familiers avec la culture chinoise et voient généralement d'un bon œil l'interaction de leur gouvernement et institution avec la Chine ¹⁶⁰. Un sondage commandité par la fondation Asie Pacifique du Canada concluait en 2012 que 63% des Canadiens jugent que les économies asiatiques sont vitales à l'économie canadienne ¹⁶¹. Tel qu'avancé d'abord par Kant et rappelé ensuite par Susan Strange, les pays qui échangent entre eux entretiennent habituellement des relations amicales : « Historically, trade has tended to flourish

¹⁵⁷ OCDE, « Panorama des statistiques de l'OCDE », consulté le 10 avril 2013, www.oecd.org/fr/sites/panoramadesstatistiquesdelocde.

¹⁵⁸ Sauwaluck Koojaroenprasit, « The Impact of Foreign Direct Investment on Economic Growth », *International Journal of Business and Social Science* 3, no 21 (novembre 2012), p. 16.

¹⁵⁹ Eric Weinstein, « Migration for the Benefits of All: Towards a New Paradigm for Economic Immigration », *International Labour Review* 141 no 3 (2002), p. 225 et Kiriya Kulkolkarn, « The Impact of Immigration on Labor Market Outcomes and Foreign Direct Investment » (mémoire de doctorat, University of Wisconsin-Madison, 2007), p. 74.

¹⁶⁰ Pour une démonstration britannique de ce concept, voir: Mark Leonard et Andrew Small, « British Public Diplomacy in the "Age of Schisms" », consulté le 21 avril 2013, fpc.org.uk/fsblob/407.pdf.

¹⁶¹ Fondation Asie-Pacifique du Canada, « 2012 National Opinion Poll : Canadian Views on Asia », consulté le 13 avril 2013, <http://www.asiapacific.ca/surveys/national-opinion-polls>.

between friendly and politically related countries ¹⁶²». On peut donc affirmer qu'en favorisant la compréhension mutuelle, et donc les échanges avec la Chine, la présence de 1.3 million de Sino-Canadiens permet au Canada de profiter d'importantes opportunités économiques ¹⁶³.

Avec sa population qui dépasse 1.3 milliard et ses besoins matériels grandissants, la Chine offre d'énormes possibilités pour le Canada ¹⁶⁴. L'envol que connaît la Chine depuis les années 80 est si vigoureux que l'économie chinoise surpassera celle des États-Unis d'ici 2017 (figure 4.7).

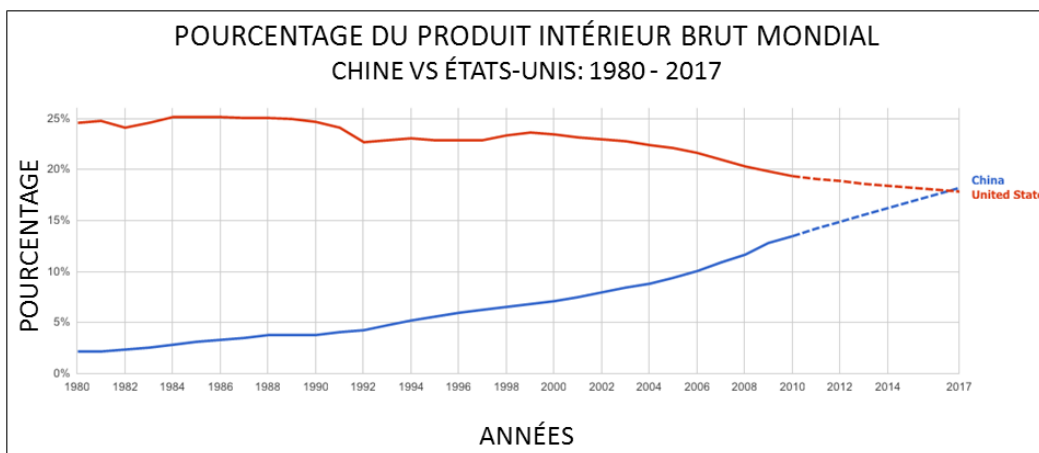


Figure 4.7 – Pourcentage du PIB mondial, Chine vs États-Unis : 1980-2017

Source : Fonds monétaire international, « World Economic and Financial Surveys », consulté le 6 avril 2013, www.imf.org.

Bien que les dirigeants canadiens aient reconnu l'immense potentiel de l'ouverture de l'économie canadienne aux marchés chinois, le Canada tire de l'arrière en matière d'exportation vers la Chine ¹⁶⁵. À l'inverse, l'importation de biens chinois profite déjà au

¹⁶² Strange, « The Bondage of Liberal Economics », p. 25-38 et Micheal W. Doyle, « Kant, Liberal Legacies, and Foreign Affairs », *Philosophy and Public Affairs* 12 no 3 (été 1983), p. 213.

¹⁶³ Statistiques Canada, « 2006 Census Data Products », consulté le 21 avril 2013, www12.statcan.ca/census-recensement/2006/dp-pd/index-eng.cfm.

¹⁶⁴ Programme des Nations-unies pour le développement, « Indicateurs internationaux de développement humain », consulté le 6 avril 2013, hdr.undp.org/fr/statistiques.

¹⁶⁵ Charles Burton, « A Reassessment of Canada's Interests in China and Options for Renewal of Canada's China Policy », Canadian International Council (février 2009), p. 1.

Canada en donnant accès aux Canadiens à des biens à moindres coûts ¹⁶⁶. Théoriquement, une accélération des échanges commerciaux avec la Chine avantagerait la puissance économique du Canada puisqu'elle résulterait en une productivité canadienne accrue ¹⁶⁷.

Un autre secteur qui représente bien tout le potentiel de la Chine pour le Canada est celui des produits pétroliers. Le Canada possède les troisièmes plus grandes réserves mondiales confirmées de pétrole ¹⁶⁸. Jusqu'à récemment largement inaccessibles à l'exploitation à cause de problèmes de coûts et d'accessibilité, de récents changements climatiques et économiques changent fortement les perspectives. La montée des prix du pétrole dans les dernières années a rendu possible l'exploitation d'une bonne partie du pétrole canadien ¹⁶⁹. De plus, la fonte des glaces dans l'Arctique permet d'espérer que les réserves pétrolières y seront aussi bientôt accessibles ¹⁷⁰. Ces élargissements des réserves pétrolières exploitables permettent d'espérer une forte augmentation des revenus pétroliers canadiens. Ainsi, afin d'atteindre son potentiel économique, le Canada se doit de faire équipe avec des partenaires qui ont un besoin stable pour son pétrole. Les États-Unis constituaient jusqu'à récemment l'option la plus logique d'écoulement des stocks, mais ceux-ci pourraient être autosuffisants en pétrole dès 2030 ¹⁷¹. La Chine avec ses besoins énergétiques grandissants représente une excellente alternative qui permettra au

¹⁶⁶ Éditorial, *The Vancouver Sun*, 20 avril 1999.

¹⁶⁷ Roy, « Ricardo's Theory of Economic Development and its Relevance to Modern Economic Analysis », p. 230-232.

¹⁶⁸ U.S. Energy Information Administration, « Countries Overview », consulté le 8 avril 2013, www.eia.gov/countries/index.cfm?view=reserves.

¹⁶⁹ Martin J. Pasqualetti, « The Alberta Oil Sands From Both Sides of the Border », *Geographical Review*, 99 no 2 (avril 2009), p. 248.

¹⁷⁰ Ashleigh Marie Cirilla, « Can the Lessons Learned from Deepwater Horizon Serve as Incentive to Protect the Arctic Marine Environment? » (mémoire de maîtrise, George Washington University, 2011), p. 4-7

¹⁷¹ Peter Tertzakian, « Canada Must Prepare for U.S. Oil Self-Sufficiency », *Globe and Mail*, 19 septembre 2012.

Canada de développer son plein potentiel économique ¹⁷². Au-delà des avantages liés au secteur pétrolier, un élargissement des rapports avec la Chine favorise le besoin criant de diversification de l'économie canadienne, pour qui les échanges avec les États-Unis représentent près de 74% de la valeur de tous les échanges commerciaux ¹⁷³.

Gains de cerveaux

L'immigration chinoise apporte au Canada des bénéfices économiques liés à la valeur des individus qui la compose. D'abord, pour ce qui concerne l'immigration permanente, les migrants provenant de la Chine possèdent un niveau d'éducation plus élevé, en moyenne, que les autres sources d'immigration. De 1999 à 2001, près de 50% des immigrants chinois détenaient un diplôme universitaire tandis que la moyenne de toute l'immigration canadienne ne dépassait pas 35% ¹⁷⁴. Cette arrivée d'immigrants éduqués constitue toute une aubaine pour le Canada. En 2001, le Canada épargnait plus de trois milliards en frais d'éducation en conséquence de l'ensemble de l'immigration diplômée, dont 714 millions résultaient de l'arrivée de diplômés chinois ¹⁷⁵. En plus d'épargner des coûts, les universitaires chinois contribuent à l'économie canadienne en offrant des attributs grandement en demande : « Between 1989 and 1998, knowledge-based occupations gained 780,000 workers, while employment in most non-knowledge-

¹⁷² Michal Meidan, « La Chine à la conquête des marchés énergétiques mondiaux », *Hérodote* 2 no 125, p. 77-79.

¹⁷³ Affaires étrangères et Commerce international Canada, « Le commerce international du Canada : Le point sur le commerce et l'investissement – 2012 », consulté le 21 avril 2012, <http://international.gc.ca>.

¹⁷⁴ Peter S. Li, « Immigration from China to Canada in the Age of Globalization: Issues of Brain Gain and Brain Loss », *Pacific Affairs* 81 no 2 (été 2008), p. 223 – 228.

¹⁷⁵ *Ibid*, p. 226 – 227.

based occupations declined ¹⁷⁶». En somme, l'immigration permanente de Chinois permet au Canada de faire des gains considérables en matière de puissance économique.

En plus de bénéficier d'avantages liés à l'immigration permanente, le Canada profite de l'afflux de résidents temporaires chinois ¹⁷⁷. Les Chinois ne forment pas une grande proportion des travailleurs provisoires, mais ils constituent la plus grande source d'étudiants étrangers (figure 4.8).

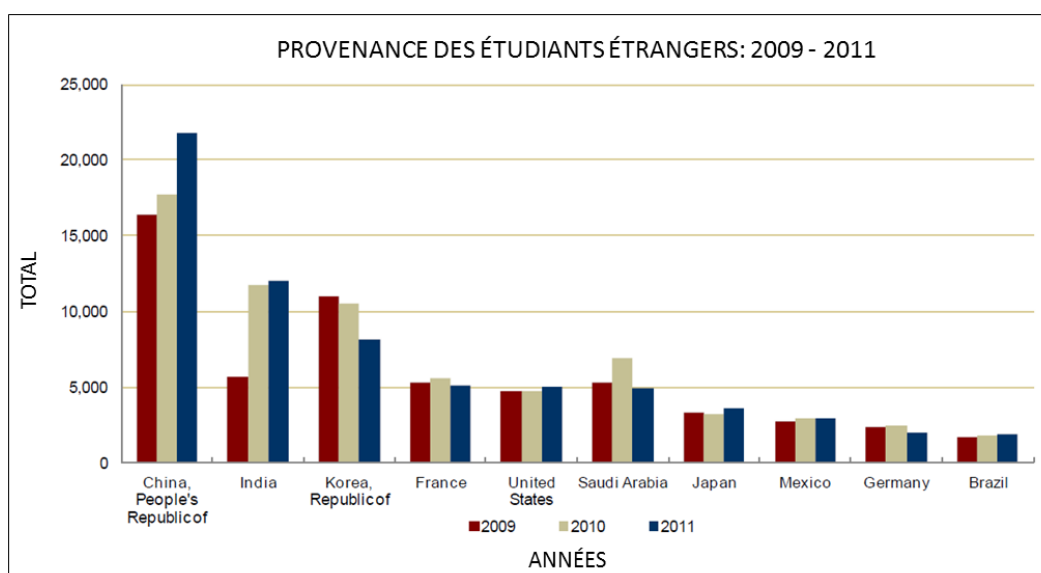


Figure 4.8 – Provenance des étudiants étrangers

Source : Canada, Citoyenneté et Immigration Canada, *Aperçu de l'immigration – Résidents permanents et temporaires* (Ottawa : Groupe Communication Canada, 2010), p. 61.

Un rapport commandé par le ministère des Affaires étrangères et Commerce international Canada concluait récemment que les étudiants étrangers arrivés en 2008 avaient injecté \$6.5 milliards à l'économie canadienne ¹⁷⁸. De ce total, \$1.3 milliard provenaient des étudiants chinois dont l'apport se situe loin devant la Corée du Sud (\$847 millions) puis

¹⁷⁶John Zhao, « Brain Drain and Brain Gain : The Migration of Knowledge Workers », *Education Quarterly Review* 6 no 3 (2000), p. 9.

¹⁷⁷Gordon Nixon et Dominic D'Alessandro, « Skilled Immigrants are the Key to Business Success », *Globe and Mail*, 20 septembre 2009.

¹⁷⁸Affaires étrangères et Commerce international Canada, « Impact économique du secteur de l'éducation internationale pour le Canada », consulté le 9 avril 2013, www.international.gc.ca/education/impact.aspx?lang=fra.

les États-Unis (\$349 millions)¹⁷⁹. L'apport économique total des étudiants d'outremer a ainsi surpassé la valeur des exportations canadiennes de charbon (\$6.1 milliards) et de bois conifères (\$5.1 milliards), en plus de générer d'importants revenus gouvernementaux ainsi que des milliers d'emplois¹⁸⁰.

En considérant les multiples avantages économiques de l'immigration, il est raisonnable d'affirmer que l'arrivée d'un grand nombre d'immigrants au Canada depuis 1986 a directement contribué à l'excellente performance économique canadienne. D'ailleurs, l'augmentation de plus de 300% du PIB canadien depuis le milieu des années 80 n'aurait pas été possible si l'arrivée d'un grand nombre d'immigrants n'avait pas été avantageuse pour l'économie (figure 4.9).

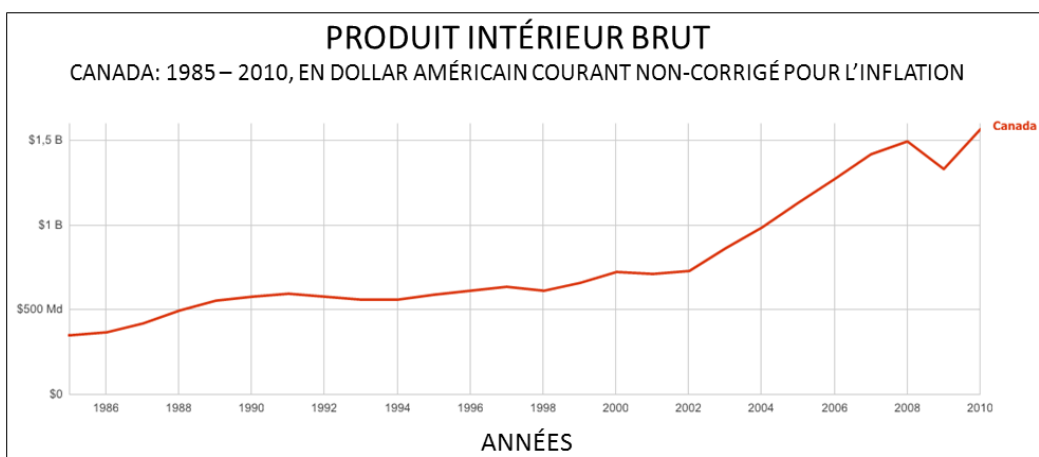


Figure 4.9 – Le produit intérieur brut du Canada a triplé de 1985 à 2010

Source : Banque mondiale, « Indicateurs de développement dans le monde », consulté le 6 avril 2013, www.donnees.banquemondiale.org.

4.2.2. Influence et puissance douce

La Chine est une grande puissance confirmée sur la scène internationale dont l'importance ne cesse de croître. Bien que sa stature militaire ne soit en rien comparable

¹⁷⁹ *Ibid.*

¹⁸⁰ *Ibid.*

avec celle des États-Unis, elle fait compétition aux américains dans l'arène économique et possède une puissance douce en progression ¹⁸¹. En fait, l'influence de la Chine est maintenant telle, qu'aucun problème de nature globale ne peut être réglé sans sa collaboration ¹⁸². Les défis globaux que sont la stabilité des finances mondiales, la prolifération nucléaire et la cybercriminalité nécessiteront vraisemblablement l'intervention chinoise avant d'être résolus ¹⁸³.

À cause de la position actuelle et potentielle de la Chine sur l'échiquier mondial, une influence sur la Chine, aussi minime soit-elle, offre de grandes possibilités. L'ensemble des échanges et interdépendances qu'entretient le Canada avec la Chine, incluant l'immigration, contribue à l'influence du Canada.

L'aptitude à être influent sur la scène internationale sera capitale pour le Canada dans les années à venir. Des questions telles que le transport maritime et l'exploitation des ressources dans l'Arctique, enjeux essentiels au développement du Canada, seront déterminés de façon multilatérale. De plus, la question globale du réchauffement climatique, qui est étroitement liée à l'exploitation des sables bitumineux, restera sans doute à l'agenda. La résolution de ces deux questions à l'avantage du Canada dépendra en grande partie de son influence sur les grandes puissances du moment. À cet effet, un rapprochement avec la Chine semble tout à l'avantage de l'État canadien.

¹⁸¹ Charles Glaser, « Will China's Rise Lead to War? Why Realism Does Not Mean Pessimism », *Foreign Affairs* 90 no 2 (mars/avril 2011), p. 80-91.

¹⁸² Jinghao Zhou, « Does China's Rise Threaten The United States? », *Asian Perspective* 32 no 3(2008), p. 177.

¹⁸³ Joseph S Nye JR, « China's Rise Doesn't Mean War... », *Foreign Policy* 184 (janvier/février 2011), p. 66.

4.2.3. Sommaire

En accord avec les objectifs étatiques des politiques d'immigration du Canada, l'immigration chinoise offre plusieurs opportunités d'accumulation de puissance économique et douce. En plus d'offrir les mêmes avantages génériques qui sont offerts par les autres sources d'immigration, l'immigration chinoise offre plusieurs opportunités spécifiques. Notamment, les capacités économiques et l'influence grandissantes de la Chine, tant dans les forums régionaux que globaux, dénotent l'avantage d'un rapprochement pour le Canada . De plus, de par ses attributs qualitatifs et quantitatifs, l'immigration chinoise constitue un instrument qui sert concrètement les intérêts économiques du Canada.

4.3. Défis de l'immigration chinoise au Canada

La forte composante chinoise de l'immigration canadienne ne présente pas seulement des avantages pour l'État canadien. Certes, elle offre des possibilités réelles en matière de puissance douce et économique, mais elle constitue aussi l'ouverture d'un passage d'influence qui n'est pas sans risque.

4.3.1. Influence et puissance douce

Souveraineté

La présence au pays d'une population d'origine chinoise a des implications pour la souveraineté de l'État canadien. Cette dernière est modifiée parce que l'immigration chinoise change la constitution de l'électorat. Fortement concentrés dans les grands centres urbains tels que Toronto et Vancouver, les Sino-Canadiens exercent une importante influence politique sur les deux villes. De 2001 à 2010, Toronto accueillait

15.1% de toute l'immigration permanente canadienne et Vancouver 13.2%¹⁸⁴. De plus, au-delà de la moitié de la population torontoise est née à l'étranger et la ville compte plus de 280 000 Chinois pour un total de 11.4% de sa population¹⁸⁵. Vancouver, quant à elle, compte 39.6% de population née à l'étranger et est la deuxième ville canadienne, suivant Toronto, pour le volume d'immigration chinoise¹⁸⁶. Une telle représentation électorale de la communauté chinoise dans les deux métropoles canadiennes se doit d'avoir un impact sur les politiques municipales. D'ailleurs, on peut retracer la présence d'un fort activisme chinois à Vancouver dès le début du XXe siècle¹⁸⁷.

En plus d'exercer une influence sur les politiques de Toronto et de Vancouver, la forte présence de Sino-Canadiens dans les deux villes influence les politiques provinciales et fédérales. Au niveau provincial, la région de Toronto compte 37 sièges sur un total de 107 districts électoraux tandis que Vancouver compte 34 sièges sur un total de 85 districts électoraux en Colombie-Britannique¹⁸⁸. Au fédéral, Toronto détient 23 comtés sur 308 au pays tandis que Vancouver en possède 20¹⁸⁹. Cette forte représentation des deux métropoles canadiennes dans les systèmes électoraux provinciaux et fédéraux permet une influence considérable des Sino-Canadiens dans les affaires provinciales et fédérales. Le poids politique des Sino-Canadiens s'est fait sentir à

¹⁸⁴ Citoyenneté et Immigration Canada, *Aperçu de l'immigration – Résidents permanents et temporaires* (Ottawa : Groupe Communication Canada, 2011), p. 75.

¹⁸⁵ Ville de Toronto, « Toronto's Racial Diversity », consulté le 10 avril 2013, http://www.toronto.ca/toronto_facts/diversity.htm.

¹⁸⁶ Statistiques Canada, « Vancouver : Canada's Immigrant Gateway in the West », consulté le 10 avril 2013, www12.statcan.ca/census-recensement/2006.

¹⁸⁷ Edgar Wickberg, « Chinese and Canadian Influences on Chinese Politics in Vancouver, 1900-1947 », *BC Studies* no 45 (1980), p. 37-55.

¹⁸⁸ Elections Ontario, « Provincial Electoral Districts 2013 », consulté le 10 avril 2013, www.elections.on.ca et Elections BC, « Provincial Electoral Map », consulté le 10 avril 2013, www.elections.bc.ca.

¹⁸⁹ Elections Canada « Carte électorale du Canada », consulté le 10 avril 2013, www.elections.ca.

plusieurs reprises dans les politiques canadiennes. En plus d'avoir réussi à obtenir des excuses officielles du Premier ministre en 2006 au sujet de la taxe d'entrée, la communauté chinoise a incité le gouvernement à passer en 2007 une motion demandant au Japon de s'excuser à la Chine pour des exactions commises pendant la Seconde guerre mondiale ¹⁹⁰. L'influence des Sino-Canadiens fut à nouveau démontrée en en 2008, alors qu'une vague d'indignation pris forme face à la répression violente du mouvement contestataire tibétain par le gouvernement chinois. Alors que des Canadiens exigeaient l'exclusion de la Chine des Jeux olympiques de Vancouver. Un mouvement de contestation fut organisé par les partisans du régime chinois qui manifestèrent dans les rues de Toronto, Montréal et Ottawa, où des milliers de Sino-Canadiens se rassemblèrent ¹⁹¹. Les évènements récents de la politique canadienne témoignent du niveau d'organisation, mais aussi de l'influence et de l'activisme politique de la communauté sino-canadienne.

Si l'intégration des immigrants au Canada était une réussite, la forte représentation politique des populations d'origine chinoise n'aurait pas d'impact significatif. Cependant, plusieurs signes, tels que la langue parlée à la maison ainsi que le phénomène des enclaves ethniques, tendent à démontrer des défis d'intégration. Ainsi, plus de 28% des Torontois ne parlent pas une des deux langues officielles à la maison, mais près de 5% parlent soit le mandarin ou le cantonnais ¹⁹². À Vancouver, près de 30% parlent une autre langue que le français ou l'anglais à la maison et 13.4% parlent le mandarin ou le

¹⁹⁰ Kenny Zhang, « Flows of People and the Canada-China Relationship » *Canadian International Council - China Papers* no 10 (mai 2010), p. 28.

¹⁹¹ *Ibid*, p. 29-30.

¹⁹² Canada. Statistiques Canada, *Profil du recensement*, consulté le 1 avril 2013, <http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2011>.

cantonnais ¹⁹³. Ces statistiques sont particulièrement inquiétantes lorsque l'on considère les différences culturelles fondamentales qui séparent les sociétés canadiennes et chinoises ¹⁹⁴.

En plus d'un fort taux de rétention de leur langue d'origine, plusieurs signes démontrent que les résidents chinois maintiennent un fort attachement pour leur terre d'origine. Lors d'un sondage conduit dans la population d'origine chinoise de Vancouver avant les élections de 2008, 42% des répondants affirmaient que leur préoccupation première était les relations sino-canadiennes, loin devant les impôts sur le revenu (19%) et les soins de santé (16%) ¹⁹⁵. L'affection des Sino-Canadiens pour leur terre natale est aussi représentée par l'émergence d'une multitude de phénomènes transnationaux. Ainsi, plusieurs familles d'origine chinoise établies au Canada préfèrent envoyer leurs enfants en Chine afin de les faire élever par leur parenté. Une étude conduite en 2002 découvrait que 70% des femmes d'origine chinoise prévoyaient faire élever leurs enfants en Chine plutôt qu'au Canada ¹⁹⁶. Le lien des Sino-Canadiens envers leur pays d'origine est aussi visible dans le comportement des entrepreneurs d'origine chinoise : 42% de ceux-ci mènent leur affaire de façon transnationale ¹⁹⁷.

La forte relation maintenue par les résidents d'origine chinoise avec leur terre natale, combinée à l'influence de ceux-ci sur les affaires canadiennes représente un défi sécuritaire alors que le Canada fait face à d'importants choix stratégiques. La présence au

¹⁹³ *Ibid.*

¹⁹⁴ À titre d'exemple, la présence persistante de racisme en Chine est bien documentée, ayant provoquée des manifestations et des violences dans les années 70 et 80 : Ahuv de Chazal, « Analysing Modern China's Anti-Black Racism » (Sinological Research Project, University of London, 2010).

¹⁹⁵ Zhang, « Flows of People and the Canada-China Relationship », p. 29.

¹⁹⁶ *Ibid.*, p. 23.

¹⁹⁷ Wenhong Chen et Barry Wellman, « Doing Business at Home and Away: Policy Implications of Chinese-Canadian Entrepreneurship », Fondation Asie Pacifique du Canada (2007), p. 6.

Canada de ressources stratégiques telles que l'agriculture, le pétrole, les minerais et l'eau potable attire les convoitises étrangères. La prospérité économique future du Canada dépendra en grande partie de sa capacité à développer l'exploitation de ces ressources naturelles tout en évitant de compromettre sa sécurité.

La Chine, qui tente de maintenir son fulgurant taux de croissance économique, a des intérêts envers plusieurs des ressources canadiennes. Le plus connu de ces intérêts est sans contredit lié au pétrole. Selon certains observateurs, la Chine serait dans une féroce compétition stratégique avec les États-Unis afin de sécuriser leur approvisionnement en ressources pétrolières¹⁹⁸. Celle-ci chercherait à réduire sa dépendance envers le Moyen-Orient au profit d'autres sources d'approvisionnements. Ainsi, la Chine conduit des activités de prospection en Amérique du Sud et en Asie, livre bataille à son rival géostratégique en Afrique et lorgne maintenant le pétrole canadien¹⁹⁹. Le pétrole pour l'État chinois n'est pas seulement question de ressource, mais est perçu comme étant primordial à la stabilité du régime politique. Le Parti communiste au pouvoir est particulièrement inquiet par les problèmes sociaux qu'entraînerait une dégradation de l'économie²⁰⁰.

En plus de son fort intérêt envers le pétrole, la Chine est très agressive sur la scène internationale dans les marchés des minéraux et des produits de consommation courante²⁰¹. Bien que l'intérêt de la Chine dans ces secteurs soit davantage visible en Afrique, les Chinois sont aussi très actifs au Canada. D'ailleurs, 50% du minerai canadien est exporté

¹⁹⁸ Lafargue, « Chine/États-Unis. La course aux hydrocarbures! », , p. 23.

¹⁹⁹ *Ibid.*

²⁰⁰ Thierry Kellner, « La politique pétrolière de la République populaire de Chine : stratégies et conséquences internationales », *Outre-Terre* 2 no 15 (2006), p. 434.

²⁰¹ Valérie Niquet-Cabestan, « La stratégie africaine de la Chine », *Politique étrangère* 2 (été 2006), p. 366.

en Chine ²⁰². Des plans pour l'établissement de mines de cuivre, de plomb et de zinc à la frontière de l'Arctique canadien sont déjà en cours et il est prévu que la valeur des investissements chinois dans le secteur minier augmente dans les années à venir ²⁰³. Dans le domaine alimentaire, la Chine s'intéresse à la production agricole canadienne afin de subvenir à la demande grandissante de sa population pour une plus grande qualité et quantité de nourriture ²⁰⁴. De récents développements dans ce domaine représentent clairement certains des risques liés à l'immigration chinoise. Contournant les règles qui interdisent l'acquisition de terres agricoles par des intérêts étrangers, des immigrants chinois tentaient en 2010 d'acquérir 40,000 hectares de terres agricoles sur le territoire du Québec ²⁰⁵. Ces acquisitions étaient en principe légales puisque les acheteurs étaient naturalisés canadiens, sauf que les fonds utilisés pour conclure la transaction provenaient de la Chine ²⁰⁶.

L'appétit de la Chine pour les ressources canadiennes se développe alors que d'importants enjeux liés aux intérêts canadiens sont débattus dans les forums multilatéraux. Des questions telles que les développements de la situation dans l'Arctique, tant du point de vue des passages maritimes que de l'accessibilité aux ressources sont d'intérêts pour les Chinois. Les ressources commises par la Chine pour la recherche et les moyens de transport dans l'Arctique le démontrent. La Chine possède la

²⁰² Anonyme, « Interests and Roles of Non-Arctic States in the Arctic », *Conseil international du Canada* (octobre 2011), p. 4.

²⁰³ Anthony Halley, « China's Investment in Canadian Base Metals to Grow : Ambassador », consulté le 22 avril 2013, www.mining.com/chinas-investment-in-canadian-base-metals-to-grow-ambassador-39604.

²⁰⁴ Department of Agriculture, « Demand for Food Quantity and Quality in China », consulté le 22 avril 2013, www.ers.usda.gov/media/200560/err32_reportsummary_1.pdf.

²⁰⁵ David Johnston, « Chinese Investors Eye Quebec Farmland; Farmers' Union Worries About Food Security », *The Ottawa Citizen*, 28 mars 2010.

²⁰⁶ *Ibid.*

plus grande capacité de recherche scientifique dans le milieu arctique au monde, conduit régulièrement des expéditions « scientifiques » et est en train d'élargir sa flotte de brise-glace²⁰⁷.

Au sens plus large, la Chine a un intérêt pour les positions canadiennes dans les forums internationaux. En conséquence, les dispositions canadiennes en ce qui concerne les sujets d'intérêts pour l'État chinois sont susceptibles d'attirer l'exercice de son influence. S'il existe des perspectives d'entraide entre le Canada et la Chine liées aux enjeux du commerce ou du réchauffement climatique, d'autres sujets tels que les droits de la personne et aussi Taiwan et le Tibet, qui constituent des questions sensibles pour la Chine, risquent de diviser les deux pays.

Bien que l'influence chinoise soit souvent difficilement perceptible, de récents évènements publics confirment sa présence en sol canadien. La femme d'un diplomate chinois ayant fait défection rapportait, en 2007, les pressions exercées sur les populations sino-canadiennes²⁰⁸. La Chine aurait utilisé son influence sur les groupes d'étudiants chinois présents au Canada afin de bloquer l'introduction d'une station de télévision américaine supportant la pratique du Falun Gong²⁰⁹. Ce type d'intervention étrangère est d'ailleurs confirmé par le gouvernement canadien. Lors d'une rare entrevue, le chef des services secrets est récemment sorti de son mutisme habituel pour affirmer que plusieurs politiciens municipaux et provinciaux étaient sous l'influence de puissances étrangères

²⁰⁷ Linda Jakobson, « China Prepares for an Ice-Free Arctic », *SIPRI Insights on Peace and Security* no 2010/2 (2010), p. 3.

²⁰⁸ The Ottawa Citizen, « China Tried to Halt Falun Gong TV in Canada: Defector », consulté le 10 avril 2013, www.canada.com/ottawacitizen/news.

²⁰⁹ *Ibid.*

²¹⁰. Selon lui, au moins deux pays étrangers recrutent des expatriés en sol canadien afin de bénéficier de leur influence dans les milieux politiques et autres sphères importantes de la société canadienne. Les politiciens en question ne prendraient pas nécessairement leurs décisions dans le but du bien public, mais plutôt en faveur de considérations étrangères. Malgré les accusations de l'espion en chef du Canada, ce type d'affirmation est renié agressivement tant par l'ambassadeur chinois que par des membres de la communauté sino-canadienne ²¹¹.

Alors que le Canada fait face à des choix stratégiques qui affectent sa sécurité, les différentes affirmations de l'influence chinoise, en partie permises par l'immigration, sont des sources de préoccupations potentielles. Certes, tel que discuté dans la section précédente portant sur les avantages, le couloir d'influence ouvert par l'immigration chinoise circule à deux sens : il offre des opportunités au Canada. Cependant, une relation entre le poids moyen canadien et le super lourd chinois n'est pas équilibrée. Le Canada est bien plus susceptible d'être la cible de l'influence de la Chine que le contraire.

²¹⁰ Canadian Broadcasting Corporation. « CBC News: Interview with Richard Fadden », accédé le 14 mars 2013, www.youtube.com/watch?v=3PRbJcDemHI.

²¹¹ Zhang, « Flows of People and the Canada-China Relationship », p. 30 et CBC radio, « CSIS Director Worries About Foreign Influence on Canadian Politicians », consulté le 22 avril 2013, www.cbc.ca/thehouse/past-episodes/2010/07/03/july-3-2010.

4.3.2. Défis économiques

Risques d'espionnage industriel

« Espionage is a reality in the post-Cold War era where economic and strategic competition is both global and intense. Canadian interests are damaged by espionage activities through the loss of assets and leading-edge technology; the leakage of confidential government information or applications; and the coercion and manipulation of ethno-cultural communities in Canada ²¹²».

Le Canada et ses alliés traditionnels ont depuis longtemps perdu la bataille en matière de production de masse de biens de consommation. La Chine est le leader mondial dans la production de biens de consommation électroniques, de jouets, de textiles et de vêtements ²¹³. À cause de leur incapacité à rivaliser avec la Chine dans ces domaines, la compétitivité économique des pays tels que le Canada dépend grandement de leur performance dans les secteurs de moyenne et haute technologie.

La multiplication des relations avec la Chine, incluant les échanges permis par l'immigration, représente un risque pour la sécurité économique du Canada. La présence de résidents d'origine chinoise dans les universités, les entreprises de haute technologie ainsi qu'au sein du gouvernement canadien facilitent le transfert d'information qui sape l'avantage canadien, tout en renforçant la vigueur économique chinoise. La menace d'espionnage industriel chinois est bien réelle. Près de la moitié des ressources du service de renseignement canadien en matière de contre-espionnage seraient dédiées à la Chine

²¹² Canada, CSIS, *Public Report 2010 – 2011* (Ottawa : Groupe Communication Canada, 2012), p. 18.

²¹³ Paul Evans, « Canada, Meet Global China », *International Journal* 61 no 2 (printemps 2006), p. 285.

²¹⁴. De plus, la Chine a été accusée par les leaders politiques canadiens de maintenir jusqu'à 1000 espions en sol canadien ²¹⁵.

Pendant que le Service canadien du renseignement de sécurité et les politiciens multiplient les signaux d'alarme face à la menace grandissante que représente la Chine, cette dernière multiplie ses avancées dans les marchés mondiaux de moyenne et haute technologies ²¹⁶. Ainsi, les biens et services de la Chine sont de plus en plus nécessaires aux chaînes de production mondiale pour lesquelles la recherche et le développement, la production de programmes informatiques, la production physique et le service après-vente sont tous étroitement intégrés ²¹⁷. De plus, l'industrie chinoise fait des progrès dans l'exportation de biens avancés technologiquement tels que les équipements de télécommunication, les avions, les camions, les navires, la machinerie ainsi que l'assemblage de fine pointe ²¹⁸. Ces avancées de la Chine ne menacent pas seulement les intérêts du Canada, mais aussi ceux des autres pays industrialisés dont les économies nationales et régionales dépendent des secteurs technologiques.

4.3.3. Impacts sur l'ensemble des relations canadiennes

En raison de leurs impacts globaux, les relations sino-canadiennes représentent un risque si elles sont développées sans coordination avec les partenaires économiques traditionnels du Canada. Ceci est particulièrement vrai en ce qui concerne les États-Unis,

²¹⁴ Toronto Star, «China Tops Spy List: CSIS », consulté le 22 avril 2013, www.thestar.com/news/2007/04/30/china_tops_spy_list_csis.html.

²¹⁵ Zhang, « Flows of People and the Canada-China Relationship », p. 30.

²¹⁶ Toronto Star, «China Tops Spy List: CSIS ».

²¹⁷ Evans, « Canada, Meet Global China », p. 285.

²¹⁸ *Ibid.*

avec qui le Canada possède un niveau d'intégration extrême²¹⁹. Un accroissement de l'influence de la Chine envers le Canada, que ce soit par l'immigration ou autres intermédiaires, augmente les risques que les intérêts canadiens deviennent en tension avec ceux des États-Unis. L'importance de ce risque dépend en grande partie du développement des relations sino-américaines pour lesquelles les prédictions sont partagées. Si certains observateurs prédisent que la croissance de la Chine peut continuer sans créer de tensions majeures, plusieurs affirment le contraire, prévoyant même de possibles conflits militaires futurs entre les deux puissances géostratégiques²²⁰.

Un partenariat économique plus fort avec la Chine offrirait un avantage de diversification pour le Canada. Cependant, en cas de crispation des relations de la Chine vis-à-vis les États-Unis, cette diversification des relations canadiennes mettrait le Canada dans une situation délicate en l'écartelant entre les deux géants. Il faut se rappeler que le développement d'un partenariat économique avec la Chine est une option stratégique intéressante tandis que le partenariat économique avec les États-Unis, du fait de la proximité géopolitique, est davantage un impératif qu'une possibilité.

4.4. Bilan de l'immigration chinoise

L'étude de cas sur l'impact de l'immigration chinoise au Canada offre un bilan mitigé. Certes, en accord avec les objectifs du gouvernement canadien, elle comporte des opportunités en matière de puissance économique et douce qui sont indiscutables. Le potentiel économique de la Chine, son poids démographique, son influence régionale

²¹⁹ Affaires étrangères et Commerce international Canada, « Le commerce international du Canada : Le point sur le commerce et l'investissement – 2012 ».

²²⁰ John G. Ikenberry, « The Rise of China and the Future of the West; Can the Liberal System Survive? », *Foreign Affairs* 87 no 1 (janvier/février 2008), p. 23-37.

ainsi que sa place grandissante dans le monde favorisent un rapprochement du Canada. De plus, sur des bases qualitatives, l'immigration chinoise est sans contredit une des sources d'immigration les plus avantageuses.

En contrepartie, la présence d'un grand nombre de résidents d'origine chinoise au Canada représente plusieurs risques potentiels. Sur le plan économique, les gains offerts localement comportent des défis qui dépassent les frontières du Canada. Un rapprochement avec la Chine est une expérience nouvelle en relations internationales qui modifiera la nature du Canada, exposant l'État à des risques dont la portée entière est inconnue. De plus, l'immigration chinoise en sol canadien crée un passage d'influence déséquilibré qui pourrait rapidement tourner au désavantage du Canada. En conséquence il serait faux d'avancer que l'immigration chinoise est une entreprise qui apporte seulement des avantages. L'étude de l'ensemble de ses conséquences, particulièrement lorsque mises en relief avec l'environnement international, démontrent que l'immigration chinoise comporte des implications importantes pour les intérêts stratégiques et la puissance du Canada.

Le bilan mitigé de l'immigration canadienne permet de tirer des conclusions sur les conséquences sécuritaires de la mondialisation. Certes, la globalisation offre de fortes possibilités en faveur de l'exercice des puissances économique et douce, mais elle comporte aussi des défis importants en matière de sécurité. Les défis en question proviennent de changements internes aussi bien qu'externes que la mondialisation apporte à l'État canadien. La croissance de phénomènes liés à la globalisation telle que l'interdépendance complexe, l'accroissement des inégalités et les pressions économiques changent les calculs sécuritaires canadiens, incluant pour ce qui a trait à l'emploi des FC.

Chapitre 5: Impacts de la mondialisation pour la sécurité du Canada

Après avoir étudié les conséquences de la mondialisation et démontré, à travers l'exemple de l'immigration, qu'elle comporte des défis sécuritaires, ce dernier chapitre développera l'ensemble des impacts du phénomène pour la sécurité du Canada. La démonstration qui portait jusqu'à maintenant sur des questions génériques va se tourner vers la considération d'impacts spécifiques qui ont des répercussions concrètes pour la sécurité nationale du Canada. À cette fin, les sujets abordés dans les chapitres précédents seront repris sous l'optique sécuritaire canadienne. En respectant la logique déjà établie, la première section portera sur les conséquences du phénomène sur l'exercice de la puissance. Ensuite, les différentes opportunités et défis offerts par la globalisation seront analysés pour déterminer leurs bilans. La présentation sera conclue par une étude des impacts de la globalisation pour les FC.

5.1. Modification de l'exercice de la puissance

Puissance militaire

Considérant l'impact de la mondialisation sur l'exercice de la puissance militaire, les probabilités que le Canada soit impliqué dans une guerre totale sont moindres que ce qu'elles étaient auparavant et notamment durant la guerre froide. Non seulement il y a-t-il moins de chance d'une attaque militaire sur son territoire, mais il est aussi moins probable que le Canada soit appelé à participer à un tel conflit à l'étranger²²¹. A priori, cette situation est positive pour la sécurité de l'État canadien. Le Canada peut se permettre de limiter la taille de son appareil militaire et donc les coûts liés à sa Défense. De plus, l'État

²²¹ Mueller, *Retreat From Doomsday – The Obsolescence of Major War*, p. 217-220.

peut espérer éviter les périls économiques, sociaux et politiques reliés à la conduite de la guerre. Cependant, la seule question de la probabilité des guerres totales ne représente qu'une fraction de la composante militaire de la puissance étatique moderne. La mondialisation a favorisé la complexification des questions de sécurité en mettant à l'avant-plan de nouveaux problèmes tels que la prolifération des armes et le besoin de sécurité humaine. Ces changements à l'environnement contemporain limitent le dividende de paix de la mondialisation en constituant pour les États des défis sécuritaires de plus en plus imprévisibles.

Puissance économique

Les effets pour le Canada de la montée de l'exercice de la puissance économique sont complexes. La mondialisation offre des possibilités accrues de croissance pour l'économie canadienne, mais augmente aussi son exposition à l'environnement extérieur en encourageant l'interdépendance économique. Bien que les récentes performances économiques canadiennes témoignent à quel point le pays a bénéficié de l'ouverture des marchés, l'État n'est pas à l'abri des maux économiques qu'ont connus l'Asie, l'Europe et même les États-Unis ces dernières années²²². Cette vulnérabilité aux dangers de l'économie globale est d'ailleurs accrue par la forte dépendance de l'économie canadienne vis-à-vis des ressources premières²²³. De fortes variations des prix du pétrole ou des minerais, qui sont largement hors du contrôle de l'État, auraient de fortes

²²² Ministère des Finances, *Canada's Economic Action Plan* (Ottawa : Groupe Communication Canada, mars 2009) p. 5.

²²³ Financial Post, « Where Did We Go Wrong? Canada Loses Status as Economic Superstar : IMF », consulté le 26 avril 2013, business.financialpost.com.

conséquences économiques qui pourraient rapidement se traduire en défis sociaux et politiques.

Si l'ouverture du Canada à l'économie globalisée augmente l'exposition canadienne aux « intempéries économiques », elle facilite aussi l'ingérence étrangère. Une forte dépendance économique envers un pouvoir tiers exposerait le Canada à la coercition ou même à des attaques économiques. Les événements entourant la crise asiatique de 1997 tendent à démontrer que ce type d'action offensive est à la fois possible et dévastatrice²²⁴. L'utilisation d'une terminologie « guerrière » pour décrire la récente politique monétaire du Japon renforce cette hypothèse²²⁵.

La montée de l'exercice de la puissance économique exige un changement d'approche sécuritaire pour l'État canadien. D'abord, d'un point de vue « défensif », afin de ne pas s'engager dans une entreprise qui mettrait en péril sa sécurité, le Canada doit davantage considérer son exposition aux dépendances et risques économiques extérieurs. Ainsi, les entreprises de natures économiques qui représentent des risques dus à la nature instable de l'économie moderne ou à une exposition excessive à l'influence étrangère doivent être évitées. Ensuite, sous un angle plus proactif, le Canada doit se positionner afin de maximiser l'exercice de sa propre puissance. L'instrumentalisation des capacités économiques étatiques à des fins « offensives » tel que démontré par les récents événements internationaux exige une attitude adaptée. La dure réalité de la féroce concurrence économique globale exige que le Canada s'adapte aux normes du moment

²²⁴ Liang et Xiangsui, *La Guerre hors limites*, p. 259-260.

²²⁵ Tim Shufelt, « Currency War! Canada Must Devalue Too or Get Hurt », consulté le 26 avril 2013, www.canadianbusiness.com/economy/currency-war.

s'il désire prospérer, mais aussi se démarquer face à ses concurrents. Une approche contraire désavantagerait l'État canadien et mettrait en péril sa sécurité économique.

Puissance douce

L'accroissement de l'exercice de la puissance douce, encouragée par la mondialisation, modifie aussi les calculs canadiens en matière de sécurité. La forte exposition de la population canadienne à la société d'information globale en fait une cible de choix pour l'exercice de cette forme de puissance²²⁶. L'approche d'ouverture qui caractérise la situation informationnelle au Canada signifie que l'État bénéficie de peu de moyens pour stopper ou même exercer un certain contrôle sur l'influence extérieure²²⁷. En conséquence, en ce qui concerne la puissance douce, la population canadienne est le sujet d'une libre compétition entre l'État canadien et les puissances étrangères.

Afin de maintenir l'allégeance de sa population, un pays ouvert comme le Canada se doit de promouvoir activement ses idéaux et intérêts. L'État doit être éveillé face aux tentatives d'ingérences politiques extérieures et contrecarrer les actions contraires à ses ambitions. En plus d'exercer un contrôle sur les flux d'information transfrontaliers et de promouvoir sa propre influence sur la société civile, le Canada doit limiter la réceptivité de sa population aux messages extérieurs et maximiser la traction de ses propres messages. À ce titre, la présence d'immigrants, qui à la fois augmente la réceptivité de la population envers les messages extérieurs et qui réduit la pénétration du message national, représente un défi sécuritaire. Il s'agit d'un type de défi pour lequel il n'y a pas de solutions toutes faites. En revanche, étant donné les enjeux importants dans ce

²²⁶ Reporters Without Borders, « Press Freedom Index 2013 », consulté le 26 avril 2013, en.rsf.org/press-freedom-index-2013,1054.html.

²²⁷ Laczko, « National and Local Attachments in a Changing World System », p. 525-526.

domaine, il conviendrait de réfléchir à cette problématique pour essayer de développer des réponses appropriées.

Il suffit pour se convaincre de la menace que représente l'exercice de la puissance douce de constater la croissance du phénomène de l'extrémisme religieux au Canada. En plus du financement et de l'exportation de terroristes à l'étranger, les complots terroristes sont en hausse depuis quelques années sur le territoire canadien. Les exemples se multiplient : arrestation du groupe « Toronto 18 » en 2006, participation de deux Canadiens à l'attaque de In Amenas en Algérie en 2013 ²²⁸. En avril 2013, complot en vue de faire dérailler un train entre Toronto et Montréal sous l'ombrelle de Al Qaeda ayant, selon les résultats de l'enquête, des ramifications en Iran ²²⁹. La croissance de ces menaces démontre que les enjeux entourant l'exercice de la puissance douce sont directement liés avec la sécurité du Canada.

5.2. Le Canada face aux défis de la mondialisation

Inégalités

Les inégalités économiques et sociales provoquées par la mondialisation modifient les environnements sécuritaires internes et externes du Canada. À l'intérieur, les rapides changements économiques et sociaux augmentent les risques de troubles sociaux et politiques. Au niveau macro, la rapide ascension de l'Ouest canadien au détriment des provinces manufacturières que sont l'Ontario et le Québec témoignent de la

²²⁸ National Post, « "Toronto 18" Case Our First Sign that "Good Canadian Boys" are Being Radicalized Too », consulté le 26 avril 2013, fullcomment.nationalpost.com.

²²⁹ Le Figaro, « La "filiale canadienne", vivier de volontaires pour la cause islamiste », consulté le 26 avril 2013, www.lefigaro.fr.

capacité de la mondialisation à changer le paysage social et politique canadien ²³⁰.

L'augmentation du nombre de revendications sociales représentée par des mouvements tels que le « Idle No More » autochtone, les manifestations étudiantes du « carré rouge » et les protestations du mouvement « Occupy Canada » en 2011 sont des indications des nouvelles tendances sociales ²³¹. Ces développements semblent indiquer que la société canadienne est plus instable qu'auparavant, nécessitant une redéfinition des politiques de sécurité.

Du point de vue externe, les fortes inégalités engendrées par la mondialisation augmentent le phénomène des États en déliquescence et par conséquent l'instabilité internationale. Cette situation favorise les risques de conflits, mais aussi la croissance d'acteurs non étatiques dont les opérations sont contraires aux intérêts du Canada et de ses alliés. Cette croissance de l'instabilité internationale dans l'environnement mondialisé est une menace à la sécurité internationale. En conséquence, dans un monde de plus en plus interdépendant et instable, les interventions militaires à l'étranger semblent destinées à devenir de plus en plus courantes.

Difficulté à maintenir une armée

Tous les facteurs qui ont été passés en revue ont nécessairement des implications pour l'organisation et l'évolution des FC. Les fortes contraintes engendrées par la mondialisation de l'économie continueront à exercer de fortes pressions afin que les FC

²³⁰ Micheal Badad, « Economic Divide: How the West Will Win », *The Globe and Mail*, 12 janvier 2011.

²³¹ Radio-Canada, « Idle No More réveille la conscience de jeunes Autochtones » consulté le 25 mars 2013, www.radio-canada.ca, National Post, « RCMP Spied on Protesters During Occupy Ottawa, Documents Reveal », consulté le 26 avril 2013, news.nationalpost.com. et Boisvert, « Le joli temps des carrés rouges... », La Presse (blogue), 22 novembre 2012, blogues.lapresse.ca/boisvert/2012/11/22/le-joli-temps-des-carres-rouges.

soient aussi petites que possible. Les dépenses liées à la Défense continueront d'être un sujet politique extrêmement sensible. Les récentes controverses entourant l'achat de nouveaux avions de chasse ou le renouvellement de la flotte de la marine témoignent de ce fait ²³². Pour cette raison, la capacité du Canada à maintenir un outil militaire qui permet de répondre à ses besoins sécuritaires dépendra en grande partie du soutien public. Ceci a des conséquences tant pour le gouvernement que les FC.

Le gouvernement devra formuler une stratégie de communication cohérente, qui fait valoir le besoin du maintien de forces armées. Ensuite, les FC devront être perçues comme une institution efficace et nécessaire. À cette fin, les FC devront réussir les missions qui leur sont assignées tant à l'étranger qu'au Canada, le contraire remettrait en question son existence. De plus, le besoin d'acceptation des FC par le public souligne l'importance que celles-ci soient pleinement intégrées et représentatives de la société canadienne.

Contraintes environnementales

Les pressions exercées par la mondialisation envers la minimisation des contraintes liées à l'environnement ont des conséquences concrètes pour la sécurité canadienne. Premièrement, le peu de contrôle de l'État sur la détérioration de l'environnement global indique une probabilité accrue de conséquences non souhaitables. Celles-ci pourraient affecter les activités économiques canadiennes en détériorant les ressources ou en causant des catastrophes. La question environnementale est aussi étroitement liée au pouvoir politique de par sa forte traction sociale. Afin d'assurer la

²³² National Post, « F-35 : Former Top Defence Official Blames Harper Government Secrecy », consulté le 26 avril 2013, news.nationalpost.co et Canadian Business, « A Navy Contract Gone Bad », consulté le 26 avril 2013, www.canadianbusiness.com.

sécurité de l'État, les décisions qui affectent l'environnement doivent être prises avec beaucoup de soin. Les opportunités économiques offertes par les compromis environnementaux doivent être pesées face aux risques sociaux et économiques qu'ils représentent. Étant donné la nature globale du problème, toute solution devra être développée et implémentée de façon multilatérale.

5.3. La mondialisation et les Forces armées canadiennes

Les changements à la situation sécuritaire engendrés tant au Canada qu'à l'étranger par le phénomène de la globalisation nécessitent une approche adaptée des FC. Premièrement, la croissance du nombre d'États en faillite combinée à un environnement de plus en plus imprévisible exige le maintien d'une capacité expéditionnaire flexible et disponible à court préavis²³³. Les logiques qui ont justifié des déploiements dans les Balkans, à Haïti, en Afrique ou même en Afghanistan sont amplifiées par le phénomène de l'interdépendance complexe et en conséquence, les FC continueront à être appelés à défendre les intérêts canadiens à l'étranger. De plus, le nombre croissant d'interdépendances indiquent que les FC devront être prêtes à se déployer dans toutes les régions du globe ainsi qu'à travailler en collaboration avec des forces militaires provenant d'un plus grand nombre d'États. En résultante, il semble nécessaire d'élargir le cercle des collaborations militaires canadiennes afin que les FC soient prêtes à défendre les intérêts du Canada aux côtés de ses alliés de circonstance.

Sur le territoire du Canada, la croissance des inégalités, de l'immigration et la détérioration de l'environnement sont des développements qui favorisent les tensions

²³³ Ministère de la Défense Nationale, *Canada First Defence Strategy* (Ottawa : Groupe Communication Canada, 2008), p. 3.

sociales et par conséquent les chances de désordre. Pour cette raison, les FC doivent posséder les ressources et l'entraînement nécessaires afin de subvenir à un besoin accru d'assistance des forces de l'ordre. De plus, afin de pouvoir accomplir cette tâche délicate dans toutes les régions du Canada, les FC doivent devenir une institution pleinement intégrée et représentative de la société. Ainsi, le recrutement doit être représentatif des particularités démographiques du pays et les FC doivent maximiser leur présence dans toutes les communautés. Selon une étude conduite en 2006, le pourcentage de minorités visibles dans les FC se situait à 6% en comparaison à un taux de 17% pour l'ensemble des travailleurs canadiens ²³⁴. Pour ce qui est des officiers de la force régulière, le taux de minorité visible était de 3%, ce qui démontre un clivage encore plus grand et qui souligne l'importance d'un rapprochement des FC avec les différentes composantes de la mosaïque canadienne. Une telle proximité des FC avec les minorités ethniques canadiennes pourrait être accomplie en ajustant le recrutement, mais cette méthode a déjà été tentée et ne fonctionne pas ²³⁵. Au lieu de tenter de faire venir les minorités aux FC, il serait intéressant de tenter le contraire. À cette fin, les différentes unités de réserves réparties à travers la société canadienne pourraient être utilisées pour établir un pont vers les communautés en question. Comme il a déjà été fait à plus grande échelle pour les francophones, la création de sous-unités « ethnocanadiennes » pourrait faciliter non seulement le recrutement, mais aussi la compréhension mutuelle.

Les pressions exercées par la globalisation envers la minimisation des FC menacent la capacité de l'institution à accomplir son mandat. Afin de contrer cette

²³⁴ Jungwee Park, « A Profile of the Canadian Forces », *Perspectives* (juillet 2008) p. 21.

²³⁵ Toronto Star, « Military Coming Up Short in Efforts to Diversify », consulté le 1 mai 2013, thestar.com/news/2007/07/24/military_coming_up_short_in_efforts_to_diversify.html.

pression récurrente, une solide stratégie de communication et un haut niveau de succès opérationnel sont requis. Bien que la majeure partie du plan de communication provienne du gouvernement, les FC doivent être en mesure de justifier leur existence et leurs besoins efficacement. De plus, l'institution doit bénéficier des ressources nécessaires afin d'accomplir ses missions avec succès. Une simple perception d'inefficacité aurait comme effet de retirer davantage de ressources aux FC et ainsi de compromettre la sécurité du pays.

En vue de garder leur place dans le « cœur et la tête » des Canadiens, les FC doivent demeurer actives et visibles. En conséquence, la conduite d'opérations nationales doit être maximisée puisqu'elles constituent la manifestation la plus évidente de l'utilité des FC. Celles-ci sont des opportunités de démontrer l'expertise des FC, mais aussi de rapprocher l'institution de la population.

Les instabilités sociales engendrées par la globalisation tant au Canada qu'à l'étranger indiquent que les FC vont continuer à opérer dans des milieux nécessitant des compétences dépassant le seul aspect sécuritaire. Les FC doivent par conséquent améliorer leur capacité à travailler en collaboration avec les différentes agences gouvernementales et non gouvernementales pour rétablir la sécurité et les autres fonctions essentielles des États cibles. Afin de bien préparer les militaires à cette éventualité, les opportunités d'entraînement avec ces agences devraient être maximisées. L'intégration permanente de conseillers au sein des formations des FC pourrait aussi être considérée. De plus, puisque les FC continueront à se déployer dans des terrains « humains » très divers, il faut améliorer la capacité des FC à comprendre les environnements complexes dans lesquels elles opèrent. Ainsi, l'intégration de capacités liées aux sciences sociales,

telles que l'anthropologie, la science politique ou la sociologie, une approche qui est déjà en branle chez certains alliés, semble un développement nécessaire²³⁶.

²³⁶ Andrew Chung, « US Army Recruiting Anthropologists », *Toronto Star* (25 novembre 2007).

CONCLUSION

L'accélération de la mondialisation suite à la Seconde Guerre mondiale a beaucoup profité au Canada et à ses alliés. Le phénomène a permis en grande partie aux États de l'Ouest d'asseoir leur domination sur le monde et de cumuler la puissance nécessaire pour provoquer l'effondrement de l'Union Soviétique²³⁷. La fin tant attendue de la Guerre froide permettait d'espérer une longue période pacifique dominée par un régime international unipolaire²³⁸. Mais les dividendes de paix espérés se font toujours attendre. Les vingt-cinq dernières années ont été marquées par une multitude de défis sécuritaires qui nécessitent des interventions armées à l'étranger. Plusieurs observateurs affirment d'ailleurs que le monde est entré dans une époque de conflits perpétuels, mettant en doute les dispositions pacifiques de la globalisation²³⁹.

Sans aucun doute, la mondialisation comporte des aspects bénéfiques, notamment au niveau économique. Le phénomène n'a pas d'égal pour générer de la richesse. L'accélération exponentielle de la production industrielle mondiale pendant le siècle dernier le prouve. Mais les gains économiques fulgurants permis par mondialisation sont accomplis au prix de conséquences qui débordent largement la seule sphère économique. Le phénomène engendre des bouleversements sociaux, économiques et politiques qui ont d'importants impacts sécuritaires, mais en retour, la nature même des changements apportés par la globalisation limite la capacité des États à réagir.

²³⁷ Kennedy, « The Rise and Fall of the Great Powers », p. 429-431.

²³⁸ Keith Hartley, « The Economics of the Peace Dividend », *International Journal of Social Economics* 24 (1997), p. 28-45.

²³⁹ Andreas Behnke, « Eternal Peace, Perpetual War? A Critical Investigation Into Kant's Conceptualisations of War », *Journal of International Relations and Development* 15 (2012), p. 250-271.

Pendant que les États de l'Ouest commencent à s'éveiller face aux imperfections du système international qu'ils ont promu avec conviction pendant des décennies, certains États rivaux ont réussi à l'utiliser à leur avantage. Bien qu'aucun choc géostratégique n'ait eu lieu jusqu'à présent, il est évident que la balance des pouvoirs mondiaux est en mutation. Les affaires internationales qui étaient jusqu'à récemment dominées par l'Amérique du Nord et l'Europe doivent maintenant faire avec une Asie de plus en plus puissantes et affirmée : un monde multipolaire se dessine à l'horizon. Tout comme au tournant du XXe siècle alors que les rênes du leadership mondial glissèrent des mains de la Grande-Bretagne vers celles des États-Unis, la mondialisation démontre une fois de plus ses limites en tant qu'appareil de domination stratégique.

La prospérité future du Canada dépendra en grande partie de sa capacité à naviguer à travers les mutations et complexités de l'environnement international. Dans un monde où la demande envers les ressources naturelles est de plus en plus forte, le Canada a toutes les raisons d'être positif face à ses perspectives futures. Cependant, les mêmes ressources qui assureront l'avenir économique du Canada imposeront aussi au pays un niveau d'éveil stratégique accru alors qu'il est voué à devenir, si ce n'est déjà, la source de fortes convoitises.

Le Canada aura dans les prochaines années plusieurs décisions importantes à considérer en lien avec le maintien de sa puissance dans la société mondialisée. Les thuriféraires de la globalisation diront qu'il est à l'avantage du pays de continuer à s'ouvrir vers le monde et à accélérer les échanges. Le bilan plutôt équivoque de la globalisation démontre qu'une telle attitude aurait potentiellement des conséquences catastrophiques. Afin de ne pas compromettre sa sécurité, le Canada devra avancer dans

le complexe environnement international de façon pragmatique et calculée. Chaque décision importante devra prendre en considération ses impacts pour la puissance économique, militaire et douce de l'État canadien. Dans un environnement dominé par l'exercice des puissances économiques et douces, le Canada devra être bien conscient de ses vulnérabilités afin d'éviter de compromettre sa propre sécurité. Une attitude insouciance vis-à-vis de ces questions pourrait bien avoir pour conséquence de voir le Canada devenir victime plutôt que de maître de son destin.

Afin de donner à l'État la marge de manœuvre nécessaire afin d'assurer sa sécurité, une discussion à ce sujet doit être entamée. Les normes politiques et sociales promulguées au Canada depuis les années 60 ont jusqu'à récemment bien servi l'État, mais elles limitent présentement la capacité d'action en matière de sécurité. Des sujets tels que le terrorisme, l'immigration, la culture et l'ingérence extérieure doivent être débattus afin de sensibiliser la population et en retour renforcer le pouvoir politique nécessaire à la mise en place de mesures sécuritaires.

Les changements apportés par la mondialisation offrent plusieurs défis pour les FC. Même si de fortes pressions pousseront le Canada à minimiser ses dépenses, l'instabilité mondiale croissante et les nombreuses interdépendances canadiennes continueront à imposer l'interventionnisme militaire. Face à ces tensions, les capacités des FC seront de plus en plus dépendantes des perceptions de la population canadienne. Ainsi, afin d'être en mesure de subvenir aux besoins sécuritaires canadiens, les FC devront être perçues comme une institution essentielle à la survie de l'État. De plus, considérant la puissance et l'originalité des changements véhiculés par la mondialisation,

il serait sage de ne pas écarter la possibilité d'une surprise stratégique : l'efficacité des FC pourrait être mise à l'épreuve dans un avenir proche.

BIBLIOGRAPHIE

LIVRES :

Adler, Alexandre. *Le nouveau rapport de la CIA: Comment sera le monde en 2025?*, traduit par Claude Farny, Johan-Frédéric Hel Guedj et Anatole Muchnick, Paris :Éditions Robert Laffont, 2009.

Barber, Benjamin. *The Globalization Reader: Jihad vs. McWorld*, édité par Frank J. Lechner et John Boli, Malden MA : Blackwell Publishing, 2008.

Bell, Stewart. *Cold Terror : How Canada Nurtures and Exports Terrorism Around the World*, Etobicoke (Ont): Wiley & Sons Canada, 2007.

Bestor, Theodore C. *The Globalization Reader : How Sushi Went Global*, édité par Frank J. Lechner et John Boli, Malden MA : Blackwell Publishing, 2008.

Bitzinger, Richard A. *The Modern Defense Industry : Political, Economic, and Technological Issues*, Santa Barbara CA : ABC CLIO, 2009.

Brunet-Jailly, Emmanuel et John F. Martin. *Local Government in a Global World*, Toronto : University of Toronto Press, 2010.

Clarkson, Stephen et Stepan Wood. *A Perilous Imbalance: The Globalization of Canadian Law and Governance*, Vancouver: UBC Press, 2010.

Cohn, Theodore H. *Global Political Economy: Theory and Practice*, New York: Pearson Education, 2008.

De La Grange, Arnaud Balancie et Jean-Marc Balencie. *Les guerres bâtardees : comment l'Occident perd les batailles du XXI siècle*, Paris : Éditions Perrin, 2008.

Drucker, Peter F. *Post-Capitalist Society*, New York: HarperCollins, 1993.

Dussouy, Gérard. *Les théories de la mondialité: Traité de Relations internationales*, Paris: L'Harmattan, 2009.

Friedman, Thomas L. *The Lexus and the Olive Tree*, New York : Anchor Books, 2000.

Gansler, Jacques S. *Democracy's Arsenal: Creating a Twenty-First-Century Defense Industry*, Cambridge: The MIT Press, 2011.

Gélinas, Jacques B. *La Globalisation du monde: Laisser faire ou faire?*, Montréal : Les éditions écosociété, 2000.

Gummet, Philip. *Security, Strategy and the Global Economics of Defence Production*, édité par Haglund, David G. et S. Neil MacFarlane, Kingston ON: McGill-Queen's University Press, 1999.

Handel, Michael I. *Masters of War: Classical Strategic Thought*, Portland OR: Frank Cass, 2001.

Hannerz, Ulf. *The Globalization Reader: The Global Ecumene*, édité par Frank J. Lechner et John Boli, Malden MA : Blackwell Publishing, 2008.

Harriss-White, Barbara. *Globalization and Insecurity : Political, Economic and Physical Challenges*, Oxford : Palgrave, 2002.

Kennedy, Paul M. *The Rise And Fall Of The Great Powers*, New York: Random House, 1989.

Keohane, Robert O. *After Hegemony: Cooperation and Discord in the World Political Economy*, Princeton NJ: Princeton University Press, 1984.

Keohane, Robert O. *Power and Governance in a Partially Globalized World*, London: Routledge, 2002.

Keohane, Robert O et Joseph S. Nye. *The Globalization Reader : Realism and Complex Interdependence*, édité par Frank J. Lechner et John Boli, Malden MA : Blackwell Publishing, 2008.

Knight, Andy W. et Tom Keating. *Global Politics*, Oxford: Oxford University Press, 2010.

Lechner, Frank J. et John Boli. *The Globalization Reader*, Malden MA : Blackwell Publishing, 2008.

Liang, Qiao et Wang Xiangsui. *La Guerre hors limites*, traduit du chinois par Hervé Denès, Paris : éditions Payot et Rivages, 2003.

Mabee, Bryan. *The Globalization of Security: State Power, Security Provision and Legitimacy*, London: Palgrave MacMillan, 2009.

Mueller, John. *Retreat From Doomsday – The Obsolescence of Major War*, New York: Basic Books, 1989.

Ouellet, Éric, Pierre Pahlavi et Miloud Chennoufi. *Les études stratégiques au XXI^e siècle*, Outremont QC : Éditions Athéna, 2013.

- Patomäki, Heikki. *The Political Economy of Global Security: War, Future Crises and Changes in Global Governance*, London: Routledge, 2008.
- Patrick, Stewart. *Weak Links: Fragile States, Global Threats, and International Security*, Oxford: Oxford University Press, 2010.
- Paul, T.V., Patrick M. Morgan et James J. Wirtz. *Complex Deterrence: Strategy in the Global Age*, Chicago: The University of Chicago Press, 2009.
- Price, Monroe E. *The Globalization Reader - Media and Sovereignty: The Global Information Revolution and Its Challenge to State Power*, édité par Frank J. Lechner et John Boli, Malden MA : Blackwell Publishing, 2008.
- Ripsman, Norrin M. et T.V. Paul. *Globalization and the National Security State*, Oxford : Oxford University Press, 2010.
- Sakanyi, Henri Mova. *Comprendre la fin de la Guerre froide et la Mondialisation. Tome 3 : Crises et enjeux d'un monde en mutation*, Kinshasa: L'Harmattan, 2009.
- Snow, Donald M. *National Security for a New Era : Globalization and Geopolitics*, New York: Pearson Longman, 2004.
- Strange, Susan. *States and Markets – An Introduction to International Political Economy*, Londres: Printer, 1988.
- Strange, Susan. *The Globalization Reader : The Declining Authority of States*, éd. Frank J. Lechner et John Boli, Malden MA : Blackwell Publishing, 2008.
- Sunahara, Ann Gomer. *The Politics of Racism: The Uprooting of Japanese Canadians During the Second World War*, Ottawa: Ann Gomer Sunahara, 2000.
- Van Creveld, Martin. *The Future of War: The Indispensable Nuclear Bomb*, La Haye: Kluwer Law International, 2000.
- Vennesson, Pascal. *Les études stratégiques au XXI^e siècle : Quand la mondialisation sert à faire la guerre*, Outremont QC : Éditions Athéna, 2013.
- Watson, James L. *The Globalization Reader : McDonald's in Hong Kong*, édité par Frank J. Lechner et John Boli, Malden MA : Blackwell Publishing, 2008.
- Ziegler, Jean. *Les nouveaux maîtres du monde et ceux qui leur résistent*, Paris : Librairie Arthème Fayard, 2002.

ARTICLES DE PRESSE ET DE REVUES SCIENTIFIQUES :

Adelman, Howard. « Canadian Borders and Immigration Post 9/11 » extrait de *The International Migration Review* 36 no 1 (printemps 2002), p. 15-28.

Amnon, Aran. « Foreign Policy and Globalization Theory: The Case of Israel », extrait de *International Politics* 48 n° 6 (novembre 2011), p. 707-730.

Anonyme. « Interests and Roles of Non-Arctic States in the Arctic », extrait de *Conseil international du Canada* (octobre 2011).

Anonyme. « Reaping the Economic Benefits of Immigration » extrait de *OECD Economic Surveys* (janvier 2008), p. 119-147.

Anonyme. « Troubled Tigers; Asian Economies », extrait de *The Economist* 390 (31 janvier 2009), p. 75-77.

Ardalan, Kavous. « Globalization and Culture: Four Paradigmatic Views », extrait de *International Journal of Social Economics* 36 n° 5 (2009), p. 513-534.

Association des industries canadiennes de défense et de sécurité. « About CADSI », accédé le 8 février 2013, https://www.defenceandsecurity.ca/index.php?action=cms.mission_vision.

Auteurs multiples. « À vos masques! Les armes chimiques reviennent », extrait de *GRIP informations* dossier trimestriel no 13 (hiver 1987).

Badad, Micheal. « Economic Divide: How the West Will Win », extrait de *The Globe and Mail*, 12 janvier 2011.

Barjot, Dominique. « De la mondialisation hier et aujourd'hui », extrait de *Entreprises et Histoire* 32 (juin 2003), p. 5-14.

Beck, Ulrich. « Redéfinir le pouvoir à l'âge de la mondialisation : huit thèses », extrait de *Gallimard / Le débat* 3 no 125 (mars 2003), p. 75 à 84.

Behnke, Andreas. « Eternal Peace, Perpetual War? A Critical Investigation Into Kant's Conceptualisations of War », extrait de *Journal of International Relations and Development* 15 (2012), p. 250-271.

Boisvert, « Le joli temps des carrés rouges... », La Presse (blogue), 22 novembre 2012, blogues.lapresse.ca/boisvert/2012/11/22/le-joli-temps-des-carres-rouges.

Bojanic, Ivana Barkovic et Marina Budimir. « Globalization and Information-Communication Technology Development Impact on the New World Order », extrait de *Contemporary Legal & Economic Issues* (2011), p. 201-210.

Brady, David, Jason Beckfield et Martin Seeleib-Kaiser. « Economic Globalization and the Welfare State in Affluent Democracies: 1975-2001 », extrait de *American Sociological Review* 70 n° 6 (décembre 2005), p. 921-948.

British Broadcasting Corporation. « Al Gore: U.S. Democracy 'Has Been Hacked' », accédé le 9 février 2013, <http://www.bbc.co.uk/news/world-us-canada-21276178>.

British Broadcasting Corporation. « Match-Fixing: How Gambling is Destroying Sport », accédé le 13 février 2013, <http://www.bbc.co.uk/sport/0/football/21333930>.

Burton, Charles. « A Reassessment of Canada's Interests in China and Options for Renewal of Canada's China Policy », Canadian International Council (février 2009).

Business Insider. « The Truth About Who Really Owns All of America's Debt », accédé le 20 décembre 2012, <http://www.businessinsider.com/who-owns-us-debt-2011-7?op=1>.

Byers, R.B., M. Slack, M. Shadwick, J. Willis and D. Leyton-Brown. « Canada and Defence Industrial Preparedness: Options and Prospects », Centre for International and Strategic Studies, York University, avril 1987.

Canadian Broadcasting Corporation. « Carney Says Canada 'Vulnerable' to Currency Manipulation », accédé le 13 février 2013, www.cbc.ca.

Canadian Broadcasting Corporation. « CBC News: Interview with Richard Fadden », accédé le 14 mars 2013, <http://www.youtube.com/watch?v=3PRbJcDemHI>.

Canadian Broadcasting Corporation. « Why the fuss over ammonium nitrate? », accédé le 13 décembre 2012, <http://www.cbc.ca/news/canada/story/2010/06/09/f-faq-ammonium-nitrate.html>.

Canadian Business, « A Navy Contract Gone Bad », consulté le 26 avril 2013, www.canadianbusiness.com.

Caverley, Jonathan D. « United States Hegemony and the New Economics of Defense », extrait de *Security Studies* 16 n° 4, octobre – décembre 2007, p. 598-614.

CBC radio, « CSIS Director Worries About Foreign Influence on Canadian Politicians », accédé le 22 avril 2013, www.cbc.ca/thehouse/past-episodes/2010/07/03/july-3-2010.

Chavagneux, Christian. « États, mafias et mondialisation », extrait de *L'Économie politique* 3 no 15 (2002), p. 98 -110.

Chazal, Ahuv de. « Analysing Modern China's Anti-Black Racism », Sinological Research Project, University of London, 2010.

Chen, Wenhong et Barry Wellman. « Doing Business at Home and Away: Policy Implications of Chinese-Canadian Entrepreneurship », Fondation Asie Pacifique du Canada , 2007.

Chomsky, Noam. Discours. Présentation à l'université de Boston, Boston, États-Unis, 24 avril 2008.

Chung, Andrew. « US Army Recruiting Anthropologists », extrait de *Toronto Star*, 25 novembre 2007.

Cicchelli, Vincenzo et G r me Truc. « De la mondialisation au cosmopolitisme », extrait de *Problèmes politiques et sociaux* n  986-987 (juillet-ao t 2011).

CIR. « Explore Top Silicon Valley Firm's Finances », accédé le 13 février 2013, <http://cironline.org/explore-top-silicon-valley-firms-finances>.

Cirilla, Ashleigh Marie. « Can the Lessons Learned from Deepwater Horizon Serve as Incentive to Protect the Arctic Marine Environment? », mémoire de maîtrise, George Washington University, 2011.

Collacott, Martin. « Time to Debunk Immigration Myths : Greater Thought Should be Given to How Many People Canada Can Absorb » extrait de *National Post*, 15 janvier 2000.

Corbett, David. « Immigration and Canadian Politics », extrait de *International Journal* 6 no 3 ( t  1951), p. 207-216.

Danson , Barnett J. Discours. Adress to the Empire Club, Toronto, Canada, 11 novembre 1982.

Deverell, John. « Immigration a Boon to Housing Market », extrait de *Toronto Star*, 19 septembre 2009.

Di Biase, Linda. « Japanese Canadian Internment », accédé le 1 avril 2013, <http://www.lib.washington.edu/subject/Canada/internment/intro.html>.

Doyle, Micheal W. « Kant, Liberal Legacies, and Foreign Affairs », extrait de *Philosophy and Public Affairs* 12 no 3 ( t  1983), p. 205-235.

Drury, A. Cooper. « Sanctions as Coercive Diplomacy: The U.S. President's Decision to Initiate Economic Sanctions », extrait de *Political Research Quarterly* 54 no 3 (septembre 2001), p. 485-508.

Economic History Association. « Military Spending Patterns in History », accédé le 30 mars 2013, <http://eh.net/encyclopedia/article/eloranta.military>.

Éditorial, extrait de *The Vancouver Sun*, 20 avril 1999.

Evans, Paul. « Canada, Meet Global China », extrait de *International Journal* 61 no 2 (printemps 2006), p. 283-297.

Ferdinand, Peter. « Russia and China: Converging Responses to Globalization », extrait de *International Affairs* 83 (2007), p. 655-680.

Financial Post. « America Needs China », accédé le 29 mars 2013, www.financialpost.com.

Financial Post, « Where Did We Go Wrong? Canada Loses Status as Economic Superstar : IMF », consulté le 26 avril 2013, business.financialpost.com.

Fondation Asie-Pacifique du Canada. « 2012 National Opinion Poll : Canadian Views on Asia », accédé le 13 avril 2013, <http://www.asiapacific.ca/surveys/national-opinion-polls>.

Freeman, Richard B. « People Flows in Globalization », *Journal of Economics Perspectives* 20 no 2 (printemps 2006), p. 145-170.

Friesen, Joe. « How Immigrants Affect the Economy : Weighing the Benefits and Costs », extrait de *Globe and Mail*, 9 mai 2012.

Gholz, Eugene. « Globalization, Systems Integration, and the Future of Great Power War », extrait de *Security Studies* 16 n° 4 (octobre – décembre 2007), p. 615-636.

Glaser, Charles. « Will China's Rise Lead to War? Why Realism Does Not Mean Pessimism », *Foreign Affairs* 90 no 2 (mars/avril 2011), p. 80-91.

Gray, J. Glenn. « Hegel's Logic: The Philosophy of the Concrete », extrait de *The Virginia Quarterly Review* 47 no 2 (printemps 1971), p. 175-189.

Green, Alan G et David Green. « The Goals of Canada's Immigration Policy: A Historical Perspective », extrait de *Canadian Journal of Urban Research* 13, n° 1 (été 2004), p. 102-139.

Gross, Dominique. « Temporary Foreign Workers in Canada : Does a Policy with Short-Term Purpose Have a Long-Term Impact on Unemployment ? », extrait de *Canadian Issues* (printemps 2010), p. 107-111.

Halley, Anthony. « China's Investment in Canadian Base Metals to Grow : Ambassador », accédé le 22 avril 2013, www.mining.com/chinas-investment-in-canadian-base-metals-to-grow-ambassador-39604.

Hartley, Keith. « The Economics of the Peace Dividend », extrait de *International Journal of Social Economics* 24 (1997), p. 28-45.

Holsti, K.J. « Along the Road to International Theory », extrait de *International Journal* 39 no 2 (printemps 1894), p. 337-365.

Huffington Post. « America Aping Britain's Historic Decline through Free Trade », accédé le 11 février 2013, http://www.huffingtonpost.com/ian-fletcher/america-aping-britains-hi_b_735967.html.

Huffington Post. « Curtains for the U.S. Military Industrial Base », accédé le 11 février 2013, http://www.huffingtonpost.com/ian-fletcher/curtains-for-the-us-milit_b_1109101.html.

Ikenberry, John G. « The Rise of China and the Future of the West; Can the Liberal System Survive? », extrait de *Foreign Affairs* 87 no 1 (janvier/février 2008), p. 23-37.

Institute of Defence and Strategic Studies. *Report on Globalization and Defense Conference*, Singapore: Nanyang Technological University, mars 2006.

Jakobson, Linda. « China Prepares for an Ice-Free Arctic », extrait de *SIPRI Insights on Peace and Security* no 2010/2 (2010).

Johnston, David. « Chinese Investors Eye Quebec Farmland; Farmers' Union Worries About Food Security », extrait de *The Ottawa Citizen*, 28 mars 2010.

Kaplan, Robert D. « Developmental Dangers in the Twenty-first Century », extrait de *Jerome E. Levy Occasional Paper Economic Geography and World Order*, New Port: Naval War College, 2001.

Kay, David J. « Emerging Global Trends and Potential Implications for National Security », extrait de *National Security Watch* 09-1 (mai 2009), <http://www.proquest.com>.

Kellner, Thierry. « La politique pétrolière de la République populaire de Chine : stratégies et conséquences internationales », extrait de *Outre-Terre* 2 no 15 (2006), p. 425-469.

Keohane, Robert O. « Hegemony and After: Known and Unknowns in the Debate Over Decline », extrait de *Foreign Affairs* 91 no 4 (juillet/août 2012), p. 114-118.

Kirshner, Jonathan. « Globalization, American Power, and International Security », extrait de *Political Science Quarterly* 123 n° 3 (automne 2008), p. 363-389.

Koojaroenprasit, Sauwaluck. « The Impact of Foreign Direct Investment on Economic Growth », extrait de *International Journal of Business and Social Science* 3, no 21 (novembre 2012), p. 8-19.

Kulkolkarn, Kiriya. « The Impact of Immigration on Labor Market Outcomes and Foreign Direct Investment », mémoire de doctorat, University of Wisconsin-Madison, 2007.

Laczko, Leslie S. « National and Local Attachments in a Changing World System », extrait de *International Review of Sociology* 15 no 3 (janvier 2007), p. 517-528.

Lafargue, François. « Chine/États-Unis. La course aux hydrocarbures! », *Sciences Humaines* no 8 (2007), p. 23.

Le Figaro, « La “filière canadienne”, vivier de volontaires pour la cause islamiste », consulté le 26 avril 2013, www.lefigaro.fr.

Le Figaro. « Les diasporas sont en plein essor », accédé le 15 mars 2013, <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2012/04/24/20002-20120424ARTFIG00769-les-diasporas-sont-en-plein-essor.php>.

Le Figaro. « Les villes influent sur le climat », accédé le 27 janvier 2013, <http://www.lefigaro.fr/environnement/2013/01/28/01029-20130128ARTFIG00604-les-villes-influencent-le-climat.php>.

Leloup, Xavier, Phillippe Apparicio et Fahimeh Delavar Esfahani. « Ethnicity and Homeownership in Montréal, Toronto and Vancouver », extrait de *Journal of International Migration and Integration* 12 no 4, (novembre 2011), p. 436-437.

Leonard, Mark et Andrew Small. « British Public Diplomacy in the “Age of Schisms” », consulté le 21 avril 2013, fpc.org.uk/fsblob/407.pdf.

Li, Peter S. « Immigration from China to Canada in the Age of Globalization: Issues of Brain Gain and Brain Loss », *Pacific Affairs* 81 no 2 (été 2008), p. 217-239.

Li, Quan et Drew Schaub. « Economic Globalization and Transnational Terrorism : A Pooled Time-Series Analysis », extrait de *The Journal of Conflict Resolution* 48 n° 2 (avril 2004), p. 230-258.

Liu, Xiao-Feng et Glen Norcliffe. « Closed Windows, Open Doors : Geopolitics and Post-1949 Mainland Chinese Immigration to Canada », extrait de *Canadian Geographer* 40 no 4 (hiver 1996), p. 306-319.

Mancuso, Rebecca. « For Purity or Prosperity : Competing Nationalist Visions and Canadian Immigration Policy, 1919-30 » extrait de *British Journal of Canadian Studies* 23 no 1 (2010), p. 1-23.

McDonough, Terrence. « Lenin, Imperialism, and the Stages of Capitalist Development », extrait de *Science & Society* 59 no 3 (automne 1995), p. 339-367.

Meidan, Michal. « La Chine à la conquête des marchés énergétiques mondiaux », extrait de *Hérodote* 2 no 125, p. 77-94.

Micklethwait, John et Adrian Wooldridge. « The Globalization Backlash », extrait de *Foreign Policy* 126 (septembre/octobre 2001), p. 16-26.

National Post. « Considerable Progress Made in Canada-EU Trade Deal, but Obstacles Remain: Harper », accédé le 13 mars 2013, <http://business.financialpost.com/2013/03/14/296857/>.

National Post, « F-35 : Former Top Defence Official Blames Harper Government Secrecy », consulté le 26 avril 2013, news.nationalpost.com

National Post. « G20: Currency War Promises Unlikely to End Devaluation Debate », accédé le 17 février 2013, <http://business.financialpost.com/2013/02/18/g20-currency-war-promises-unlikely-to-end-devaluation-debate/>.

National Post. « Jason Kenney's Quiet Revolution is Remaking Canada », accédé le 11 mars 2013, <http://fullcomment.nationalpost.com/2013/03/01/kelly-mcparland-jason-kenneys-quiet-revolution-is-remaking-canada/>.

National Post. « Most Canadians in Favor of Limits on Immigration: Poll », accédé le 11 mars 2013, <http://news.nationalpost.com/2013/03/10/most-canadians-in-favour-of-limits-on-immigration-poll/>.

National Post. « OECD Calls for Global Tax Crackdown to Stop Corporate Loopholes that Give Multinationals Unfair Advantage », accédé le 17 février 2013, <http://business.financialpost.com/2013/02/12/oecd-calls-for-global-tax-crackdown-to-stop-corporate-loopholes-that-give-multinationals-unfair-advantage/>.

National Post. « RCMP Spied on Protesters During Occupy Ottawa, Documents Reveal », accédé le 26 avril 2013, news.nationalpost.com.

National Post, « “Toronto 18” Case Our First Sign that “Good Canadian Boys” are Being Radicalized Too », consulté le 26 avril 2013, fullcomment.nationalpost.com.

Niquet-Cabestan, Valérie. « La stratégie africaine de la Chine », *Politique étrangère* 2 (été 2006), p. 361-374.

Nixon, Gordon et Dominic D'Alessandro. « Skilled Immigrants are the Key to Business Success », extrait de *Globe and Mail*, 20 septembre 2009.

Nossal, Kim Richard. « Right and Wrong in Foreign Policy 40 Years On », *International Journal* 62 no 2 (printemps 2007), p. 263-277.

NTDTV. « Canadian Defector Exposes Chinese Student Spies », accédé le 14 mars 2013, http://www.youtube.com/watch?v=_cOs-8q-xBc.

Nye, Joseph S. Jr. « China's Rise Doesn't Mean War... », extrait de *Foreign Policy* 184 (janvier/février 2011), p. 66.

Nye, Joseph S. Jr. « Soft Power », *Foreign Policy* 80 (automne 1990), p. 153-171.

Osland, Joyce S. « Broadening the Debate: The Pros and Cons of Globalization », extrait de *Journal of Management Inquiry* 12 n° 2 (juin 2003), p. 137-154.

Park, Jungwee. « A Profile of the Canadian Forces », extrait de *Perspectives* (juillet 2008) p. 21-30.

Pasqualetti, Martin J. « The Alberta Oil Sands From Both Sides of the Border », extrait de *Geographical Review*, 99 no 2 (avril 2009), p. 248-267.

Prévost, Benoît. « Adam Smith: vers la fin d'un malentendu? », extrait de *L'Économie Politique* 1 n° 9 (2001), p. 101-112.

Reporters Without Borders. « Press Freedom Index 2013 », accédé le 26 avril 2013, en.rsf.org/press-freedom-index-2013,1054.html.

Radio-Canada. « Défense: rapport discret, mais important », accédé le 21 février 2013, <http://blogues.radio-canada.ca/politique/2013/02/19/defense-rapport-discret-mais-important/>.

Radio-Canada. « Des riches encore plus riches », accédé le 27 janvier 2013, <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Economie/2013/01/28/006-001-canada-ecart-riches.shtml>.

Radio-Canada. « Idle No More réveille la conscience de jeunes Autochtones » consulté le 25 mars 2013, www.radio-canada.ca.

Radio-Canada. « L'ONU craint une ruée vers le Nord », accédé le 18 février 2013, <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/International/2013/02/18/005-arctique-environnement-pnue.shtml?isAutoPlay=1>.

Reverdy, Thomas . « Les normes environnementales en entreprise : la trajectoire mouvementée d'une mode managériale », extrait de *Sociologies pratiques* 1 no 10 (2005), p. 97-119.

Robertson, Mr. Discours. « Speech of Mr. Robertson in the British House of Commons on a Proposition to Reduce the Duty on French Wines », Londres, Angleterre, 1883.

Robinson, Daniel. « Planning for the “Most Serious Contingency” : Alien Internment, Arbitrary Detention, and the Canadian State 1938-39 », extrait de *Journal of Canadian Studies* 28 no 2 (été 1993), p. 5-20.

Rosato, Sebastian. « The Flawed Logic of Democratic Peace Theory », extrait de *The American Political Science Review* 97 n° 4 (novembre 2003), p. 585-602. Roy, H.N. « Ricardo's Theory of Economic Development and its Relevance to Modern Economic Analysis », extrait de *Indian Economic Journal* 25 n° 1 (juillet 1977), p. 227-243.

Schmidt, Susan et Sara Weitzel. « Globalization: The Real Competitive Threat », extrait de *World Trade* 21 n° 10 (octobre 2008), p. 8.

Serfati, Claude. « The Adaptability of the French Armaments Industry in an Era of Globalization », extrait de *Industry and Innovation* 8 n° 2 (août 2001), p. 221-239.

Shufelt, Tim. « Currency War! Canada Must Devalue Too or Get Hurt », accédé le 26 avril 2013, www.canadianbusiness.com/economy/currency-war.

Sindjoun, Luc. « La loyauté démocratique dans les relations internationales : sociologie des normes de civilité internationale », extrait de *Études internationales* 32 no 1 (2001), p. 31-50.

SIPRI. « Military Expenditure: China », accédé le 27 mars 2013, <http://first.sipri.org/search?country=CHN&dataset=military-expenditure>.

Small Arms Survey, « Exporters », accédé le 16 décembre 2012, <http://www.smallarmssurvey.org/weapons-and-markets/transfers/exporters.html>

Sotiron, Minko. « Internment in Canada », extrait de *Canadian Literature* 179 (hiver 2003), p. 153-154.

Spiegel. « Request from NATO: Berlin Willing to Supply Weapons for Libyan War », accédé le 13 février 2013, <http://www.spiegel.de/international/world/request-from-nato-berlin-willing-to-supply-weapons-for-libyan-war-a-770949.html>.

Strange, Susan. « The Bondage of Liberal Economics », extrait de *SAIS Review* 6 n° 1 (hivers 1986), p. 25-38.

Strange, Susan. « The Global Political Economy, 1959-1984 », extrait de *International Journal* 39 no 2 (printemps 1984), p. 267-283.

Strange, Susan. « What Is Economic Power, and who has it? », extrait de *International Journal* 30 no2 (printemps 1975), p. 207-224.

Surry, Eamon. « Transparency in the Arms Industry », extrait de *SIPRI Policy Paper* n° 12 (janvier 2006).

Suyama, Nobuaki. « Canada's Immigration Policy and International Relations », extrait de *Peace Research* 27 no 2 (mai 1995), p. 23-31.

Tertzakian, Peter. « Canada Must Prepare for U.S. Oil Self-Sufficiency », extrait de *Globe and Mail*, 19 septembre 2012.

Testot, Laurent. « La face obscure de la mondialisation », extrait de *Sciences Humaines – Grands dossiers* no 2 (printemps 2006), p. 35.

The Fund for Peace. « The Failed States Index 2012 », accédé le 8 mars 2013, <http://ffp.statesindex.org/rankings-2012-sortable>.

The Globe and Mail. « Deep Cuts to Military Mark Reversal for Harper », accédé le 13 février 2013, <http://www.theglobeandmail.com/news/politics/budget/deep-cuts-to-military-mark-reversal-for-harper/article4097823/>.

The New Yorker. « The Force : How Much Military is Enough », accédé le 13 février 2013, http://www.newyorker.com/arts/critics/atlarge/2013/01/28/130128crat_atlarge_lepore.

The Ottawa Citizen, « China Tried to Halt Falun Gong TV in Canada: Defector », accédé le 10 avril 2013, www.canada.com/ottawacitizen/news.

The Province. « Mark Milke: Corporate Welfare: The Gift that Seldom seems to Give Back », accédé le 11 février 2013, <http://blogs.theprovince.com/2012/09/12/mark-milke-corporate-welfare-the-gift-that-seldom-seems-to-give-back/>.

Time. « U.S.-China Friction: Why Neither Side Can Afford a Split », accédé le 29 mars 2013, <http://www.time.com/time/world/article/0,8599,1960606,00.html>.

Toronto Star. «China Tops Spy List: CSIS », accédé le 22 avril 2013, www.thestar.com/news/2007/04/30/china_tops_spy_list_csis.html.

Toronto Star. « Mexican Drug War Spilling into Canada », accédé le 31 mars 2013, www.thestar.com.

Toronto Star. « Mallick: Nexen Deal Proves Harper is China's Plaything », accédé le 13 mars 2013, http://www.thestar.com/opinion/editorialopinion/2012/12/11/mallick_nexen_deal_proves_harper_is_chinas_plaything.html.

Toronto Star. « Military Coming Up Short in Efforts to Diversify », accédé le 1 mai 2013, www.thestar.com.

Université de Sherbrooke. « Perspective monde : Dictionnaire », accédé le 23 février 2013, <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMDictionnaire?iddictionnaire=1511>.

U.S. Energy Information Administration. « Countries Overview », accédé le 8 avril 2013, www.eia.gov/countries/index.cfm?view=reserves.

Wan, Ming. « The Great Recession and China's Policy toward Asian Regionalism », extrait de *Asian Survey* 50 no 3 (2010), p. 520-538.

Washington Post. « NATO runs short on some munitions in Libya », accédé le 7 février 2013, http://articles.washingtonpost.com/2011-04-15/world/35231577_1_nato-officials-cluster-bombs-munitions-in-civilian-areas.

Watson, Matthew. « International Capital Mobility in an Era of Globalization: Adding a Political Dimension to the Feldstein-Horioka Puzzle », extrait de *Politics* 21 n° 2, (2001), p. 82-93.

Weinstein, Eric. « Migration for the Benefits of All: Towards a New Paradigm for Economic Immigration », extrait de *International Labour Review* 141 no 3 (2002), p. 225-252.

Went, Robert. « Globalization in the Perspective of Imperialism », extrait de *Science & Society* n° 66-4 (hiver 2002/2003), p. 473-497.

Wickberg, Edgar. « Chinese and Canadian Influences on Chinese Politics in Vancouver, 1900-1947 », extrait de *BC Studies* no 45 (1980), p. 37-55.

Yale Global Online. « Europe Confronts Mediterranean Mayhem – Part 2 », accédé le 31 mars 2013, <http://yaleglobal.yale.edu/content/europe-confronts-mayhem-part-ii>.

Yeung, Henry Wai-chung. « The Limits to Globalization Theory: A Geographic Perspective on Global Economic Change », extrait de *Economic Geography* 78 n° 3 (juillet 2002), p. 285-305.

Zhang, Kenny. « Flows of People and the Canada-China Relationship » *Canadian International Council - China Papers* no 10 (mai 2010).

Zhao, John. « Brain Drain and Brain Gain : The Migration of Knowledge Workers », extrait de *Education Quarterly Review* 6 no 3 (2000), p. 8-35.

Zhou, Jinghao. « Does China's Rise Threaten The United States? », *Asian Perspective* 32 no 3(2008), p. 177.

DOCUMENTS OFFICIELS :

Banque mondiale. « Indicateurs de développement dans le monde », accédé le 6 avril 2013, www.donnees.banquemondiale.org.

Canada. Affaires étrangères et Commerce international Canada. « Bilan des investissements internationaux du Canada », accédé le 6 avril 2013, www.international.gc.ca.

Canada. Affaires étrangères et Commerce international Canada, « Impact économique du secteur de l'éducation internationale pour le Canada », consulté le 9 avril 2013, www.international.gc.ca/education/impact.aspx?lang=fra.

Canada. Affaires étrangères et Commerce international Canada. « Le commerce international du Canada : Le point sur le commerce et l'investissement – 2012 », consulté le 21 avril 2012, www.international.gc.ca.

Canada. Affaires étrangères et du Commerce extérieur. *The Future of Canadian Military Goods Production and Export*, Ottawa : Groupe Communication Canada, 1992.

Canada. Citoyenneté et Immigration Canada. *Aperçu de l'immigration – Résidents permanents et temporaires*, Ottawa : Groupe Communication Canada, 2011.

Canada. Citoyenneté et Immigration Canada. *Aperçu de l'immigration – Résidents permanents et temporaires*, Ottawa : Groupe Communication Canada, 2012.

Canada, Citoyenneté et Immigration Canada. *État actuel du multiculturalisme au Canada*, Ottawa : Groupe Communication Canada, 2010.

Canada. Citoyenneté et Immigration Canada. *Le plan d'action économique du Canada – Un système d'immigration économique efficace et souple*, Ottawa : Groupe Communication Canada, 2010.

Canada. Comité sénatorial permanent des Affaires sociales, des sciences et de la technologie. « Fascicule 28 – Témoignages », consulté le 16 mars 2013, http://www.parl.gc.ca/Content/SEN/Committee/371/soci/28ev-f.htm?comm_id=47&Language=E&Parl=37&Ses=1.

Canada, CSIS, *Public Report 2010 – 2011*, Ottawa : Groupe Communication Canada, 2012, p. 18.

Canada. Élections Canada « Carte électorale du Canada », accédé le 10 avril 2013, www.elections.ca.

Canada. *Gazette du Canada* partie 2 vol. 136, Ottawa : Groupe Communication Canada, 1982.

Canada. Librairie et Archives Canada. « The Early Chinese Canadians 1858-1947 », accédé le 15 mars 2013, <http://www.collectionscanada.gc.ca/chinese-canadians/021022-1200-e.html>.

Canada. Ministère de la Défense Nationale. *1994 White Paper on Defence*, Ottawa : Groupe Communication Canada, 1994.

Canada. Ministère de la Défense Nationale. *Canada First Defence Strategy*, Ottawa : Groupe Communication Canada, 2008.

Canada. Ministère de la Défense Nationale. *Defence Industrial Preparedness : A Foundation for Defence*, Ottawa : Groupe Communication Canada, 1987.

Canada. Ministère de la Défense Nationale. *Defense Industry Policy and International Relations with Industry*, Ottawa : Groupe Communication Canada, 1998.

Canada. Ministère du Développement durable, de l'environnement, de la Faune et des Parcs. « Indice synthétique de fécondité », accédé le 6 avril 2013, www.stat.gouv.qc.ca.

Canada. Ministère de la Sécurité Publique. *Building Resilience Against Terrorism: Canada's Counter-Terrorism Strategy*, Ottawa : Groupe Communication Canada, 2011.

Canada. Ministère de la Sécurité Publique. *Securing an Open Society : Canada's National Security Policy*, Ottawa : Groupe Communication Canada, 2004.

Canada. Ministère des Finances. *Canada's Economic Action Plan*, Ottawa : Groupe Communication Canada, mars 2009.

Canada. Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux. *Le Canada d'abord : Exploiter l'approvisionnement militaire en s'appuyant sur les capacités industrielles clés*, Ottawa : Groupe Communication Canada, 2013.

Canada. Ressources humaines et Développement des compétences Canada. « Canadiens en contexte – Taille et croissance de la population », accédé le 6 avril 2013, www4.rhdcc.gc.ca.

Canada. Ressources humaines et Développement des compétences Canada. « Travail – Taux de chômage », accédé le 6 avril 2013, www4.rhdcc.gc.ca/.

Canada. Statistiques Canada. « 2006 Census Data Products », consulté le 21 avril 2013, www12.statcan.ca/census-recensement/2006/dp-pd/index-eng.cfm.

Canada. Statistiques Canada. « Population and Dwellings Count », consulté le 20 avril 2013, www12.statcan.gc.ca.

Canada. Statistiques Canada. « Profil du recensement », consulté le 1 avril 2013, www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2011.

Canada. Statistiques Canada. « Recensement du Canada », accédé le 1 avril 2013, <http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/index-fra.cfm>.

Canada. Statistiques Canada, « Vancouver : Canada's Immigrant Gateway in the West », consulté le 10 avril 2013, www12.statcan.ca/census-recensement/2006.

États-Unis. CIA World Factbook. « Canada », consulté le 20 avril 2013, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ca.html>.

États-Unis. Department of Agriculture, « Demand for Food Quantity and Quality in China », consulté le 22 avril 2013, [www.ers.usda.gov/media/200560/err32_reportsummary_1 .pdf](http://www.ers.usda.gov/media/200560/err32_reportsummary_1.pdf).

États-Unis. *Immigration's Impact on U.S. National Security and Foreign Policy*, Washington: U.S. Commission on Immigration Reform, 1997.

États-Unis. *Strategy to Combat Transnational Organized Crime: Addressing Converging Threats to National Security*, Washington: The White House, 2011.

États-Unis. National Security Council. « A Report to the National Security Council – NSC 68 », Truman Papers, 1950.

États-Unis, The White House. « U.S. – Canada Smart Border/30 Point Action Plan Update », consulté le 21 avril 2013, georgewbush-whitehouse.archives.gov.

Fonds monétaire international. « World Economic and Financial Surveys », accédé le 6 avril 2013, www.imf.org.

Gouvernement du Québec. « Le grand dictionnaire terminologique : mondialisation », accédé le 24 mars 2013, http://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=26515910.

Nations-Unies. Haut-Commissariat pour les réfugiés. « Les réfugiés : une perspective canadienne », accédé le 16 mars 2013, <http://www.unhcr.ca/documents/teachersguide-f.pdf>.

Nations-unies. Programme des Nations-unies pour le développement. « Indicateurs internationaux de développement humain », accédé le 6 avril 2013, hdr.undp.org/fr/statistiques.

OCDE. « Panorama des statistiques de l'OCDE », accédé le 10 avril 2013, www.oecd.org/fr/sites/panoramadesstatistiquesdelocde.

Province de la Colombie-Britannique. Elections BC, « Provincial Electoral Map », accédé le 10 avril 2013, www.elections.bc.ca.

Province de l'Ontario. Elections Ontario, « Provincial Electoral Districts 2013 », accédé le 10 avril 2013, www.elections.on.ca.

United Kingdom. Ministry of Defence. *Defence Industrial Strategy : Defence White Paper*, London: The Stationery Office, 2005.

Ville de Toronto, « Toronto's Racial Diversity », consulté le 10 avril 2013, http://www.toronto.ca/toronto_facts/diversity.htm.